

DEUX ANS DE MANDAT DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Renouvellement des institutions constitutionnelles et lancement des réformes

P. 24

ALGÉRIE-FRANCE

La Grande mosquée de Paris œuvre à diffuser des valeurs pour la prévention de la radicalisation

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

L'AG de l'ONU adopte une décision réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

P. 24

DANS SON MESSAGE À L'OCCASION DU 61^e ANNIVERSAIRE DES MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE 1960

Tebboune : «Les manifestations du 11 décembre 1960, un indice inéluctable de la fin du colonialisme»

"Le message sacré que nous ont légué notre héros Cheikh Bouamama et tous les héros de notre résistance populaire ainsi que nos martyrs, est lourd de sens. Il exige d'unifier les rangs et de se tourner vers l'avenir, et de faire de la cohésion des enfants d'Algérie avec l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), une force unifiée capable de relever les défis et de consacrer les nobles valeurs et les idéaux de notre peuple à travers les époques et les siècles", a affirmé le Président Tebboune.

P.p 3-24



OUVERTURE À ALGER DU FORUM INTERNATIONAL DE LA FEMME

Participation de 3.000 femmes chefs d'entreprise

P. 6

LOGEMENTS

Attribution de plus de 700 logements dans le Sud du pays

P. 5

SELON L'OMS

"Omicron" semble avoir un taux accru de réinfection mais des symptômes moins graves

P. 11

SANTÉ

BURN OUT
Tout ce qui est vrai... et ce qui est faux

P.p 12-13

FOOTBALL

CAN-2021 (PRÉPARATION)
La Gambie et le Ghana, sparring-partners des «Verts» à Doha

P. 22



MONDE ARABE

2 chercheurs algériens lauréats du prix OAPEC pour la recherche scientifique 2020

P. 17

COVID-19

20 cas enregistrés en milieu scolaire à travers le territoire national

P. 5

BMS

Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses sur plusieurs wilayas du pays



Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affectent, depuis hier, plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays, indique vendredi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie.

Placées en vigilance «Orange», les pluies affecteront les wilayas de Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Souk Ahras, Guelma, Constantine, Mila, Setif, Bordj Bou Arreridj et Bouira.

Les quantités de pluie, accompagnées de rafales de vent sous orages, oscilleront entre 20 et 30 mm durant la validité du BMS.

EXPOSITION

La communauté algérienne installée au Qatar participe à la «Rencontre des communautés maghrébines»

Les membres de la communauté algérienne installée au Qatar, prennent part à la «Rencontre des communautés maghrébines», une manifestation culturelle organisée en marge de la Coupe arabe de la Fifa qui se poursuit jusqu'au 18 décembre, annoncent les organisateurs.

Organisée les 9 et 10 décembre par le club culturel et social «Al Djasra», cette manifestation met en avant la richesse du patrimoine culturel maghrébin.

Le stand algérien élaboré par Zoheir Yahiaoui et Mokhtar Tirasse propose aux visiteurs un aperçu du patrimoine vestimentaire, culinaire et musical de l'Algérie en plus de la tenue de conférences et rencontres dédiées à l'histoire de l'Algérie et de la guerre de libération nationale.

Bijoux traditionnels, poterie, produits de dinanderie et costumes traditionnels constituent l'essentiel de l'exposition qui sera clôturée vendredi soir.

CNR

Ouverture d'antennes au niveau des nouvelles wilayas

La Caisse nationale des retraites (CNR) a procédé à la mise en service de cinq (05) agences locales dans de nouvelles wilayas, en attendant la généralisation de l'opération à travers l'ensemble des nouvelles wilayas avant le 15 décembre en cours, en application du décret présidentiel portant création de dix (10) nouvelles wilayas dans le sud du pays, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Caisse.

L'opération intervient dans le cadre du rapprochement de l'administration du citoyen, en application des décisions de l'Etat, et l'humanisation de la relation entre la CNR et ses affiliés, et la prise en charge idoine des retraités et des Ayants-droit, ajoute le communiqué. A cet effet, les sièges ont été aménagés de façon moderne et dotés des équipements techniques, humains et financiers nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des nouvelles agences, et ce par souci d'épargner aux retraités et aux Ayants-droit les désagréments du déplacement, conclut le document.

DIPLOMATIE

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie en Irak

Le gouvernement irakien a donné son agrément à la nomination de M. Belkacem Mahmoudi, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire, auprès de la République d'Irak, indique, jeudi, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

WILAYA D'ALGER

Installation de 13 transformateurs électriques dans 7 communes

La Direction de distribution de l'électricité et du gaz (DD) de Gué de Constantine (Alger) a entamé, jeudi, l'installation de 13 transformateurs électriques dans 7 communes relevant de territoire, a indiqué un communiqué de cette direction relevant de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG, filiale de Sonelgaz).

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme annuel de la société relatif à l'installation de transformateurs électriques à moyenne et basse tensions visant à améliorer la qualité du service offert aux clients dans les quartiers des communes de Birtouta, Saoula, Baraki, Ouled Chebel, Khraicia, Draria et Sidi Moussa.

Ce programme intervient également suite à l'augmentation du nombre des demandes de raccordement au réseau électrique au niveau de ces communes, a noté le communiqué, faisant état de l'entrée en service, mercredi, d'un transformateur électrique dans la région de Sidi Slimane (Khraicia) pour réduire la pression sur le transformateur principal 512 de la région, a conclu le communiqué.

NATIONS UNIES

L'Algérie élue aux organes directeurs de l'ONUDI

L'Algérie a été élue aux organes directeurs de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), lors de la 19ème session de la Conférence générale de cette organisation, tenue à Vienne, du 29 novembre au 3 décembre.

Cette session a été marquée par l'élection de l'Algérie au Conseil de développement industriel pour la période 2022-2025, ainsi qu'au Comité Programme et Budget pour la même période.

A signaler que lors de cette session, le ministre allemand de l'Economie, Gerd Muller, a été élu au poste de directeur général de l'ONUDI pour un mandat de quatre ans à partir du 10 décembre 2021.

POLICE

L'Algérie décroche le premier Prix du meilleur film de sensibilisation à l'action policière



L'Algérie, représentée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a décroché le premier Prix du meilleur film de sensibilisation aux droits de l'Homme dans l'action policière, a indiqué jeudi un communiqué des services de la Sûreté nationale. «Le prix a été décerné lors des travaux de la 45e Conférence des responsables des organes de Police et de sécurité arabes tenue à Tunis», précise la même source.

Le Prix a été remis au Directeur général de la sûreté nationale, Farid Bencheikh, par le Secrétaire général du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur (CMAI), Dr. Mohamed Ben Ali Koumane, conclut le communiqué.

BORDJ BOU ARRERIDJ

3^e édition du séminaire "Cheikh Ibn Tebbani et l'école théologique achâarite" aujourd'hui

L'université Mohamed El Bachir El Ibrahimy de Bordj Bou Arreridj accueillera dimanche prochain la 3ème édition du séminaire national "Cheikh Ibn Tebbani et l'école théologique achâarite" avec la participation de chercheurs de diverses universités du pays, apprend-on jeudi auprès de cette université.

Les participants à cette rencontre scientifique, placée sous le thème "L'achâarisme, mode de vie", cette rencontre scientifique tentera d'apporter des réponses aux interrogations et besoins croissants des nouvelles générations pour préserver leur identité et valeurs face aux défis des nouvelles technologies de communication, selon la même source.

Selon les organisateurs, la rencontre débattera ainsi divers axes dont "l'achâarisme et la pensée théologique moderne", "l'achâarisme, base de la protection de l'identité", "l'achâarisme en Algérie, plus porté à la réflexion qu'à la polémique" et "l'aspect fonctionnelle dans la pensée de l'imam El Achâari".

Ce rendez-vous scientifique est organisé par le haut conseil islamique (HCI) en coordination avec le ministère des Affaires Religieuses et Wafkfs et la direction de wilaya des affaires religieuses.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Les trains Alger-Tizi-Ouzou-Oued-Aissi limités à la gare d'Agha

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé jeudi que les trains circulant sur le tronçon de ligne Alger-Tizi-Ouzou-Oued-Aissi seront limités à la gare d'Agha à compter du samedi prochain.

"La Société nationale des transports ferroviaires informe son aimable clientèle que suite à des travaux de maintenance de la voie qui seront effectués en gare d'Alger à compter du samedi 11 décembre 2021, les trains circulant sur le tronçon de ligne Alger/Tizi-Ouzou/Oued-Aissi et retour, seront limités à la gare d'Agha", a indiqué la société sur sa page Facebook officielle.

La Société Nationale des Transports Ferroviaire a rassuré quant au respect de la ponctualité de ses trains sur cette ligne qui seront disponibles selon les mêmes horaires.

La SNTF a précisé également qu'elle "mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques dont elle dispose, pour rétablir la situation normale dans les plus brefs délais".

TINDOUF

182 participants au 2^e festival national de l'opérette

Pas moins de 182 étudiants, issus de différentes wilayas du pays, prennent part à la deuxième édition du festival universitaire national de l'opérette ouvert jeudi à la maison de la culture «Abdelhamid Mehri» à Tindouf.

La 2ème édition du festival national de l'opérette, rendant hommage à titre posthume au poète «Omar Bernaoui», prévoit l'animation, trois jours durant, d'une série de spectacles et de représentations théâtraux, a indiqué le commissaire du festival, Mohamed Said. Il est également prévu des ateliers de formation dans les créneaux de la scénographie, la mise en scène et l'interprétation, en plus de rencontres-débats sur le thème, en présence des cadres du secteur de la culture, de metteurs en scène et de critiques de théâtre.

Pour M. Said, ce festival constitue une opportunité de promotion des activités culturelles universitaires, dont l'opérette, et de consolidation des activités théâtrales estudiantines.

Cette manifestation culturelle, dont la cérémonie d'ouverture a été marquée par une cérémonie en l'honneur de la famille du défunt «Omar Bernaoui», devra donner lieu à la découpe de talents dans le domaine et contribuer à l'amélioration de leurs capacités créatrices.

HISTOIRE

MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE 1960

Manifestations du 11 décembre, un tournant décisif dans l'histoire de la Guerre de libération

Des moudjahidines et des historiens ont unanimement affirmé que les manifestations du 11 décembre 1960 avaient constitué un tournant décisif dans l'histoire de la glorieuse guerre de libération, voir même une sorte de référendum populaire sur l'indépendance nationale et le rejet de l'occupation française.

Cette halte organisée par les commandants de la révolution a consolidé davantage l'attachement du peuple au FLN, ont indiqué des moudjahidine et des chercheurs à la veille du 61e anniversaire des manifestations du 11 décembre, considérant qu'il s'agit d'un prolongement au ter novembre 1954 et du congrès de la Soummam le 20 août 1956.

Intervenant à l'occasion, l'enseignant en histoire à l'université de Blida II, Dr.

Benyoucef Tlemçani a fait savoir que ces manifestations ont braqué la lumière, à l'échelle internationale, sur l'adhésion du peuple algérien à la révolution.

Face aux manifestations déclenchées le 9 décembre 1960 à Ain Témouchent, le plan du général De Gaulle visant «la création d'une troisième force» composée d'algériens pour «l'Algérie algérienne», a connu un échec cuisant.

Dr. Tlemçani a indiqué que «la tournée de De Gaulle en Algérie de l'ouest à l'est a été un échec notamment avec l'escalade des manifestations à travers les villes algériennes.

Une tournée émaillée d'émeutes des antagonistes de sa politique qui ont exécuté des opérations d'assassinat des Algériens avec la protection de l'armée française.

Le 13 décembre de la même année, il a dû quitter l'Algérie sans y revenir même après l'indépendance».

Les manifestations déclenchées à partir des quartiers de la capitale notamment la Casbah, El Madania, Belcourt, El Harrach, Kouba et autres



villes n'étaient pas spontanées mais organisées par les dirigeants de la zone VI relevant de la wilaya V historique à partir de 1960, à l'instar de Bousmaha et Rouchay Boualem (Si Zoubir) qui ont encadré les manifestants algériens.

Pour ce qui est des répercussions des manifestations du 11 décembre 1960 sur le plan diplomatique, l'Assemblée générale onusienne a tenu sa 15ème session le 20 décembre 1960 où elle a adopté une résolution reconnaissant le droit du peuple algérien à l'autodétermination et à l'indépendance et la nécessité d'entamer un dialogue algéro-français pour trouver une solution pacifique sur la base de l'unité territoriale, a-t-il fait savoir.

Le moudjahid Tahar Hocine qui a vécu les manifestations du 11 décembre, a, pour sa part, rappelé que ces manifestations ont débuté le 9 décembre à partir de Ain Témouchent durant la visite du général de Gaulle en Algérie avant de se répandre dans d'autres quartiers de la capitale où le peuple a fait montre de son attachement à

la révolution et son refus à la politique de De Gaulle visant à maintenir une Algérie française.

L'intervenant a fait savoir que les manifestants avaient brandi des slogans, à l'instar de «Vive l'Algérie algérienne», «l'Algérie indépendante» et «libérez les détenus», ainsi que d'autres slogans appelant à l'indépendance totale de l'Algérie.

Ces messages, très expressifs, étaient destinés aux autorités de l'occupation française, a assuré le moudjahid qui a relevé «l'implication des pieds noirs et de l'Organisation d'armée secrète +OAS+ dans des actes terroristes contre des civils sans défense lors des manifestations du 11 décembre où la jeune chahida Salihia Ouatiké (9 ans) avait été assassinée au quartier Belcourt ainsi qu'un jeune homme (18 ans) à El Madania.

«Je me souviens que des renforts sécuritaires composés de brigades spéciales de l'Armée française avaient été mobilisés pour encercler les quartiers à l'instar de Belcourt, Ruisseau et El Madania et tiraient, à balles réelles, contre les manifesta-

nts.

Des groupes de pieds noirs avaient essayé de provoquer les algériens car refusant de brandir des slogans contre la politique de «l'Algérie française», a-t-il poursuivi.

Après avoir évoqué le rôle de la femme algérienne, lors des manifestations du 11 décembre, descendue à la rue sans aucune crainte de la mort en brandissant les drapeaux nationaux, le même intervenant a souligné que les manifestations avaient constitué «une halte importante dans l'histoire de la Glorieuse révolution dans laquelle la femme algérienne a fait montre de sa solidarité avec l'homme en vue de la liberté et de l'indépendance.

Pour sa part, le moudjahid Mahmoud Arbadji a affirmé que les manifestations du 11 décembre étaient «une bouffée d'oxygène» pour la révolution en sapant les efforts de la propagande française qui a misé sur la guerre psychologique en semant la terreur et le doute auprès des algériens pour porter atteinte à la confiance entre le FLN et le peuple algérien.

Elle euvrait également à détruire l'esprit de rébellion et provoquer l'esprit d'abandon auprès du peuple.

Rappelant que cette confrontation avait fait «plus de 400 chahid et un nombre de blessés dans les rangs des algériens, le même intervenant a déploré, dans ce sens, le bilan présenté à cette époque par les médias français qui ont fait état de moins de 100 morts dans les rangs des algériens afin de masquer la barbarie des mercenaires qui a touché même des enfants.

Un triomphe médiatique international pour la cause algérienne

La cause algérienne a remporté une victoire médiatique et politique au niveau international, à travers les manifestations du 11 décembre 1960, largement médiatisées, brisant toutes les tentatives du colonialisme français à faire avorter la guerre de libération algérienne, ont affirmé des historiens à Oran.

Les manifestations, qui ont débuté le 9 décembre 1960 à Ain Témouchent, ont réussi à attirer l'opinion publique internationale, à soulever la juste cause de l'Algérie à l'Organisation des Nations unies (ONU) et à faire échec aux plans de Charles de Gaulle visant à mettre fin à la guerre de libération (1954-1962), selon les spécialistes en histoire de l'Algérie, Lounici Rabah, Bouchikhi Cheikh et Hamid Aït Habbouche.

Dans ce contexte, l'universitaire Lounici Rabah a souligné que «les événements du 11 décembre 1960, qui ont eu lieu dans plusieurs villes algériennes, ont permis une victoire médiatique de la cause algérienne auprès de l'opinion publique internationale», déclarant «heureusement pour l'Algérie, des journalistes et photographes italiens étaient présents le 11 décembre à Alger et ont donc pu retransmettre largement le cours de ces événements, photo à l'appui».

Grâce aux médias internationaux, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) a reçu un large soutien international, de sorte qu'ils ont transmis des sujets importants, notamment des images de slogans brandis et scandés par le peuple algérien, qui affirmait son attachement au Front de libération nationale et au GPRA dont «l'Algérie est musulmane», en réponse au projet des colons revendiquant «l'Algérie française» et au prétendu projet «l'Algérie algérienne» de De Gaulle sur fond de ruse, selon l'historien.

Et d'affirmer que «partant du fait les médias français devaient être en adéquation avec la nouvelle stratégie de Charles de Gaulle, les événements n'étaient pas rapportés de manière objective au sens propre du terme.

Il était question de convaincre l'opinion publique française, en particulier les colons, qu'il faut engager des négociations avec le Front de libération nationale et le Gouvernement provisoire de la République algérienne».

Ces manifestations, qui ont eu lieu dans diverses villes d'Algérie et pas seulement dans la capitale où ces événements ont été photographiés, ont également démenti les allégations coloniales selon lesquelles la révolution algérienne n'est pas présente dans les villes, a ajouté Pr Lounici.

De son côté, le professeur Cheikh Bouchikhi, spécialiste en histoire moderne et contemporaine a affirmé que «les manifestations qui ont éclaté le 9 décembre et se sont poursuivies jusqu'au 16 décembre ont montré l'échec des médias français sur lesquels s'appuyait Charles de Gaulle, qui voulaient faire pression sur les médias pour qu'ils fassent passer son projet, sachant que l'Algérie à cette époque ne disposait pas de médias lourds».

L'image de l'Algérienne «Baya» montant sur un véhicule blindé de l'armée coloniale française en tenue traditionnelle et scandant l'indépendance de l'Algérie a fait sensation, publiée par le magazine «Paris Match» le 12 décembre 1960 et a eu un impact important et positif sur la cause algérienne à l'ON, selon le même professeur.

Malgré le manque de ses moyens, les médias algériens ont joué un rôle majeur dans ces événements, à travers Radio «Sawt El-Djazaïr» et le journal «El Moudjahid» qui ont couvert les manifestations dans diverses villes, en plus des médias soutenant la cause algérienne, dont Radio «Sawt El-Arab» et des écrits anglais et italiens, ainsi que des journalistes coopérant avec des journaux américains, qui ont traité la question avec objectivité», ajoute Cheikh Bouchikhi.

De son côté, le spécialiste en histoire, Hamid Aït Habbouche a souligné que «les médias français et internationaux qui ont traité des événements du 11 décembre 1960 ont donné à la cause algérienne une dimension mondiale et ont fortement touché l'opinion publique internationale qui a soutenu cette juste cause».

«Malgré la subjectivité dans le traitement des événements de ces manifestations par les médias français, le message du peuple algérien est parvenu à De Gaulle et à l'Organisation de Nations Unies», a-t-il déclaré, soutenant que «ces manifestations qui ont déferlé sur les différentes grandes villes d'Algérie ont emballé différentes franges de la société algérienne, ont constitué un tournant décisif dans le processus de la question algérienne, aboutissant à de premières négociations en mai 1961».

Les manifestations du 11 décembre 1960 ont «brisé net» la conviction des «ultras» de l'Algérie française

Les manifestations du 11 décembre 1960 ont «brisé net» la conviction des «ultras» de l'Algérie française, a affirmé l'historien, Fouad Soufi, soulignant l'impact positif de ces événements dans l'adhésion internationale à la cause libératrice du peuple algérien, du joug colonial français.

«Les manifestations du 11 décembre 1960 ont brisé net une conviction bien ancrée dans l'opinion des ultras de l'Algérie française, à savoir que les villes étaient calmes parce qu'elles étaient sous contrôle», a déclaré à l'APS, le chercheur en histoire, la veille de la commémoration du 60ème anniversaire de ce tournant de la glorieuse révolution algérienne.

Les Algériens, rappelle-t-on, étaient sortis, ce jour-là, manifester «pacifiquement» dans des quartiers de la capitale et d'autres villes, pour réaffirmer le principe d'autodétermination, sur fond de visite du général Charles de Gaulle en Algérie, du 9 au 12 décembre 1960.

Il a rappelé, à ce propos, que quelques mois plus tôt, en juillet de la même année, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) avait appelé à une «grande grève» en réaction aux projets de «partition» de l'Algérie par l'ancienne puis-

sance coloniale.

Une action qui, précisera-t-il, avait «renforcé l'unité nationale et convaincu les pays indecis de la justesse du combat du GPRA».

Mieux, ces «manifestations urbaines ont convaincu les observateurs internationaux de l'adhésion du peuple algérien aux mots d'ordre du GPRA», poursuit-il, avant de revenir sur les contextes national et international ayant conduit à ces événements.

A savoir, sur le plan interne, l'offensive militaire française qui se poursuivait contre l'Armée de Libération nationale (ALN), note-t-il.

De même qu'il évoquera les «Pourparlers de Melun», ayant réuni des représentants du GPRA avec des délégations du gouvernement français, mais qui s'étaient soldés par un échec, la partie algérienne ne voulant rien céder sur ses revendications d'indépendance totale du pays.

«L'évocation même d'une «Algérie algérienne» par le président français ayant provoqué les violentes réactions de la population européenne», lesquelles avaient conduit à «toute une série d'affrontements», souligne-t-il, citant «l'émeute» à laquelle avait abouti, le 8 décembre, la grève générale déclen-

chée par les Européens hostiles à la politique de De Gaulle en Algérie et à la perspective du référendum sur l'autodétermination des Algériens.

L'intervenant fait observer que «si ces manifestations étaient, à l'origine, spontanées, les militants des cellules de base du Front de Libération nationale (FLN) en ont, assez vite, pris le contrôle, le 9 décembre à Ain-Témouchent, puis le 10 à Oran et à Alger (le soir) avant qu'elles ne culminent, dans la capitale, le lendemain», rappelant les dizaines de martyrs dénombrés, ce jour-là.

Ce chapitre de la révolution algérienne, ajoute-t-il, a été également précédé d'un contexte international marqué par «la solidarité active» de pays arabes et musulmans ainsi que par «l'appui d'une majorité» de pays de l'Organisation des Nations-Unies (ONU).

A ce propos, il a salué le soutien et l'aide dont avait bénéficié le GPRA de la part des pays socialistes d'Europe et d'Asie ainsi que la solidarité des pays africains nouvellement indépendants, anglophones notamment.

Ceci, en plus, de l'apparition déjà, dès 1958, d'un mouvement «critique» à l'endroit de la France coloniale aux Etats-Unis.

DEUX ANS DE MANDAT DU PRÉSIDENT TEBBOUNE Renouvellement des institutions constitutionnelles et lancement des réformes

Depuis l'accession au pouvoir de M. Abdelmadjid Tebboune il y a deux ans, l'Algérie a pu réaliser les principaux équilibres et renouveler les institutions constitutionnelles, pour asseoir une base de lancement solide d'une Algérie nouvelle qui s'apprête, l'année prochaine, à engager des réformes structurelles importantes.

A pas sûrs et étudiés et dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle marquée par des données économiques complexes, l'Algérie a pu, durant la première année du mandat du Président Tebboune, élu le 12 décembre 2019, remporter le pari de la stabilité sociopolitique qui a permis d'opérer des changements sur la base d'une nouvelle Constitution plébiscitée par le peuple en novembre 2020, loi fondamentale ayant constitué le plus grand chantier auquel se réfère les autres réformes qui figurent parmi les 54 engagements du Président Tebboune.

Ces engagements «ne sont pas de simples promesses électorales» mais plutôt un projet national que le Président de la République veille à concrétiser.

Lors de son premier discours à la Nation après sa prestation de serment le 19 décembre 2019, il avait tracé les contours de l'Algérie nouvelle qui, a-t-il dit, sera à l'écoute des aspirations légitimes de notre peuple au changement radical du mode de gouvernance, tout en classant les priorités, en tournant la page des différends, de la désunion et de la discorde et en construisant, la main dans la main, la «Nouvelle République, forte et respectée».

Il s'agit également de la consolidation de la place de l'Algérie dans le concert des Nations, à travers l'adoption d'une stratégie globale fondée sur une vision politique claire au même de rétablir la confiance du peuple en son Etat et assurer sa mobilisation (peuple) pour «lutter contre la corruption et relancer la croissance économique». «Si je réussis, aidez-moi et encouragez-moi, et si je me trompe, corrigez-moi», avait déclaré le Président de la République lors de ce discours, avant l'ouverture de plusieurs canaux de dialogue avec les différents acteurs de la classe politique et du mouvement associatif ayant été associés à l'élaboration de la Constitution de 2020.

Il procédera par la suite à la formation du premier gouvernement dans le cadre du changement global de la composante de l'Assemblée populaire nationale (APN) à l'issue des législatives de juin 2021 et des Assemblées populaires



communales et de wilaya s à l'issue des locales de novembre 2021, un processus de changement couronné par la promotion du Conseil Constitutionnel en Cour Constitutionnelle indépendante aux larges prérogatives.

Dans un court laps de temps, le Président Tebboune a donné sa chance à chaque Algérien afin de contribuer à la reconstruction, en supervisant personnellement plusieurs rencontres ayant regroupé des représentants des pouvoirs publics, de l'administration et de la classe politique, des économistes, des Hommes d'affaires ainsi que le mouvement associatif.

Celles-ci ont été sanctionnées par des recommandations pratiques qui ont été mises en œuvre efficacement, des recommandations basées sur «la franchise» et évoquant tous les détails «sans tabous».

Ces détails qui intéressent le président de la République, les préoccupations du simple citoyen étant au centre de ses priorités, figuraient parmi les axes du Plan d'action du nouveau gouvernement et se sont concrétisés dans la Loi de finances 2022 qui a consacré la préservation des acquis sociaux de l'Etat, notamment à travers la rationalisation de l'appui destiné exclusivement aux catégories démunies, la création de l'allocation chômage et la régularisation de la situation des bénéficiaires du dispositif d'insertion.

Ces procédures qui visent à améliorer la situation du citoyen, viennent appuyer les décisions précédentes du Président Tebboune concernant l'exonération des salaires inférieurs à 30.000 DA de l'impôt sur le revenu global (IRG) et la revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG).

Par ailleurs, le Président Tebboune poursuit le renfor-

cement de l'arsenal juridique relatif à la lutte contre la corruption, à la garantie de la transparence, à la vulgarisation de la culture d'évaluation et de reddition des comptes qui est tributaire de la protection des responsables intègres.

L'ouverture de l'année judiciaire 2021/2022, pour la première fois depuis 2012, le président de la République a réitéré son attachement à parachever l'édification de l'Etat de droit, à renforcer les fondements d'un pouvoir judiciaire «fort, indépendant et efficace», en accordant au pouvoir judiciaire «la place privilégiée qui lui sied». Le Président Tebboune s'est engagé devant le peuple à consacrer la liberté d'expression et de la presse dans le cadre d'une approche globale tendant à engager des réformes législatives et réglementaires qui seront bientôt cristallisées sous forme de projet de loi organique sur l'information et une loi sur l'audiovisuel, pour encadrer à nouveau les médias et leur rôle dont les contours commencent à se dessiner à travers le changement des contenus médiatiques.

Cet intérêt particulier qu'accorde le Président Tebboune à l'information, à travers ses rencontres périodiques avec les représentants des médias nationaux, ainsi qu'en présidant la cérémonie de distinction des journalistes lauréats du Prix du président de la République du journaliste professionnel et en décernant la médaille de l'Ordre de mérite national au rang de «Achir», à titre posthume, au défunt journaliste Karim Boussalem.

Le bilan des deux premières années de la présidence de Monsieur Tebboune a été positif dans le domaine économique, selon les chiffres.

Après une érosion des réserves de changes à l'époque de l'ancien régime, les réformes

structurelles en matière d'importation ont permis à l'Algérie de réaliser son équilibre financier et de maintenir ses réserves de change en devise sans enregistrer de déficit dans la balance commerciale.

Pour la première fois depuis 20 ans, la valeur des exportations hors hydrocarbures ont atteint 3,2 milliards de dollars, et devrait dépasser d'ici à la fin de l'année en cours 4,2 milliards de dollars, alors que la Loi de finances prévoit un taux de croissance de près de 3,3 % en 2022.

L'impact direct de ces données s'est traduit par le renforcement de l'indépendance de la décision politique, l'appui des positions souveraines de l'Etat algérien, outre la consécration du principe de réciprocité dans ses relations diplomatiques avec les autres pays, les différentes organisations et alliances internationales.

Sur cette base, la stratégie élaborée par le Président de la République pour renforcer le rôle de l'Algérie aux plans régional et mondial, a réalisé des progrès remarquables en matière de diplomatie algérienne et permis récemment à l'Algérie de retrouver «sa véritable place après un recul des années durant, en s'imposant dans plusieurs dossiers régionaux soulevés à titre public ou confidentiel».

Grâce à la politique extérieure judicieuse que consacre le Président Tebboune dans les relations qu'entretient l'Algérie avec ses partenaires internationaux, les relations diplomatiques qui étaient «complexes» avec certains pays, à l'instar du Maroc et de la France sont désormais claires, étant basées sur les «principes de la Déclaration du 1er Novembre», tel qu'affirmé par le Président de la République.

Durant ces deux dernières années qui ont été celles de «la Mémoire» par excellence, marquées par la récupération des crânes des chouchada et le lancement d'une chaîne dédiée à la Mémoire, le Président de la République a décrété la journée du 8 mai «Journée nationale de la Mémoire» et décrété l'observation d'une minute de silence, le 17 octobre de chaque année, à la mémoire des chouchada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris.

ALGÉRIE-TUNISIE Fin de visite de M. Benabderrahmane en Tunisie

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a achevé la visite de travail effectuée jeudi en Tunisie, en prévision d'autres rencontres bilatérales importantes», au cours de laquelle il a eu des entretiens avec la Cheffe du Gouvernement tunisien, en sus de la tenue de rencontres entre les deux délégations.

M. Benabderrahmane avait été salué à son départ à l'Aéroport international de Carthage (Tunis), par la Cheffe du Gouvernement tunisien, Najla Bouden et le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Othman Jerandi.

Le Premier ministre était à la tête d'une délégation composée du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, du ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, du ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar ainsi que du ministre des Travaux publics, Kamel Nasri.

Des rencontres ont été tenues au Palais du Gouvernement Tunisien sur le secteur de coopération économique, commerciale et de développement des régions frontalières, regroupant le ministre du Commerce et de la promotion des exportations, Kamel Rezig et les ministres tunisiens du Commerce et du développement des exportations, Fadhila Rabhi Ben Hamza, de l'Economie et de la planification, Samir Saïed et de la Santé, Ali Merabet.

Au volet coopération énergétique et industrielle, une rencontre a été tenue entre les ministres de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, et de l'Industrie, Ahmed Zeghdar avec la ministre tunisienne de l'Industrie, Neïla Gongi.

Pour ce qui est de la coopération dans les domaines des transports et des équipements, M. Nasri a rencontré les ministres tunisiens des Transports, Rabii Majidi et de l'Equipement et de l'Habitat, Mme Sarra Zaâfrani.

«Nous avons souligné le caractère stratégique des relations et la nécessité d'aller de l'avant vers de nouvelles perspectives, conformément aux orientations des dirigeants des deux pays. Nous œuvrons en tant que Gouvernement à consacrer ces orientations, en vue d'orienter les relations vers les perspectives tracées par la voie de la complémentarité et de l'intégration, notamment en ce qui a trait à l'approfondissement des échanges entre les deux pays frères et entre les deux peuples unis, algérien et tunisien», a déclaré M. Benabderrahmane au sortir de l'audience que lui a accordée le président de la République tunisienne, Kais Saïed au Palais présidentiel de Carthage.

«Tous les dossiers sont soumis à l'examen et nous avons franchi des étapes importantes pour les finaliser. Il s'agit de dossiers inhérents à tous les secteurs économiques, à savoir l'énergie, l'industrie, le commerce et les travaux publics», a-t-il soutenu.

«Il s'agit dans l'ensemble de protocoles devant être signés lors de la visite officielle du président de la République, Abdelmadjid Tebboune prévue en Tunisie dans les prochains jours», a-t-il soutenu, ajoutant «nous sommes là pour bien préparer cette visite».

Les relations bilatérales mises en avant

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane et la Cheffe du Gouvernement tunisien, Najla Bouden ont coprésidé une séance de travail élargie aux ministres des deux pays regroupant les ministres des Finances, de l'Energie, des Mines, de l'Industrie, du Commerce, des Transports et des Travaux publics et de la Santé, consacrée à l'évaluation des relations entre les deux pays et au parachèvement des discussions autour du cadre juridique bilatéral en prévision de la visite du Président de la République Abdelmadjid Tebboune en Tunisie.

Les deux parties ont mis en avant les relations bilatérales ancrées et historiques, soulignant la volonté des dirigeants des deux pays de promouvoir la coopération en vue d'amorcer une nouvelle ère basée sur l'intégration et la complémentarité économiques et la coordination stratégique bilatérale.

A cette occasion, les deux responsables ont passé en revue «des différents aspects de la coopération dans les domaines de l'Energie, des Finances, du Commerce, des Transports et des Travaux publics» et évoqué «l'importance de développer les régions frontalières, de parachever les projets d'intégration entre les deux pays pour consolider les fondements du développement intégré selon la vision commune des dirigeants des deux pays. Il a été convenu d'intensifier les contacts intersectoriels entre les deux pays pour la mise en œuvre des recommandations de cette rencontre bilatérale.

Cette visite qui intervient en prévision d'échéances bilatérales importantes, vient souligner la qualité des relations algéro-tunisiennes et les liens étroits de fraternité unissant les deux pays et les deux peuples frères.

La visite de M. Benabderrahmane consacre la volonté commune des deux parties de renforcer la coopération bilatérale au service des intérêts communs des deux pays.

Deux ans après son élection, le Président Tebboune poursuit l'édification de la nouvelle Algérie

Deux ans après l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune à la présidence de la République, le 12 décembre 2019, le temps aura donné raison au peuple algérien, lequel aura fait le bon choix, de l'avis de plusieurs observateurs.

En ce sens, le peuple algérien a eu raison de choisir Abdelmadjid Tebboune pour présider aux destinées du pays.

N'en déplaise à ceux qui soutiennent le contraire dans la mesure où le peuple algérien s'est reconnu dans Abdelmadjid Tebboune et l'avait bien exprimé un certain 12 décembre 2019.

Le vote en faveur du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune a été très majoritairement et a été acquis grâce aux voix exprimées par les catégories les plus modestes de la société, lesquelles constituent le gros de la population et donc de l'électorat en Algérie.

Il s'agit en l'occurrence des honorables

et braves gens de l'Algérie profonde, pour reprendre l'expression de ces observateurs.

La victoire de M. Tebboune signifie aussi et surtout la défaite d'un système qui a tout fait pour se mettre en travers du peuple algérien.

Si la surprise a été grande pour ce système qui avait tout misé sur son «poulain», la victoire de M. Abdelmadjid Tebboune, a permis de dévoiler d'importantes failles dans le paysage médiatique national qui prédisait des résultats de cette élection et que personne n'avait vu venir.

En définitive, ce sont les électeurs qui ont eu le dernier mot, ce qui est qualifié de «très bonne chose pour la nation» et de «bon augure» pour la démocratie! Une cinquantaine de défaite pour une certaine presse et les réseaux sociaux qui ont prouvé qu'ils sont loin, vraiment loin de...mener le monde.

Ainsi, deux années après ce mémorable

12 décembre 2019, les Algériens sont satisfaits de leur choix car ils ont élu à la tête du pays, un Président qui est en train de redonner à l'Algérie toute sa grandeur.

Un Président qui a également le courage et l'honnêteté de dire haut et fort ce que beaucoup pensent tout bas, ce qui n'est pas fait pour plaire à l'établissement et ses relais, qui incite à la diffusion de messages contradictoires pour contrecarrer les messages forts et persuasifs du Président Tebboune.

Ce qui déplaît aussi aux parties hostiles au changement et adeptes de l'immobilisme, lesquelles tentent vainement de torpiller l'édification de l'Algérie nouvelle prônée par le Président Tebboune.

Aujourd'hui, deux années après son élection, le Président Tebboune poursuit avec force et conviction l'édification de la nouvelle Algérie à laquelle aspirent tous les Algériens.

LOGEMENTS

Attribution de plus de 700 logements dans le Sud du pays

Des cérémonies d'attribution de logements et d'inauguration de différentes installations ont marqué les festivités commémoratives du 61ème anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 organisées samedi à travers les wilayas du Sud du pays.

Dans la wilaya d'Ouargla, plus de 700 unités de différentes formules d'habitat ont été attribuées, dont 80 logements de fonction pour le secteur de l'enseignement supérieur, 220 aides à l'habitat rural, en plus de 203 aides destinées à l'auto-construction et 217 titres de propriété retenus dans le cadre des lotissements sociaux, selon les données des services de la wilaya.

Intervenant à cette occasion, le wali d'Ouargla Mustapha Aghamir a indiqué que "des instructions ont été données pour entamer une opération d'assainissement du fichier des demandeurs de logements dans chaque commune", en ajoutant que ses services s'emploient à augmenter les quotas de logements afin de satisfaire les besoins des citoyens.

La délégation officielle, conduite par le chef de l'exécutif de la wilaya, a assisté, par ailleurs, aux cérémonies de pose de la première pierre de la réalisation d'établissements scolaires et d'inauguration



d'installations sportives et juvéniles entre autres.

À Adrar, les festivités ont été marquées par l'organisation d'une rencontre sur cet évènement historique à la bibliothèque principale à l'initiative des scouts musulmans algériens (SMA), ainsi que d'autres activités culturelles et sportives. La célébration du 61ème anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 à Tamanrasset a été caractérisée par la mise en service d'un générateur d'oxygène au niveau de l'hô-

pital Musbah Baghdad au chef-lieu de wilaya, la baptisation d'un CEM à la cité 2770 logements au nom du défunt moudjahid "Baya Bebt". Des cérémonies d'attribution d'aides destinées à l'habitat rural, des campagnes de don de sang et de vaccination contre le coronavirus ont été aussi au programme des festivités commémoratives à Tamanrasset. Dans la wilaya d'Illizi, de nombreux projets ont été lancés, à l'instar d'un parc communal d'hygiène au niveau de la zone

d'activité, un centre médico-social, en plus de la mise en service d'une nouvelle laiterie réalisée dans le cadre d'un investissement privé. En parallèle, le secteur de l'éducation a bénéficié de quatre classes d'extension au niveau du CEM Selbag Mohamed à Illizi, et une nouvelle cantine pour l'école primaire Belbachir. Toujours à Illizi, une caravane médicale s'est ébranlée en direction des zones enclavées de la wilaya. L'aéroport d'Illizi "Takhmelt" a été baptisé au nom du défunt moudjahid Hadj Ibrahim Ghouma.

Les festivités commémoratives du 61ème anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960 ont donné lieu également à des cérémonies de recueillement des autorités civiles et militaires, accompagnés de membres de la famille révolutionnaire, aux carrés des martyrs et stèles commémoratives, où ils ont procédé à la lecture de la Fatiha et le dépôt de gerbes de fleurs à la mémoire des chouchada.

PRODUCTION DES VIANDES ROUGES

Les obstacles seront levés au profit des éleveurs et des opérateurs

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a affirmé que des mesures seront prises sur le terrain au profit des éleveurs et des opérateurs, en vue de lever certains obstacles qui entravent l'activité de la production des viandes rouges, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Selon la même source, lors de la réunion avec les membres du Conseil national interprofessionnel de la filière Viandes Rouges (CNIFVR), présidée dernier par M.

Henni, plusieurs sujets concernant l'organisation de la filière et la production des viandes rouges, ont été débattus.

Le ministre a rappelé l'importance de cette filière dans la consolidation de la sécurité alimentaire et la nécessité d'exploiter "les grandes capacités" dont dispose l'Algérie.

Le ministre a écouté les préoccupations des professionnels, notamment celles ayant trait au "manque de fourrages et leur prix élevés, le monopole des spéculateurs, l'organisation des professionnels", ainsi que la levée de certains obstacles qui entravent l'activité de la production des viandes rouges.

M. Henni a également débattu avec les représentants des professionnels, de certaines solutions proposées aux obstacles soulevés par eux, affirmant qu'elles seront sérieusement étudiées et que des mesures sur le terrain seront prises au profit des éleveurs et des opérateurs".

SOLIDARITÉ

La ministre de la solidarité appelle à la coordination des efforts pour la promotion du volontariat

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouther Krikou, a appelé, vendredi à Alger, à «l'impérative coordination» des efforts de tous les acteurs relevant des secteurs concernés et de la société civile en vue de la promotion du volontariat.

Lors d'une rencontre organisée à la forêt de «Bainem» à l'occasion de la journée mondiale du bénévolat, Mme Krikou a insisté sur «la participation de tous les acteurs dans les travaux d'intérêt général afin de préserver l'environnement à travers l'organisation de campagnes de boisement et de nettoyage de l'environnement».

Après avoir mis en avant le rôle des associations qui poursuivent leurs travaux de bénévolat sur le terrain afin de venir en aide à la société lors de chaque occasion, la ministre a souligné l'importance de conjuguer les efforts de tous les secteurs concernés dans les travaux d'intérêt général à l'instar des campagnes de don de sang et de sensibilisation à l'importance de se faire vacciner contre le covid-19.

Lors de cette rencontre qui a vu la participation des enfants des centres spécialisés, il a été procédé à l'organisation d'une campagne de boisement de près de 200 arbustes, outre le nettoyage, la collecte et le tri de déchets avant de les envoyer aux entreprises spécialisées dans le recyclage, en sus de deux campagnes de don de sang et de vaccination anti-covid-19.

Pour sa part, la chargée de communication à la Direction des forêts et de la Ceinture verte de la Wilaya d'Alger, Khadija Hallas, a rappelé le «programme national ambitieux» tracé par le secteur des forêts pour le renforcement des campagnes de reboisement, soulignant la poursuite, samedi, des opérations de boisement au niveau de la forêt de «Bainem» à l'occasion de la journée mondiale coïncidant au 11 décembre, et ce, dans l'objectif d'atteindre un total de 500 nouveaux arbustes.

De son côté, la présidente de l'éducation et de la sensibilisation au Conservatoire national des formations à l'environnement (CNFE) relevant du ministère de l'Environnement, Rahima Achour, a rappelé le programme de sensibilisation tracé par son secteur afin de participer à cette activité visant à sensibiliser quant à l'impérative protection de l'environnement à travers l'implication des enfants pour ancrer chez eux la culture d'amour de l'environnement et de la nature.

Selon la même intervenante, des ateliers pédagogiques ont été organisés au profit des enfants afin de les sensibiliser à l'importance de protéger l'environnement et des méthodes de collecte et de tri des déchets.

APS

PROJETS SECTORIELS

Le ministre des Transports appelle à l'accélération des travaux dans plusieurs wilayas

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkai a donné des instructions, jeudi lors d'une réunion consacrée au suivi des projets sectoriels liés aux transports guidés (Tramway et Téléphériques) dans les wilayas de Annaba, Mostaganem et Oran, à l'effet d'accélérer la cadence des travaux et prendre les mesures nécessaires à la levée des obstacles", a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, il était question de suivre un exposé exhaustif sur la situation et le taux d'avancement du projet de Tramway de Mostaganem et d'évoquer les travaux de réhabilitation des téléphériques d'Annaba et d'Oran, ainsi que les différents obstacles auxquels ils sont confrontés.

Dans ce sillage, le ministre a donné "des instructions strictes à l'effet d'ac-

célérer le rythme des travaux au niveau du projet de tramway de Mostaganem et de prendre les mesures nécessaires à la levée des contraintes administratives, techniques ou logistiques, soulignant son souci de suivre de façon quotidienne du taux d'avancement qui a atteint 90%".

M. Bekkai a en outre appelé les responsables des projets à la nécessité d'attacher une importance extrême à cette ligne au vu de son importance en termes de développement et de sa contribution à l'amélioration et la promotion des services de transport en commun dans la wilaya.

En ce qui concerne la réhabilitation du téléphérique de la wilaya d'Annaba, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 30%, le ministre a relevé la

nécessité de consentir davantage d'efforts pour le remettre en service dans les meilleurs délais, afin d'atténuer la pression et désengorger la ville. S'agissant de la réhabilitation du téléphérique d'Oran reliant la ville et le site touristique "Santa Cruz", M. Bekkai a ordonné la levée de toutes les contraintes et la mobilisation des ressources techniques et humaines nécessaires à son parachèvement et à sa livraison avant le début des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran durant l'été 2022.

Ont pris part à cette réunion d'évaluation les cadres du ministère des Transports, des directeurs de transports de wilayas d'Annaba, Oran et Mostaganem, et des responsables des entreprises chargées de la réalisation et du suivi desdits projets.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION - COVID-19

20 cas enregistrés en milieu scolaire à travers le territoire national

Le ministère de l'Éducation nationale a enregistré récemment vingt (20) cas confirmés de covid-19 en milieu scolaire à travers le territoire national, conduisant au réaménagement du calendrier des vacances scolaires d'hiver pour permettre d'intensifier la vaccination des personnels du secteur, a indiqué le directeur des activités culturelles et sportives et de l'action sociale en charge de la santé scolaire au ministère de l'Éducation nationale, Abdelouahab Khoualane.

"Le ministère a enregistré 20 cas confirmés de covid-19 en milieu scolaire (élèves et personnels) à tra-

vers le territoire national, suite à quoi a été décidé un réaménagement du calendrier des vacances scolaires d'hiver (désormais du 9 décembre 2021 au 1er janvier 2022) pour permettre d'intensifier la vaccination du 12 au 16 décembre et de préserver ainsi la santé de tous", a précisé M. Khoualane. "Les cas de covid-19 ont été enregistrés dans les wilayas de Tébessa, Souk Ahras, Jijel, Bejaïa, Tizi Ouzou, Boumerdes, Oran et Relizane", a fait savoir le responsable.

Le réaménagement du calendrier des vacances scolaires d'hiver a été décidé en coordination entre le ministère de

l'Éducation nationale et les hautes autorités du pays, de crainte de voir les écoles se transformer en clusters, a expliqué M. Khoualane.

"Dès dimanche (12 décembre), la vaccination sera intensifiée pour le personnel du secteur à travers 1.433 unités de dépistage et de suivi (UDS) parallèlement à la tenue des conseils de classe et à la saisie des notes sur la plateforme numérique, et ce, dans le respect des gestes barrières", a-t-il souligné. Le ministère de l'Éducation nationale avait annoncé, mardi, un réaménagement du calendrier des vacances scolaires d'hiver suite à l'enregistrement de cas de

covid-19 en milieu scolaire.

Elles sont désormais fixées du 9 décembre 2021 au 1er janvier 2022 dans toutes les régions.

"Les enseignants et le personnel administratif continueront toutefois à travailler du 12 au 16 décembre 2021 pour s'acquitter des tâches liées à la fin du premier trimestre (correction des épreuves, conseils de classe, saisie des notes sur la plateforme numérique, etc.)", selon la même source. Les parents d'élèves pourront récupérer les bulletins scolaires de leurs enfants au niveau des écoles le jeudi 16 décembre 2021 de 9h00 à 14h00, a fait savoir le ministère.

OUVERTURE À ALGER DU FORUM INTERNATIONAL DE LA FEMME

Participation de 3.000 femmes chefs d'entreprise

Les travaux du Forum international de la femme (FIF), organisé, sur deux jours, par la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) ont débuté samedi au Centre International des Conférences à Alger. La première édition de ce Forum, organisée sous le haut parrainage du président de République, et présidée par la présidente de la CGEA, Saïda Neghza, a vu la participation de ministres et de personnalités politiques et diplomatiques. Le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), la présidente de l'Organisation internationale des Employeurs (OIE), le Directeur général de l'organisation arabe du Travail et les responsables des organisations «Businessmed» et «business Africa» participent également à cette rencontre.

Plus de 3.000 femmes chefs d'entreprise ou porteuses de projets prennent part, samedi à Alger, à la 1ère édition du Forum international de la femme (FIF), organisée par la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA).

Ce Forum, organisé sous le haut parrainage du président de République, M. Abdelmadjid Tebboune, verra également la participation de 100 startups, 500 micro-entreprises et plus de 500 entreprises du secteur privé et public ainsi que des représentants de la diaspora algérienne à l'étranger. Les autorités publiques et des représentations diplomatiques en Algérie prennent part également à la rencontre, selon la CGEA. L'objectif de cette rencontre de deux jours, dont les travaux se tiendront au Centre international des conférences (CIC), vise, notamment, à travers un échange autour de la problématique de l'implication de la femme et de son apport au développement économique et social, à «revisiter le chemin parcouru dans le processus d'émancipation de la femme algérienne, et de situer la place et le rôle joué par les femmes dans l'histoire contemporaine de l'Algérie», indiquent les organisateurs.

Les débats, organisés en sept panels, porteront sur des thématiques aussi riches que



variées. Il s'agira de «Femme et Gouvernance : la femme dans la société algérienne et sa présence dans l'échiquier de décision politique et économique», «Femme et Education, formation et employabilité : la femme dans la création de pôles d'excellence et de passerelles entre l'université et le monde du travail», «Femme et Climat des affaires : de la réforme financière à la créativité dans l'offre pour encourager l'investissement féminin».

Il s'agit également des thématiques : «Femmes et Diversification de l'économie : la femme dans les encouragements vers le développement local et le développement durable», «Femme et Economie verte : la femme, acteur principal dans le succès de la transition vers l'économie verte», «Femmes et numérique : la

femme, facteur important dans la promotion de l'attractivité des métiers du numérique au près des femmes», et enfin «Femmes et Culture».

Cette introspection devra permettre, selon les organisateurs, de «situer la nature des contraintes, des causes et des forces contraïres qui ont freiné l'avancée de la femme algérienne dans sa marche vers une plus grande implication dans le développement et l'émergence économiques du pays et vers plus d'égalité dans les rapports sociaux hommes-femmes». Il s'agira aussi de «formuler des propositions concrètes visant à lever les disparités entre les discours et la réalité, entre les lois émancipatrices et les pesanteurs sociales, et de situer les insuffisances de l'approche juridique dans le traitement des déséquilibres sociaux», et de

«mettre en exergue les étapes franchies par la femme algérienne et les prouesses réalisées dans tous les secteurs d'activités, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger».

Il est attendu de ce forum, d'identifier les pesanteurs socio-culturelles et sociologiques limitant les efforts de la femme dans le processus du développement socio-économique du pays et proposer les actions visant à les lever, de proposer les mesures allant dans le sens de la levée des contraintes objectives relevées et proposer les voies d'action (politiques, juridiques, sociales) permettant une plus grande implication de la femme algérienne aussi bien dans la gouvernance politique qu'économique. Il est, en outre, attendu de la rencontre de «se prononcer sur la pertinence de la politique des quotas dans l'implication des femmes et ses limites, de préciser les secteurs chargés de la mise en oeuvre des solutions préconisées étalées sur un calendrier défini, de proposer la mise en place, à un haut niveau, d'un cadre de suivi de la mise en oeuvre des mesures et des actions proposées, de suggérer les amendements nécessaires aux lois du travail en vue de garantir un réel égal accès à l'emploi et aux postes de responsabilité pour les femmes et les hommes».

Le Premier ministre met en avant le rôle "efficace" de la femme dans la vie économique

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a mis en avant samedi à Alger le rôle "efficace" que joue la femme dans la vie économique, réitérant l'engagement de l'Etat à la promotion de ce rôle. Dans une allocution prononcée en son nom par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou, lors des travaux du Forum international de la femme (FIF), M. Benabderrahmane a précisé que "l'Etat algérien attache une importance constante à la promotion de la place de la femme dans tous les domaines, en renforçant sa présence au centre des différentes stratégies et programmes, aux côtés de l'homme, car étant un vivier de l'élément humain sur lequel l'on mise pour le développement du pays". Il a en outre indiqué que 62% des étudiants universitaires sont des femmes, soulignant à ce propos la forte présence de la femme dans l'administration

publique avec 900.000 fonctionnaires, soit 41% du nombre global des fonctionnaires. De plus, 21.500 fonctionnaires dans les administrations publiques occupent des postes supérieurs, dont 1209 sont nommées aux fonctions supérieures de l'Etat, a-t-il fait savoir. Pour M. Benabderrahmane, le renforcement du rôle associatif de la femme représente l'une des priorités pour le Gouvernement. Le renforcement du rôle de la femme dans l'action associative compte parmi les priorités du Gouvernement, a affirmé M. Benabderrahmane. Le Gouvernement œuvre à appliquer une politique nationale judicieuse de lutte contre le chômage et d'appui à l'emploi, conformément à une approche économique englobant la promotion de l'entrepreneuriat féminin et de la participation de la femme aux efforts de développement, avec en priorité la réduction du taux de chômage en milieu féminin,

l'octroi de facilités et d'avantages pour une plus forte adhésion de la femme au domaine économique, ajoute le Premier ministre. Il a précisé, dans ce sens, que la femme participe "activement" à l'économie par le biais de plus de 41.500 micro-entreprises dans le cadre de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat et de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) entre autres organes. Le Premier ministre a cité l'inscription de plus de 175.000 femmes au registre de commerce en 2021. M. Benabderrahmane a rappelé les réalisations accomplies par l'Algérie durant les deux dernières années, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment dans le domaine économique où le pays a enregistré des indicateurs économiques "positifs", en dépit de la crise sanitaire induite par la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

L'Etat a consenti de grands efforts pour le renforcement de l'intégration économique de la femme

La ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, a mis en avant samedi à Alger les grands efforts consentis par l'Etat pour l'intégration de la femme dans l'économie nationale. S'exprimant à l'ouverture du 1er Forum international de la femme (FIF), organisé par la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), la ministre a fait savoir que l'Etat avait œuvré à l'encouragement de l'entrepreneuriat pour les femmes afin d'encourager la gente féminine à se lancer dans le monde de l'emploi à travers notamment la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), l'Agence nationale de gestion de micro-crédit (ANGEM) et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE). Et d'ajouter que l'Etat a déployé des efforts en vue du soutien à la femme rurale pour en faire un jalon essentiel du développement rural dans l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire à travers l'élaboration de plusieurs programmes de formation en faveur de cette catégorie. Elle a rappelé, en outre, que le secteur de l'artisanat s'était taillé la part du lion des activités de la femme algérienne. De son côté, la ministre de l'Environnement, Samia Moualifi, a salué

les efforts de l'Etat dans l'intégration de la femme à la faveur de la Constitution de 2020 et du programme du Président de la République duquel est issu le Plan d'action du Gouvernement. La ministre a appelé à la nécessité de permettre à la femme d'accéder à la macro-économie et à l'économie verte et circulaire, faisant savoir que ses services sont disponibles pour accompagner les porteuses de projets en la matière. Pour sa part, la vice-présidente du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Amina Missalit, a indiqué que les opportunités de la femme algérienne pour accéder au monde de l'emploi et de l'entrepreneuriat ainsi qu'aux postes de responsabilité étaient insuffisantes par rapport à l'homme. Elle a fait état, dans ce sens, de 5% seulement de femmes occupant le poste de PDG dans des entreprises économiques alors que 10% des présidents des entreprises sont des femmes. Cette différence revêt à la base un caractère culturel lié notamment, selon Mme. Missalit, aux "Tabous sociaux empêchant la femme d'accéder aux postes de responsabilité", appelant à l'impératif d'instaurer le système de quotas.

BEA Plus de 3.000 mds DA d'engagements à fin septembre

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) compte plus de 3.000 milliards (mds) de DA d'engagements à fin septembre dernier, ce qui confirme sa position de leader dans le financement de l'économie nationale, a-t-on appris auprès de cette banque publique.

En 2020, année caractérisée par la pandémie de Covid-19, la BEA a traité un volume de 4.762 dossiers de crédits, toutes délégations confondues (Direction Générale, Direction du Crédit aux Particuliers et les Directions Régionales et Agences), soit une augmentation de 3% par rapport à l'exercice 2019, souligne la même source. L'enveloppe globale allouée aux crédits a fortement progressé (+43%), dont les Crédits d'Investissement (+35%), Crédits d'exploitation (+44%) et Crédits aux particuliers (+70%). Les projets d'investissement, représentant 21% des financements accordés en 2020, sont orientés principalement vers les Industries Extractives (44%), les Industries Manufacturières (20%) et le financement de l'Immobilier (16%). Aussi, et en vue de soutenir l'activité des opérateurs économiques, fortement impactée par les effets de la pandémie mondiale, la Banque a notamment accompagné ces opérateurs par la mise en place et le renouvellement des Crédits d'exploitation.

EL-OUED 80 exposants au 1er salon national du commerce frontalier

Pas moins de 80 exposants prennent part au 1er salon national du commerce frontalier, ouvert samedi à El-Oued. Mise sur pied par la société "Souf-foires", sous l'égide du ministère du commerce et de la promotion des exportations, cette manifestation commerciale (11-13 décembre) intervient au titre de la mise en oeuvre de la vision prospective des pouvoirs publics portant promotion des produits nationaux éligibles à l'exportation et les mécanismes d'accompagnement préconisés par les entreprises en direction des exportateurs, a souligné le directeur de la société organisatrice, Abderraouf Sadouki.

Initié avec le concours de l'Agence nationale du commerce extérieur (ALGEX) et le centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAD), ce salon, tenu au pavillon des foires à l'hôtel "Tidjani", (commune de Kouinine, Ouest d'E-Oued), regroupe des opérateurs économiques, des patrons d'entreprises, publiques et privées, activant dans l'export de produits nationaux, notamment agricoles, en sus des institutions bancaires et administratives mobilisées par les pouvoirs publics pour accompagner les investisseurs en termes de mesures incitatives et administratives. Placé sous le signe "Commerce frontalier et positionnement régional", ce salon qui regroupe aussi d'hommes d'affaires issus des pays africains limitrophes venus décrocher des conventions de coopération dans le domaine de l'exportation du produit national, prévoit des communications d'explication des mécanismes d'accompagnement technique sur les voies de la conquête du marché mondial.

Approché par l'APS, le promoteur économique Driss Legmiri, propriétaire d'une huilerie d'olives et de conditionnement des produits alimentaires, a estimé que "cette manifestation sera mise à profit pour s'initier aux techniques d'exportation du produit national et conquérir les marchés extérieurs".

Le représentant de la société des ciments de Bir-Touta, a déclaré que "cet espace permettra de vulgariser le produit national exportable et de nouer des relations d'exportation avec les pays voisins pour atteindre les marchés africains".

Abondant dans le même sens, le représentant d'une entreprise privée d'emballage des dattes locales a indiqué que "ce salon constitue un stand pour médier les dattes locales à la satisfaction des opérateurs locaux et étrangers, et d'examiner les voies d'écoulement de ce produit sur le marché mondial".

ENERGIE

Le champ pétrolier controversé Cambo en mer du Nord à l'arrêt

Le développement du champ pétrolier Cambo, décrié par les défenseurs de l'environnement, a été suspendu quelques jours après le retrait du géant des hydrocarbures Royal Dutch Shell, a indiqué son opérateur.

«Après l'annonce de Shell la semaine dernière, (...) le projet de Cambo ne peut progresser selon le calendrier qui était prévu à l'origine. Nous suspendons le développement et allons évaluer les prochaines étapes», a expliqué le directeur général de Siccar Point Energy Jonathan Roger.

La semaine dernière, Shell a annoncé son retrait du projet situé au large des îles Shetland en Écosse, dont il détenait 30% et Siccar 70%, soutenu par la société de capital-investissement américaine Blackstone. Le géant pétrolier avait alors affirmé que «l'intérêt économique en faveur d'un investissement dans ce projet n'était pas assez solide pour le moment». Le patron de Siccar a pour sa part estimé vendredi qu'il continuait «de penser que Cambo était un projet solide qui pouvait jouer un rôle important dans la sécurité énergétique du Royaume-Uni (...) en réduisant les importations» plus



polluantes en «soutenant une transition énergétique juste».

Les ONG de défense de l'environnement contestent depuis des mois ce projet de champs pétroliers qui va selon eux à l'encontre de la transition énergétique et des engagements du Royaume-Uni d'atteindre la neutralité carbone. Le Royaume-Uni est actuellement confronté à une crise provoquée par la flambée de l'énergie dans la foulée de celle des prix du gaz, dont le pays est fortement dépendant. Il ne produit qu'environ 48% de son approvisionnement.

Le gouvernement d'Écosse et notamment la première ministre Nicola Sturgeon soutenaient le projet qui devait générer de nombreux emplois qualifiés. Le secrétaire général du syndicat GMB, Gary Smith, a décrié «un abandon de l'intérêt national. Selon lui, les soutiens à la fermeture de Cambo non seulement sacrifient les travailleurs, mais aussi la sécurité de notre ap-

provisionnement en gaz».

Sam Chetan-Welsh, porte-parole de Greenpeace UK, a souligné dans une réaction vendredi que «les plus grands experts mondiaux en énergie avaient dit clairement qu'on ne pouvait se permettre (d'extraire) du nouveau charbon, pétrole ou gaz si nous voulions éviter un changement climatique catastrophique».

«Les perspectives économiques de Cambo semblaient chancelantes et l'équation climat ne faisait aucun sens. Westminster et le gouvernement écossais doivent à présent mettre fin au soutien» à de nouveaux projets d'hydrocarbures, conclut M. Chetan-Welsh. Le champ de Cambo contient l'équivalent de plus de 800 millions de barils de pétrole, dont 170 millions devaient être extraits dans la première phase du projet.

D'après Siccar, Cambo pourrait aussi fournir assez de gaz naturel pour alimenter 1,5 million de foyers par an.

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 75 dollars vendredi

Les cours du pétrole peinaient à remonter vendredi après leur correction de la veille mais finissaient la semaine en nette hausse dans un marché déboussolé par les incertitudes autour du variant Omicron. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février prenait 0,11% à 75,49 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de janvier grappillait 0,20% à 71,08 dollars. Le marché de l'or noir se focalise sur la reprise de la pandémie de Covid-19, inquiet de savoir si le variant Omicron va pousser à de nouveaux confinements, limitant les déplacements et donc la demande de pétrole.

Pour l'instant, peu de cas graves ont été repérés, ce qui explique la reprise des cours sur la semaine (+4,6% pour le Brent et +4,8% pour le WTI). Mais «les inquiétudes persistent

en raison du risque d'une transmissibilité plus élevée», alerte les observateurs du marché. «Et même si ce n'est pas le cas, des restrictions ont déjà été mises en place» dans certains pays, comme le Royaume-Uni. Autre source d'incertitude qui plane sur le marché du brut: les négociations ont repris à Vienne entre les Occidentaux et Téhéran sur l'accord sur le nucléaire iranien.

Si un accord était conclu, ce producteur qui occupe la troisième place au sein de l'Opep après l'Arabie saoudite et l'Irak pourrait reprendre à plein régime ses exportations de brut, ce qui pourrait inonder le marché.

Mais pour l'instant, Washington ne semble pas très optimiste, notent les analystes en évoquant des avancées continues du programme nucléaire iranien.

VENEZUELA

La dollarisation complète serait une «erreur historique»

Adopter le dollar comme monnaie courante serait «une erreur historique» a affirmé vendredi la vice-présidente du Venezuela Delcy Rodríguez, qui veut défendre le Bolivar, miné par l'hyperinflation et alors que l'utilisation du billet vert se généralise dans le pays. «Le bolivar est, et sera, le bastion de notre souveraineté monétaire», a affirmé la vice-présidente devant les députés, estimant que dollariser complètement l'économie «serait la pire erreur historique» «2022 sera l'année de la récupération définitive du bolivar comme monnaie», a-t-elle promis, assurant que le budget 2022 comprendrait des mesures pour «défendre notre monnaie et lutter contre l'hyperinflation». En 13 ans, le bolivar a perdu 14 zéros, signe des dévaluations successives imposées aux gouvernements. La dernière dévaluation remonte à octobre dernier, la conversion avait permis d'éliminer six zéros. L'inflation a été de près de 600% entre janvier et octobre. L'hyperinflation a atteint 400.000% en 2018, près de 10.000% en 2019 et 3.000% en 2020.

CHICAGO

Le blé en hausse, aidé par des achats chinois en Australie

Les cours du blé ont rebondi vendredi à Chicago, soutenu notamment par des achats chinois et l'humeur positive de l'ensemble des marchés. Le soja a légèrement suivi la tendance tandis que le maïs a reculé. «Le pétrole est à la hausse, les actions aussi, cela soutient les produits agricoles car il y a toujours les «taureaux» de l'inflation qui veulent acheter des matières premières», a indiqué Dan Czekander de DC Analysis. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mars 2022 a grimpé de 0,90% à 7,8525 dollars contre 7,7675 dollars jeudi. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mars a lâché 0,21% à 5,9000 dollars contre 5,9175 dollars la veille. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en janvier a gagné 0,25% à 12,6775 dollars contre 12,6525 dollars jeudi.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le nickel recule, le café à des records, l'or stable

Le prix du nickel a reculé au fil de la semaine, pénalisé par des inquiétudes sur l'économie chinoise, mais également par une future augmentation de l'offre. Le groupe chinois Tsingshan a en effet annoncé jeudi que sa production de matte de nickel, un concentré issu de la première fusion du minerai, avait débuté en Indonésie. Le premier producteur d'acier inoxydable espère ainsi doper sa production de nickel et répondre à la demande grandissante des développeurs de batteries pour véhicules électriques. «La baisse

des prix reste modérée par rapport à celle de mars», quand Tsingshan avait annoncé le lancement futur de cette chaîne de production, a souligné Daniel Briesemann, analyste chez Commerzbank. Selon lui, cela prouve que les participants du marché «tablent toujours sur un marché en manque d'offre à long terme». Sur le LME, la tonne de nickel pour livraison dans trois mois s'échangeait à 19.790,00 dollars vendredi à 16H25 GMT (17H25 à Paris), contre 20.030,00 dollars le vendredi précédent à la clôture. Les prix du café ont atteint

des plus hauts en dix ans cette semaine avant de se replier sur des prises de bénéfices, les observateurs tablent toujours sur une offre insuffisante pour répondre à la demande.

Les deux références du café ont atteint mardi des plus hauts depuis 2011, à 252,35 cents la livre à Londres pour l'arabica et à 2,334 dollars la tonne à New York pour le robusta. Puis, au fil de la semaine, «les investisseurs se sont repliés vers d'autres matières premières agricoles», commente Ole Hansen, analyste chez Saxo Bank.

FMI

«De plus amples discussions nécessaires» pour un accord avec l'Argentine

Le Fonds monétaire international, qui a mené toute la semaine à Washington des réunions avec des responsables argentins, a estimé vendredi que de «plus amples discussions» étaient «nécessaires» avant un accord en faveur de l'Argentine. Le gouvernement

de centre gauche d'Alberto Fernandez est en négociations depuis deux ans avec le FMI sur le remboursement de sa dette de 44 milliards de dollars, contractée en 2018 sous le gouvernement de l'ex-président Mauricio Macri (centre droit).

«L'équipe du FMI et

PROJETS

Le Fonds pour l'environnement mondial approuve 13,6 millions dollars en faveur de la FAO

Le Fonds pour l'environnement mondial a approuvé le versement de 13,6 millions dollars à destination de projets menés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans huit pays, a indiqué la FAO sur son site web.

Les projets porteront sur des enjeux environnementaux urgents, notamment la dégradation des terres et l'érosion des sols, l'appauvrissement de la biodiversité, la pêche non durable et les conditions de production des aliments, qui affectent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes dans le monde entier. «Pour transformer les systèmes agroalimentaires mondiaux, il importe particulièrement de prévenir les dégradations et de les inverser» a indiqué le Directeur général de la FAO M. Qu Dongyu.

Et d'ajouter: «Ces projets s'inscrivent dans une nouvelle démarche d'envergure visant à protéger et à renforcer nos ressources afin d'améliorer la production, la nutrition, l'environnement et les conditions de vie pour tous.» Les derniers projets approuvés par le Fonds aideront les pays et les communautés à restaurer des paysages terrestres et maritimes dégradés, à adopter des pratiques plus durables et capables de résister aux aléas climatiques, et à élargir la coopération régionale. Destinés à être financés conjointement et mis en œuvre en partenariat avec les gouvernements de la Barbade, de Cabo Verde, du Guyana, des Îles Marshall, de la Malaisie, du Suriname, de la Thaïlande et de la Trinité-et-Tobago, les projets bénéficieront directement à plus de 135 000 personnes et remettront en état plus de 4150 hectares de paysages dégradés.

Cette initiative cruciale, qui coïncide avec l'année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales, permettra d'améliorer la gestion globale de plus de 5 millions d'hectares d'habitats terrestres et marins et de ramener le stock ichtyologique surexploité, qui se chiffre actuellement à 37000 tonnes, à des niveaux plus durables.

Depuis décembre 2018, la FAO a mobilisé auprès du Fonds plus de 580 millions dollars de financements destinés aux États membres, notamment dans le cadre des derniers projets en date qui bénéficient à plus de 4,6 millions de personnes, ce qui fait de l'Organisation l'un des quatre principaux organismes partenaires du Fonds dans le monde.

ALGER

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la falsification des sceaux

Les services de sécurité de la wilaya d'Alger ont procédé, dans la circonscription administratives de Dar El Beïda au démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la contrefaçon, la falsification des sceaux et la vente illégale des psychotropes, a indiqué vendredi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Le mandat de perquisition délivré par les autorités judiciaires compétentes a permis l'arrestation de sept (07) individus âgés entre 30 et 60 ans qui utilisaient des ordonnances médicales vides cachetées pour l'achat de psychotropes, ajoute la même source.

«Cette opération a permis aux éléments de la Brigade de la police judiciaire de la circonscription administrative de Dar El Beïda la saisie de 04 blocs de fausses ordonnances et de 18 sceaux contrefaits», lit-on dans le communiqué.

Après parachèvement de la procédure légale, les suspects ont été présentés devant le parquet territorialement compétent.

MÉDÉA

Mise en terre de 4.000 plants d'arbres à El-Hamdania

Plus de 4.000 plants d'arbres ont été mis en terre, vendredi, dans le cadre d'une opération de reboisement ciblant un site forestier de la commune d'El-Hamdania (nord de Médéa), ravagé l'été dernier par de violents incendies, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts.

L'opération de reboisement s'inscrit, selon la même source, dans le cadre du programme de réhabilitation des zones forestières affectées par les incendies qui ont touché plusieurs communes de la wilaya de Médéa, l'été dernier.

Ainsi, une première tranche de quatre-mille (4.000) plants d'arbres, de différentes espèces sylvo-coles, ont été mis en terre au niveau du lieu-dit «Chouakria», un maquis situé à la périphérie de l'agglomération urbaine secondaire de «Haouch Messaoudi», dans la commune d'El-Hamdania, a indiqué la Conservation des forêts de Médéa, ajoutant qu'une deuxième tranche de vingt-mille (20.000) plants d'arbres sera mise en terre, dans le même site, au cours des semaines qui viennent.

Le programme de réhabilitation des zones forestières affectées par les incendies enregistrés l'été 2021 est conduit conjointement avec le mouvement associatif local, a indiqué la même source, précisant que plusieurs opérations de reboisement ont été déjà concrétisées, dans plusieurs communes touchées par les incendies, grâce à la participation du mouvement associatif.

Une quinzaine d'associations, activant dans le domaine de l'environnement, signataires d'une convention de partenariat avec le secteur des forêts, sont associées à cette opération, à l'effet de participer à la reconstitution du patrimoine forestier et arboricoles, a souligné la Conservation des forêts de Médéa.

NÂAMA

Saisie de 113 kg de kif traité à Sfisfifa

Les éléments de la brigade de la police judiciaire relevant de la sûreté de daïra de Sfisfifa en compagnie des services de la brigade des frontières de la Gendarmerie nationale ont saisi 113 kilogrammes de kif traité, a-t-on appris jeudi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya de Nâama.

La quantité de drogue saisie a été découverte lors d'une ronde de surveillance mixte, effectuée dans une zone isolée le long de la bande frontalière de la daïra de Sfisfifa au lieu-dit "Oued Ennakhla", grâce à l'exploitation d'informations faisant état de l'existence d'une quantité considérable de drogue dissimulée au milieu de la broussaïlle au lieu sus-indiqué, proche de la commune de Sfisfifa.

Cette opération entre dans le cadre des efforts déployés par les forces de sécurité combinées dans le cadre de la lutte contre le crime organisé transfrontalier, notamment celui ayant un lien avec le trafic de drogue, a-t-on souligné de même source.

ORAN

Un réseau de trafic international de drogue démantelé et saisie de 10 kg de cocaïne

Les services de police d'Oran ont démantelé un réseau criminel organisé composé de 10 individus spécialisé dans le trafic international de drogues et saisi 10 kg de cocaïne et 72 kg de kif traité, a-t-on appris, jeudi de la direction de la sûreté de wilaya.

Cette opération de "qualité" est intervenue après l'exploitation d'informations reçues par la BRI du service de wilaya de la police judiciaire selon lesquelles des membres d'un réseau criminel organisé seraient en train de conclure un marché d'achat et de vente de drogue dure à l'est de la wilaya, a indiqué à la presse le lieutenant de police Zayer Chaher Chawki, lors de la présentation de l'affaire.

Des investigations de terrain ont permis de déterminer le lieu du déroulement de cette transaction.

Un plan a été mis en place permettant l'arrestation de 3 membres du réseau à bord de deux véhicules touristiques.

La fouille des véhicules a permis la découverte de 10 kg de cocaïne dissimulés à



l'intérieur du réservoir du carburant d'un des deux véhicules.

Les enquêtes diligentées avec les mis en cause ont révélé l'existence d'une autre q quantité de drogue.

Les investigations ont permis l'identification d'un

autre suspect qui a été appréhendé.

Au niveau du logement du prévenu, 72 kg de kif traité, 60 grammes de cocaïne et une balance électronique ont été découverts.

En poursuivant l'enquête, les membres restants

du réseau ont été identifiés et arrêtés après avoir étendu la juridiction aux wilayas de l'ouest et du centre du pays.

Une somme de 979.000 DA représentant les revenus de ce trafic de drogue, 16 téléphones portables et 6 véhicules servant au transport et à la distribution de la drogue ont été saisis, précise encore la même source.

La valeur vénale totale des saisies dépasse les 300 millions de dinars.

Une procédure judiciaire a été lancée contre les suspects, tous des repris de justice, dont l'âge varie entre 29 et 45 ans.

Ils seront traduits en justice pour constitution d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic international de drogues dures et de kif traité.

CONDOLÉANCES

Le DGSN présente ses condoléances à la famille du Brigadier chef de police Ramdane Ramdane

Le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), Farid Bencheikh a dépêché à la wilaya de Mostaganem une délégation composée de cadres supérieurs de la sûreté nationale pour présenter les condoléances à la famille du défunt Brigadier chef de police Ramdane Ramdane, victime d'une agression mortelle le 6 décembre dernier, a indiqué un communiqué de la DGSN. «Le Directeur général de la sûreté nationale, Farid Bencheikh a dépêché, jeudi 9 décembre 2021 à la

wilaya de Mostaganem, une délégation composée de cadres supérieurs de la sûreté nationale avec à leur tête le directeur de la santé, de l'action sociale et des activités sportives, le contrôleur de police Bou Ahmed Boubekeur, pour présenter les condoléances à la famille du défunt Brigadier chef de police Ramdane Ramdane, victime d'une agression mortelle le 6 décembre 2021», a indiqué un communiqué de la DGSN.

Par ailleurs, la DGSN a présenté ses remerciements à tous les citoyens qui

ont exprimé leur compassion à la sûreté nationale via les réseaux sociaux, suite à ce fait tragique qui a endeuillé tant la famille du défunt que celle de la sûreté nationale.

Les services de sécurité de la wilaya de Mostaganem ont arrêté six (06) suspects qui ont été présentés devant le Procureur de la République qui a ordonné le placement de cinq (05) d'entre eux en détention préventive et le placement du sixième sous contrôle judiciaire.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Neuf morts et 250 blessés ces dernières 48 heures

Neuf personnes ont trouvé la mort et 250 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers plusieurs wilayas du pays au cours des dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ouled Djellal avec 2 personnes décédées et 3 autres blessées, suite à une collision entre 03 véhicules légers, survenue sur la RN 46, commune de Cheïba, daïra d'Ouled Djellal, relève le communiqué.

Les mêmes secours ont prodigué, lors de ces interventions, des soins de première urgence à 64 personnes incommodées par le



monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage et de chauffes eau, à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas de Saïda (10), Constantine (08), Relizane, Bouïra et Alger (05 chacune), Sidi Bel Abbès et Tlemcen (03 chacune),

Naâma (02) et un (01) cas à travers Batna, Médéa, M'Sila et Tébessa.

Par ailleurs, les mêmes services ont procédé à l'extinction de 9 incendies urbains et industriels à travers les wilayas de Skikda, Médéa, Constantine, M'Sila,

Mila, Alger, Mostaganem, Tlemcen, Blida et Tlemcen.

Dans le cadre des activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant les dernières 48 heures, 52 opérations de sensibilisation à travers le territoire national rappelant aux citoyens la nécessité du port de la bavette et le respect des règles de la distanciation physique.

Les mêmes unités ont également effectué 19 opérations de désinfection générale à travers le territoire national, ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, note la même source.

MONOXYDE DE CARBONE

Six personnes sauvées d'une mort certaine à Saïda

Les éléments de la Protection civile de Saïda ont sauvé six membres d'une même famille d'une mort certaine après avoir été intoxiqués au monoxyde de carbone, a-t-on appris vendredi de ce corps constitué.

L'accident s'est produit dans la nuit de jeudi à vendredi au niveau d'une

habitation au quartier El Badr du chef-lieu de wilaya.

L'intervention rapide des éléments de la protection civile a permis de secourir deux femmes et quatre (4) enfants, a-t-on indiqué.

Après avoir reçu les premiers soins sur place, les deux femmes ont été

transférées à l'hôpital Ahmed Medeghri alors que les enfants ont été pris en charge au niveau de l'établissement Mère-enfant «Hamdane Bakhta».

Une enquête a été ouverte déterminer les causes de cet accident.

ETATS-UNIS

Au moins 50 morts dans une tornade dans le Kentucky

Au moins cinquante personnes ont été tuées dans le Kentucky lors du passage d'une tornade qui a balayé plusieurs régions des Etats-Unis, a déclaré samedi le gouverneur de cet Etat, Andy Beshear.

"Je crains qu'il y ait plus de 50 morts dans le Kentucky (...), on est probablement plus proche de 70 à 100 morts, c'est affreux", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Plusieurs comtés de cet Etat ont été dévastés, a-t-il ajouté. L'effondrement du toit d'une usine de fabrication de bougies "a fait d'innombrables victimes" dans la ville de Mayfield, a-t-il expliqué. "Avant minuit, j'ai déclaré l'état d'urgence", a-t-il précisé.

Cette tornade a fait des victimes et des dégâts dans plusieurs Etats du sud-est et du



centre-sud des Etats-Unis, vendredi.

Des employés d'Amazon étaient pris au piège samedi d'un entrepôt du géant de la distribution ravagé la veille dans l'Illinois, selon les autorités et des médias qui parlent d'une centaine de personnes.

En Arkansas, une personne a été tuée, selon les médias.

Dans le Tennessee, au moins deux personnes ont été tuées dans des incidents liés à la tempête, selon un responsable de la gestion des urgences cité par les médias locaux.

MEXIQUE

Après la mort de 55 clandestins, Mexico demande à Washington de changer de politique migratoire

Le Mexique a demandé vendredi aux Etats-Unis de réviser leur politique migratoire, au lendemain de la mort de 55 migrants en situation irrégulière dans un accident de camion dans le sud du pays, selon un dernier bilan.

Selon les autorités, le drame a également fait 105 blessés dont trois graves.

La plupart des victimes sont des ressortissants du Guatemala voisin (95 parmi les blessés), qui voyageaient cachés et entassés dans la remorque du camion, d'après la Garde nationale mexi-

caine. Les victimes se rendaient vers Puebla plus au nord, et sans doute vers la frontière américaine, quand le camion s'est renversé jeudi soir sur l'autoroute près de Tuxtla Gutierrez, la capitale de l'Etat du Chiapas, frontalier du Guatemala.

«Chaque personne cherchant une vie meilleure mérite la sécurité et la dignité», a déclaré le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, «horrible».

Le président mexicain Andres Manuel

Lopez Obrador a demandé une «prise de conscience» et une prise en compte «des problèmes de fond», lors d'une conférence de presse.

Les migrants centro américains et haïtiens traversent le Mexique vers les Etats-Unis en nombre record cette année.

Le chef de l'Etat affirme avoir défendu cette position lors d'une rencontre avec le président Joe Biden mi-novembre.

«Ce n'est pas un dossier simple pour le président Biden», a-t-il ajouté.

MAROC

Une association dénonce la répression visant les défenseurs des droits de l'homme

Une association marocaine des droits de l'homme a dénoncé ce qu'elle qualifie de «politique de répression et de siège» visant les défenseurs des droits de l'homme au Maroc.

Dans un communiqué publié jeudi à l'occasion de Journée internationale des défenseurs des droits de l'homme, célébrée le 9 décembre de chaque année, l'association marocaine des droits de l'homme a dénoncé ce qu'elle qualifie de «politique de répression et de

siège» contre les militants des droits de l'homme.

L'association a confirmé que la situation des droits de l'homme au Maroc dans son ensemble a connu «des déclinés flagrants à tous les niveaux, et un déséquilibre des pouvoirs en faveur du régime et des forces opposées aux droits et libertés».

La même source a relevé que «ce déclin se manifeste à travers de nombreux indicateurs concernant la liberté de la presse et d'expression, le niveau de qualité de la justice

et de respect de la loi, au niveau de la gouvernance et de la transparence, ainsi qu'au niveau de nombreux aspects économiques, sociaux, les droits culturels et environnementaux et les droits des groupes». Au Maroc, les violations des droits de l'homme au Maroc continuent de susciter les inquiétudes des organisations à travers le monde.

En juillet, le département d'Etat des Etats-Unis a accablé le Royaume qui persiste dans ses pratiques répressives dans le but de faire taire les voix cri-

tiques envers le régime en place. Le 19 octobre dernier, l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme a alerté sur les violations des droits de l'homme au Maroc sous le nouveau gouvernement, l'appelant notamment à abandonner «les solutions sécuritaires» dans le traitement de la question des enseignants contractuels qui continuent de subir la répression.

Pour rappel, le Maroc est le seul pays à ne pas avoir ratifié la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

AUSTRALIE

L'Australie prise entre feux de forêt et inondations

L'Australie a subi vendredi deux catastrophes naturelles d'ampleur, avec des feux de forêt dévastant le paysage pittoresque de la côte ouest et de fortes pluies qui provoquent des inondations dans l'est du pays.

Après des semaines de températures élevées, des incendies se sont déclarés en Australie-Occidentale, dans la région touristique de Margaret River, célèbre pour le surf.

Les autorités n'ont fait état d'aucun blessé ni d'aucune habitation endommagée mais de grandes flammes étaient visibles sur une vaste étendue, envoyant de grandes colonnes de fumée dans le ciel.

Des alertes ont été déclenchées et il a été demandé à certains riverains de quitter leurs maisons pour se mettre à l'abri.

«Agissez immédiatement afin de survivre», a exhorté le service des pompiers de l'Etat. Alors que la côte australienne



bordée par l'Océan Indien a connu des températures allant jusqu'à 40 C, l'autre côté de l'île-continente, la côte Pacifique a été battue par la pluie pendant des mois.

«Un centre de basse pression s'est formé au large de la côte sud de la

Nouvelle-Galles du Sud, apportant de fortes précipitations et des inondations importantes», a déclaré le Bureau de météorologie.

Certaines régions situées au sud de Sydney, qui étaient aux prises il y a exactement deux ans avec les pires feux de forêt de l'histoire du pays, ont enregistré 21 centimètres d'eau lors des dernières 24 heures.

Novembre a été le mois enregistrant les plus fortes précipitations de ces 122 dernières années et parmi les plus froids en raison du phénomène météorologique La Nina.

Les scientifiques estiment que les phénomènes météorologiques extrêmes ont empiré en raison du changement climatique dû à l'activité humaine.

Ces dernières années, l'Australie a connu une série de sévères inondations, d'immenses feux de forêt et des périodes de sécheresse.

ESPAGNE - INTEMPÉRIES

Une femme meurt suite à un glissement de terrain

Une femme est morte vendredi suite à un glissement de terrain en Navarre, dans le nord de l'Espagne, ont indiqué les autorités de cette région.

Une «femme de 49 ans» est morte «dans sa voiture» à la suite d'un «glissement de terrain dû aux fortes pluies en cours depuis une quinzaine de jours», a indiqué à l'AFP un porte-parole du gouvernement régional de Navarre.

La Navarre, le Pays basque et la Catalogne font face depuis plusieurs jours à de fortes pluies, qui ont provoqué la crue de plusieurs cours d'eau, et à des chutes de neige. Ces zones frontalières de la France ont été placées en niveau d'alerte maximum jusqu'à dimanche par l'Agence météorologique nationale espagnole (Aemet). Dans le nord de l'Espagne, une trentaine de routes ont vu leur circulation perturbée vendredi.

L'hôpital de Mendara, ville du Pays basque espagnol, a notamment vu son accès perturbé par les inondations, ce qui a entraîné l'annulation de rendez-vous médicaux, a indiqué l'autorité régionale de santé.

TRAFIC DE MIGRANTS EN AMÉRIQUE DU SUD ET CENTRALE

Coup de filet d'Interpol

Plus de 200 personnes soupçonnées d'avoir participé à un vaste trafic de migrants et de traite d'êtres humains depuis l'Amérique du sud et l'Amérique centrale ont été arrêtées lors d'une action coordonnée par Interpol, a annoncé vendredi l'organisation de coopération policière basée en France.

Baptisée Turquesa, cette opération qui a conduit à 216 arrestations s'est déroulée du 29 novembre au 3 décembre et a permis également l'identification de 10.000 migrants en situation irrégulière, en provenance de 61 pays.

Nombre d'entre eux devaient acquitter des sommes «exorbitantes» aux trafiquants, pour des passages souvent dangereux.

Dans son communiqué, Interpol cite ainsi l'exemple de 14 suspects interpellés au Salvador qui faisaient payer entre 8.000 et 12.000 dollars à des migrants pour rallier les Etats-Unis.

Autre exemple: 16 membres présumés du gang vénézuélien «Tren de Aragua» ont été interpellés en Equateur, soupçonnés de trafic de migrants haïtiens avec l'aide d'un groupe armé colombien.

Cinq membres d'un groupe criminel brésilien qui auraient facilité l'immigration clandestine d'Haïtiens vers la Bolivie ont aussi été arrêtés par la police fédérale brésilienne.

Au Mexique, près de 20.000 passeports vierges ont été saisis, tandis que la découverte au Chili du corps d'un Vénézuélien près de la frontière bolivienne a permis de mettre au jour un corridor emprunté par les trafiquants, aidés par un Bolivien.

Coordonnée de Mexico, l'enquête a mobilisé les polices de 34 pays.

Elle a en outre révélé une augmentation du nombre d'enfants victimes de ce trafic, par rapport des enquêtes précédentes, souvent à but d'exploitation sexuelle.

En Colombie, l'organisation criminelle «Casa Inglesa», connue pour l'exploitation sexuelle des enfants à Bogota, a ainsi été démantelée. Des enfants étaient aussi «recrutés» au Venezuela et étaient emmenés en Equateur, via la Colombie.

L'exploitation sexuelle était parfois doublée d'exploitation par le travail: 27 personnes au Salvador sont soupçonnées de s'y être livrées.

BENBOUZID DEVANT LE PARLEMENT

La prévention, meilleur moyen pour enrayer la propagation du cancer

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a relevé jeudi à Alger l'importance de se focaliser sur l'aspect préventif et la sensibilisation car étant les moyens les plus efficaces pour enrayer la propagation du cancer.

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, le ministre a précisé que le seul moyen et le plus efficace pour freiner l'expansion du cancer serait la prévention, à travers "un dépistage précoce, une alimentation saine, la réduction de la pollution de l'environnement et la sensibilisation aux dangers du tabac", indiquant qu'il s'agit-là des principaux facteurs qui provoquent les cancers.

En réponse à une question liée à la problématique de la prise en charge des cancéreux, il a passé en revue les mesures prises par le secteur pour limiter la propagation de cette maladie, pour ne citer que "la généralisation des modes de dépistage, et la poursuite de la mise en œuvre du plan de prévention axé sur la lutte contre le tabagisme, à travers l'organisation des campagnes de sensibilisation et la mise en place des unités d'aide au sevrage tabagique".

Le ministre de la Santé a évoqué le deuxième plan national élaboré par un comité multisectoriel visant à lutter contre le cancer et assurer une prise en charge optimale des personnes touchées. Dans le même contexte, M. Benbouzid a tenu à rappeler les plans mis en place par l'Algérie pour fournir des soins et prévenir les maladies, ce qui a permis au pays de se hisser au rang des grandes nations "après avoir réussi à vaincre de nombreuses maladies transmissibles, comme le paludisme, la tuberculose, la polio et le choléra".

De plus, l'Etat accorde un intérêt majeur à l'aspect préventif pour préserver ces acquis, a souligné le ministre, mettant en avant la stratégie mise en place pour lutter contre le covid-19, laquelle repose sur la prévention par la sensibilisation à la nécessité de la vaccination et du respect du protocole sanitaire en vigueur.

A une question sur la prise en charge sanitaire des habitants du sud et des Hauts Plateaux, M.

Benbouzid a rappelé les différents programmes mis en place par l'Etat pour lutter contre les maladies sévissant dans ces régions (maladies hydriques, leishmaniose cutanée, envenimations scorpioniques, trachome) et renforcer la surveillance épidémiologique dans les wilayas frontalières.

Pour améliorer les services de santé spécialisés dans ces régions et assurer la formation, l'accent a été mis sur le système de jumelage et la télé-médecine et le renforcement des établissements hospitaliers mixtes (civils-militaires) dans le sud. Qui plus est, des conventions ont été signées avec la Sécurité sociale pour la prise en charge des malades des régions du sud dans des cliniques privées pour la gynécologie-obstétrique, la radiologie et les analyses médicales, selon le ministre qui a également fait état du renforcement des moyens d'évacuation ou de transfert des malades vers les hôpitaux en privilégiant le transport sanitaire aérien.

A cet effet, le ministre a rappelé les deux concours organisés en 2019 au profit de 22 wilayas du sud et des Hauts plateaux qui ont permis à 335 médecins de suivre leurs études dans plusieurs spécialités.

Une liste des opérations de dégel a été élaborée pour renforcer le réseau de hôpitaux publics dans les régions du Sud et les Hauts plateaux.

Plusieurs établissements spécialisés en oncologie ont été mis en service.

Concernant le renforcement de la formation paramédicale, trois annexes d'instituts nationaux de formation des sages-femmes ont été ouvertes à Béchar, Laghouat et Ouragla, sachant que ces wilayas disposent de Facultés de médecine qui assurent l'encadrement de la formation au niveau des ces annexes.

Pour ce qui est de la prise en charge de la population locale, victime des essais nucléaires dans les wilayas d'Adrar et de Tamanrasset, le plan d'action élaboré à cet effet a été lancé dans le cadre d'un programme multisectoriel, ajoute le ministre. M. Benbouzid a rappelé les assises nationales de la santé prévues à la fin du mois, ayant pour objectif de trouver des mécanismes de gestion à même de satisfaire les besoins du citoyen et du secteur, en collaboration avec tous les acteurs du secteur.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

218 nouveaux cas, 166 guérisons et 5 décès

Deux cent-dix-huit (218) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 166 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, samedi, le ministre de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève

ainsi à 212652, celui des décès à 6137 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 146172 cas.

Par ailleurs, 24 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à

9 cas, tandis que 5 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ, ABDERRAHMANE BENBOUZID: Aucun décès ni infection par le nouveau variant «Omicron» enregistré en Algérie à ce jour

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a affirmé vendredi, à Alger, qu'aucun cas de décès ni de contamination par le nouveau variant «Omicron» n'a été enregistré en Algérie, appelant les citoyens à se faire vacciner pour renforcer la prévention et la protection collective.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa participation à une rencontre organisée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme à l'occasion de la Journée internationale des volontaires, le ministre a affirmé que «les analyses effectuées par l'Institut Pasteur en coordination avec les experts ont démontré qu'aucun décès ou infection par le nouveau variant n'a été enregistré», estimant qu'il n'y a pas lieu de craindre ce nouveau variant, car



moins dangereux que le Delta, selon les experts.

Regrettant le faible engouement des citoyens pour l'opération de vaccination, le ministre de la Santé a qualifié de «très faible» le taux de 27% de personnes vaccinées par rapport aux doses de vaccin disponibles. M. Benbouzid a annoncé,

à cet égard, le lancement, la semaine prochaine, d'une campagne de vaccination de grande envergure, et ce, en coordination avec le ministère de l'Education nationale et d'autres secteurs concernés au profit des employés et des enseignants des établissements éducatifs du cycle primaire», sou-

lignant que la vaccination est «le meilleur moyen de protéger la santé des citoyens contre cette pandémie».

Par ailleurs, M. Benbouzid a indiqué que «quelques cas d'infections au Coronavirus ont été enregistrés dans les établissements éducatifs», appelant à l'intensification des efforts et au respect du protocole sanitaire pour faire face à la pandémie.

Concernant la possibilité de recourir à la vaccination des enfants, le ministre a précisé que le principal objectif est de vacciner le plus grand nombre possible de citoyens adultes, relevant que «le comité scientifique avait étudié cette question hier (jeudi NDLR) avec des experts, et aucune décision n'a été prise, en attendant la décision de l'Organisation mondiale de la santé».

GOVERNEMENT

Le dispositif actuel reconduit pour 15 jours à partir de samedi

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a décidé de reconduire le dispositif actuel de protection et de prévention contre la pandémie du Coronavirus (Covid-19) pour une durée de quinze (15) jours, à compter de samedi 11 décembre, indique, jeudi, un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral.

"En application des instructions de Monsieur le Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a décidé des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (Covid-19).

S'inscrivant toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de

propagation du Coronavirus (Covid-19), ces mesures visent, au regard de la situation épidémiologique, à reconduire le dispositif actuel de protection et de prévention.

Le dispositif actuel de protection et de prévention est reconduit pour une durée de quinze (15) jours, à compter du samedi 11 décembre 2021.

La reconduction du dispositif actuel de protection et de prévention intervient à la faveur de la relative stabilisation de la situation épidémiologique, laquelle requiert cependant, l'extrême vigilance des citoyens qui doivent éviter tout relâchement à l'égard du respect des gestes barrières et des différents protocoles sanitaires dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales, notamment en raison de l'apparition du nouveau variant Omicron.

Elle commande également l'engagement des citoyens à soutenir l'effort national de lutte contre cette épidémie mondiale par la vaccination et par la poursuite du respect des gestes barrières en particulier pour ce qui

est de l'exigence du port obligatoire du masque de protection, les mesures d'hygiène et la distanciation physique. En cette circonstance, le Gouvernement appelle l'ensemble des citoyens non encore vaccinés à participer massivement aux campagnes de vaccination qui se poursuivent à travers le territoire national, sachant que la vaccination demeure le meilleur moyen de prévention et de protection.

Le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (Covid-19) avait recommandé l'institution du Pass vaccinal comme condition d'entrée et de sortie du territoire national et pour accéder aux manifestations sportives et culturelles ainsi qu'aux salles des fêtes.

Cette recommandation relative au Pass vaccinal, déjà mise en œuvre, sera étendue à d'autres espaces, lieux et édifices affectés à usage collectif ou accueillant du public où se déroulent des cérémonies, fêtes et manifestations d'ordres culturel, sportif ou festif".

BECHAR

Mise en service d'un nouvel hôpital dans la daïra frontalière de Béni-Ounif

Un nouvel hôpital de 60 lits a été mis en service au chef lieu de la daïra frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar) à l'occasion de la célébration du 61ème anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, a-t-on appris samedi des responsables du secteur de la santé. La réali-

sation de ce nouvel établissement hospitalier, doté en équipements médicaux (radiologie, échographie, appareils de diagnostic, d'analyses médicales et autres) dans le cadre d'un programme d'équipement de plusieurs hôpitaux et centres hospitaliers de la wilaya avec un coût de plus de 300

millions dinars, contribuera à améliorer la prise en charge des malades dans cette région frontalière, a-t-on indiqué.

L'hôpital, baptisé du nom du chahid Mezrag Jelloul, permettra notamment de désengorger les établissements publics hospitaliers du chef lieu de wilaya,

notamment l'EPH «Tourabi Boudjemâa», qui prend en charge actuellement les malades nécessitant un suivi médical de longue durée, a-t-on souligné. Un autre hôpital de 120 lits est également en cours de réalisation au chef lieu de la daïra d'Abadla, a-t-on fait savoir.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

SELON L'OMS

"Omicron" semble avoir un taux accru de réinfection mais des symptômes moins graves

Le patron de l'OMS a souligné mercredi que le variant "Omicron" du coronavirus responsable du Covid-19 semble avoir un taux de réinfection plus élevé mais provoquer des symptômes moins sévères que le variant Delta.

"Des données préliminaires venant d'Afrique du Sud suggèrent un risque de réinfection plus élevé avec Omicron, mais plus de données sont nécessaires pour tirer des conclusions plus fermes.

Il y a aussi des éléments qui laissent à penser qu'Omicron provoque des symptômes moins graves que Delta, mais là aussi il est trop tôt pour être certain", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus lors d'un point de presse de l'Organisation mondiale de la santé à Genève.

Pour se faire plus rapidement une image plus précise des caractéristiques du variant, il a demandé à tous les pays de contribuer à son évaluation en soumettant leurs



données à l'organisation. Pour mieux le combattre il a aussi appelé tous les pays à poursuivre leurs efforts en termes de

vaccination et de gestes barrières. La cheffe scientifique de l'OMS, la docteure Soumya Swaminathan est également

revenue sur des études préliminaires parues ces derniers jours qui semblent montrer que le variant rend le vaccin de Pfizer et BioNTech moins efficace et elle a appelé à la plus grande prudence pour les interpréter.

"Il y a une vaste variation de la réduction de l'efficacité des anticorps qui va de 4 à 5 fois moins à 40 fois moins dans ces différentes études", qui se limitent à étudier l'effet sur les seuls anticorps "quand on sait que le système immunitaire est bien plus complexe", a-t-elle déclaré.

"Il est prématuré de conclure que la réduction de l'activité de neutralisation des anticorps doit résulter dans une baisse significative de l'efficacité des vaccins".

Le variant Omicron présent dans onze pays africains

Les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC en anglais) ont affirmé que le nouveau variant coronavirus (Omicron) a été détecté ces derniers jours dans sept pays supplémentaires sur le continent.

Le variant Omicron est désormais en circulation dans onze Etats. Il s'agit selon Africa CDC de l'Afrique du Sud, du Botswana, du Nigeria, du Ghana, de l'Ouganda, de la Zambie, du Sénégal, de la Tunisie, du Mozambique, de la Namibie et du Zimbabwe. L'Afrique australe, d'où est parti ce variant, a été frappée de mesures d'isolement.

«Les preuves actuelles de la propagation mondiale et de la transmission communautaire du variant Omicron ne justifient pas ces interdictions de voyage sélectives», ont souligné les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies. Dans un communiqué daté du 9 octobre, la structure panafricaine a appelé à «l'annulation urgente» des mesures dictées par la peur du nouveau variant. Mercredi dernier, l'Union africaine (UA) a également pris position en soulignant que les interdictions de voyage auront des «répercussions négatives» sur la vie des populations ciblées.

GRANDE BRETAGNE Les vaccins de rappel offrent jusqu'à 75% de protection contre Omicron (UKHSA)

Les vaccins anti-Covid de rappel offrent une protection allant jusqu'à 75% contre une infection modérée au variant Omicron, selon de nouvelles données publiées vendredi par l'Agence britannique de sécurité sanitaire (UKHSA).

Le niveau de protection offert par une troisième dose contre le variant Omicron est inférieur d'environ 20% à celui offert contre le variant delta, ont indiqué des experts de l'UKHSA qui ont fait une étude sur plus de 500 personnes infectées par le nouveau variant. Les responsables ont constaté qu'après deux doses, l'efficacité du vaccin contre omicron tombait à environ 40% pour Pfizer, a relevé l'UKHSA, précisant qu'après une troisième injection, la protection contre les symptômes modérés de la maladie s'élève à environ 75% pour Pfizer et 70% pour AstraZeneca. L'Agence pense que les rappels offriront une protection encore plus forte contre les formes graves de la maladie, mais ces données ne sont pas encore disponibles car «aucune personne touchée par Omicron n'a été admise à l'hôpital». Pour Mary Ramsay, responsable de la vaccination à l'UKHSA, «ces premières estimations doivent être traitées avec prudence, mais elles indiquent que quelques mois après le deuxième vaccin, le risque de contamination au variant Omicron est plus élevé que celui de la souche Delta». «Les données suggèrent que ce risque est considérablement réduit après un vaccin de rappel, et j'invite donc tout le monde à se faire vacciner dès que possible», a-t-elle ajouté, soulignant que l'Agence s'attend «à ce que les vaccins offrent une plus grande protection contre les complications graves du Covid-19».

A l'issue d'une réunion de crise, le gouvernement britannique a annoncé vendredi que le nombre de cas du variant Omicron «double tous les deux ou trois jours en Angleterre, et peut-être même plus rapidement en Ecosse», notant que «30% des cas signalés à Londres sont du variant Omicron» qui a été identifié dans le pays il y a seulement quinze jours. L'UKHSA estime qu'Omicron devrait devenir le variant dominant au Royaume-Uni d'ici la mi-décembre.

AFRIQUE DU SUD

Les scientifiques des BRICS appelés à collaborer pour lutter contre la Covid-19

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a invité vendredi les scientifiques des BRICS à travailler avec les scientifiques sud-africains pour approfondir leurs recherches sur les différentes caractéristiques du virus de la COVID-19 et ses mutations.

M. Ramaphosa a lancé cet appel lorsqu'il a nommé le président du Conseil consultatif ministériel sur la COVID-19, Koleka Mlisana, pour diriger une équipe spéciale de chercheurs sud-africains dans le domaine du séquençage génomique afin de travailler avec les scientifiques des autres pays des BRICS, un bloc de marchés

émérgents regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Cette initiative est une contribution à la coopération intra-BRICS pour renforcer la préparation et les réponses à la pandémie, comme indiqué dans la Déclaration de New Delhi, qui a été adoptée lors du 13e Sommet des BRICS en septembre 2021.

Cette coopération s'inscrit dans le cadre de la mise en place du Centre de recherche et de développement des vaccins des BRICS dans un format virtuel.

Le chef de l'Etat sud-africain a également souligné que la coopération renforcerait la préparation et les réponses des

BRICS à la pandémie. «La collaboration entre les pays des BRICS vise à élargir notre connaissance du virus de la COVID-19 non seulement au profit des pays membres, mais pour la communauté mondiale plus largement.

L'humanité ne surmontera cette pandémie que si les pays du monde travaillent dans le cadre d'une coopération étroite par le partage d'informations, d'expertise et de ressources.

Cette coopération doit être fondée sur les principes de solidarité, de partenariat et de respect mutuel», a conclu M. Ramaphosa.

USA

Les anticorps d'AstraZeneca autorisés dans certains cas en prévention du Covid-19

Les autorités sanitaires américaines ont autorisé mercredi l'administration d'anticorps de synthèse développés par AstraZeneca, chez certains individus réagissant mal aux vaccins pour des raisons médicales, afin de les protéger contre le Covid-19 avant même toute exposition au virus. C'est la première fois que l'Agence américaine des médicaments (FDA) autorise en urgence un tel traitement en pure prévention.

Mais il ne s'agit pas "d'un substitut à la vaccination", a-t-elle averti.

Il n'est en effet autorisé que pour les personnes immunodéprimées (chez qui le vaccin est susceptible de moins bien marcher), ou celles ne pouvant être vaccinées pour des raisons médicales (par exemple de fortes réactions allergiques). Dans ces cas, il pourra être administré à partir de 12 ans. Appelé Evusheld, ce traitement combine deux

types d'anticorps de synthèse (tixagevimab et cilgavimab), et est administré en deux injections intramusculaires réalisées immédiatement l'une après l'autre.

Ces anticorps aident le système immunitaire à combattre le virus s'il est rencontré, en visant sa protéine Spike, qui lui permet d'entrer dans les cellules pour les infecter.

Le traitement "peut être efficace pour une prévention pré-exposition (au virus, ndlr) pendant six mois", a précisé la FDA. Il ne peut être administré chez une personne infectée, a-t-elle souligné, même si AstraZeneca teste également son traitement pour soigner les patients dans ce cas de figure.

Les effets secondaires peuvent être une réaction allergique, des saignements au niveau de l'endroit de l'injection, des maux de tête, ou encore de la fatigue. Cette autorisation se fonde sur

un essai clinique mené sur des personnes non vaccinées (de plus de 59 ans, ou présentant une maladie chronique, ou bien à haut risque d'infection), dont près de 3,500 ont reçu le traitement et 1,700 un placebo.

Le risque de développer le Covid-19 a été réduit de 77% avec le traitement.

Pour le moment, deux cocktails d'anticorps, ceux des entreprises Regeneron et Eli Lilly, sont autorisés en prévention aux Etats-Unis, mais seulement chez des personnes ayant été exposées au virus peu avant, ou ayant de fortes chances de l'être du fait de leur position (employés de maisons de retraite, prisons...).

Et en plus de ne pas être vaccinées ou d'être immunodéprimées, ces personnes doivent aussi présenter un haut risque de développer un cas grave de la maladie.

INDE

Détection de 33 cas d'Omicron, le gouvernement appelle à un regain de vigilance

L'Inde a enregistré samedi 33 cas du variant Omicron, après que plusieurs contaminations aient été signalées au niveau des Etats du Maharashtra et de Gujarat, ont rapporté des médias.

La majorité des cas de cette nouvelle souche sont en provenance de pays à "risque" de l'Afrique australe, ont indiqué les autorités sanitaires indiennes. Le gouvernement a, dans ce sens, mis en garde contre le non respect du port des masques à travers le pays et des mesures de la distanciation sociale.

"Le port des masques et la vaccination demeurent les élé-

ments clés pour la protection contre la maladie de Covid-19", a indiqué Kumar Paul, chef du Comité gouvernemental chargé de la lutte contre le Covid-19.

L'Inde a renforcé récemment les mesures de contrôle sanitaire au niveau du territoire national, alors que la Direction générale de l'aviation civile (DGAC), a annoncé dernièrement le report de la reprise des vols aériens commerciaux internationaux réguliers de passagers à destination et en provenance de l'Inde. Les aéroports internationaux du pays ont renforcé le contrôle et les tests de dépistage notamment pour les voya-

geurs en provenance des pays à risque qui doivent passer des tests RT-PCR à leur arrivée dont le résultats doit être négatifs avant de quitter l'aéroport.

En Inde, les séquences de la deuxième vague liée au variant Delta, qui a ravagé le pays en avril et mai derniers, restent encore dans les esprits. Le pays, qui a administré à ce jour plus de 1,2 milliard de doses de vaccin, met les bouchées doubles pour atteindre l'immunité collective et augmenter le taux de vaccination notamment dans les régions reculées.

BURN OUT TOUT CE QUI EST VRAI... ET CE QUI EST FAUX

Difficile de connaître le nombre de personnes touchées par le burn out. Une chose est sûre cependant : les cas ne cessent d'augmenter et la crise sanitaire est loin d'avoir inversé la tendance. On démêle le vrai du faux pour comprendre ce phénomène.

Le burn out est une dépression

FAUX. "Le burn out n'est pas une dépression ni même une "dépression du travail". L'un des symptômes caractéristiques de la dépression est l'anhédonie, c'est-à-dire la perte d'envie pour tout, ce qui n'est pas le cas du burn out au début. En revanche, non pris en charge, il peut mener à la "dépression", répond notre experte Emmanuelle Wyatt. Le burn out n'est pas non plus une simple fatigue que le repos ou des vacances suffiraient à éponger.

Alors, qu'est-ce que c'est ? Les spécialistes eux-mêmes peinent à trouver une définition qui fasse consensus. On retiendra cependant cette "triade du burn out" donnée par Christina Maslach (psychologue américaine pionnière sur le sujet) : un profond épuisement physique, mental et émotionnel, un ressenti de déshumanisation et de cynisme généralisé vis-à-vis du monde du travail, une perte de sentiment d'accomplissement et une baisse d'efficacité personnelle.

LE BURN OUT EST DÙ À UNE SURCHARGE DE TRAVAIL

PAS SEULEMENT. Les mécanismes du burn out sont bien plus complexes, et ses causes tiennent à la fois à la personne et au monde du travail. Il y a d'un côté un profond engagement dans le travail, un certain perfectionnisme, une éthique forte qui prennent racine dans l'histoire intime de la personne, son éducation, la valeur "travail" véhiculée au sein de la famille, etc. Et de l'autre, tous les "risques psychosociaux" (RPS) bien identifiés en médecine du travail : un rythme intense, le manque de moyens, une faible autonomie, la non-reconnaissance, des changements fréquents, etc. « En venant accentuer la porosité entre la sphère professionnelle et personnelle et en nous saturant d'informations, les outils numériques et le télétravail n'arrangent évidemment rien », ajoute la coach. Ce surinvestissement personnel, physique et affectif dans le travail, combiné à des conditions de travail tendues vont induire un stress chronique. Constamment en mode stress, le corps ne peut plus récupérer. C'est ce déséquilibre stress/récupération qui peut mener au burn out.

TOUT LE MONDE PEUT ÊTRE TOUCHÉ PAR LE BURN OUT

VRAI... ET FAUX. Le burn out fut initialement identifié chez les professionnels de santé, mais aujourd'hui, tout le monde peut faire un burn out... pour peu que l'on soit très... trop ? -fortement investi dans son travail. "Ce sont



en effet les plus actifs, volontaires et créatifs qui sont touchés. La capacité de résistance sur une longue durée est l'un des points communs que je rencontre chez la majorité des personnes que j'accompagne, observe Emmanuelle Wyatt. On s'écroute précisément parce que l'on a donné plus, investi plus de temps et d'affect que les autres dans son travail." Ironie du sort - ou perverti du monde du travail - "après leur burn out, les 4/5 des personnes que j'accompagne se sont vu reprocher par leur employeur leur professionnalisme, poursuit la coach. Or, il est très important de déculpabiliser. L'entreprise a une grande part de responsabilité, notamment via les outils de monitoring et d'individualisation de la performance qu'elle met en place."

LE BURN OUT ARRIVE DU JOUR AU LENDEMAIN

FAUX. Le burn out est un processus lent. "Il peut incuber des mois, voire des années, explique la spécialiste. Cela démarre par une phase de fort challenge professionnel, de réussite qui alimentent un sentiment de toute-puissance." Soumis à un rythme intense, le corps commence à peiner à suivre. On va donc redoubler d'efforts pour continuer à fournir le même travail. C'est alors l'engrenage. "Constamment en stress chronique, l'organisme n'est plus en

mesure de ralentir. Il y a une faille hormonale, menant à un emballement du système nerveux autonome." Jusqu'au moment de bascule : le corps liche à force de ne pas avoir été entendu. Le choc est alors à la mesure du déni, avec des manifestations différentes selon les personnes : impossibilité de se lever, attaque de panique, malaise, voire paralysie soudaine. « Ce moment de bascule arrive souvent après un élément déclencheur : un accroissement brusque de la charge de travail, un changement de responsable, une mauvaise évaluation non justifiée, un conflit éthique, une baisse de moyens, une mise à l'écart brutale... », énumère la coach.

LES SYMPTÔMES SONT FACILES À RECONNAÎTRE

FAUX. Avant d'arriver à ce stade de combustion, le corps envoie des signes de surchauffe. Plus de 130 symptômes ont été recensés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ils touchent aussi bien la sphère cognitive (difficultés croissantes de concentration, troubles de la mémoire, procrastination et difficulté à prendre des décisions...) qu'émotionnelle (grande tristesse, irritabilité et accès de colère, absence d'émotion, sentiment d'inutilité...) et physique (troubles du sommeil, fatigue intense, douleurs musculaires, migraines, troubles digestifs, ORL

ou dermatologiques...). "Cette symptomatologie polymorphe rend évidemment le diagnostic complexe, d'autant que la personne, déconcentrée de son corps, n'est plus en mesure de déceler certains signaux d'alerte." Sans compter une forme de déni, car le burn out est encore trop fréquemment et à tort - perçu comme un aveu de faiblesse.

1/3 - L'arrêt de travail est indispensable en cas de burn out ?

Il est fondamental d'accepter le diagnostic et l'arrêt de travail. Certaines personnes le vivent comme un soulagement, d'autres comme une sentence et se sentent coupables, voire honteuses. Nous voyons encore trop de personnes se rendant à leur travail avec l'arrêt dans leur poche. Or, l'extraction de l'environnement professionnel est incontournable. Objectif : déconcentrer totalement et repos. Le corps et la tête doivent être mis à l'arrêt pour récupérer et se régénérer.

2/3 - Faut-il entamer un travail psychologique ?

C'est en effet fortement recommandé, le double idéal étant le suivi par le médecin traitant ET un psychologue ou psychiatre. D'autant qu'en pratique, la crainte de retourner au travail démarre dès le premier jour de l'arrêt. Le compte à rebours commence, ne permettant pas le repos mental pourtant nécessaire dans cette période de récupération. Il est important de parler et de ne pas s'isoler. Une oreille neutre et professionnelle est une béquille particulièrement aidée, surtout lorsqu'une médication est mise en place. Par ailleurs, le psychologue ou psychiatre pourra juger de la nécessité ou non de prolonger l'arrêt.

3/3 - Comment éviter la rechute ?

Il faut avant tout reprendre une activité professionnelle lorsque l'on se sent prêt, physiquement et psychologiquement. Retourner au travail prématurément, sans concertation avec son médecin, est risqué. De même, il faut pouvoir reprendre dans des conditions adaptées : tiers-temps thérapeutique, mi-temps, adaptation via le télétravail, etc. Cela implique d'organiser une véritable entree de reprise avec sa direction. Plus fondamentalement, il est capital de procéder à un travail introspectif pour ne pas repartir « comme en 40 » (les mêmes causes produisant les mêmes effets...) en termes de surinvestissement. Le bilan de compétences, le bilan de carrière ou l'outplacement peuvent s'avérer utiles.

LA NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE DIAGNOSTIC

Le syndrome d'épuisement professionnel qui caractérise le burn out souffre de contours flous, sujets à débats. La Haute Autorité de Santé émet des recommandations à destination des médecins pour mieux repérer et le prendre en charge. La souffrance psychologique au travail est un mal silencieux dont souffrent des milliers de Français. Les chiffres sont difficiles à estimer tant la notion de burn-out reste sujette à débat. C'est pour tenter de mieux cerner cette réalité vécue par un nombre croissant de salariés que la Haute Autorité de Santé publie une fiche mémo à l'adresse des médecins traitants et médecins du travail. Dans ce document elle émet des recommandations pour aider ces professionnels de santé à diagnostiquer le burn-out, le prendre en charge de façon adaptée et accompagner le retour au travail. La HAS définit le burn-out comme "un véritable syndrome qui se traduit par

un épuisement physique, émotionnel et mental profond, causé par un investissement prolongé dans des situations de travail exigeantes". Si celui-ci exige une prise en charge médicale adaptée, poser le bon diagnostic s'avère peu aisé.

REPÉRER LES SIGNES POUR UN MEILLEUR DIAGNOSTIC

Dans une optique de repérer le burn-out et d'améliorer le diagnostic, la Haute Autorité décrit la diversité des symptômes possibles : ils sont aussi bien d'ordre émotionnel (anxiété, tristesse, hypersensibilité, absence d'émotion...), cognitif (troubles de la mémoire, de l'attention, de la concentration...), comportemental ou interpersonnel (isolement social, comportement agressif ou violent, diminution de l'empathie, comportements adhésifs...),

motivationnel (désengagement, remise en cause professionnelle, dévalorisation...) que physique (troubles du sommeil, troubles musculo-squelettiques, gastro-intestinaux...). "Après avoir identifié ces manifestations et écarté l'hypothèse d'une maladie physique, il faudra juger de leur sévérité et évaluer en priorité le risque suicidaire", pointe la HAS.

En plus de cette première observation, la HAS conseille aussi aux médecins d'analyser les conditions de travail (intensité et organisation du travail, exigences émotionnelles, autonomie et marge de manœuvre, relations dans le travail, conflits de valeurs, insécurité de l'emploi), mais aussi d'y intéresser au vœu de la personne en souffrance (antécédents personnels et familiaux - notamment antécédents dépressifs -, événements survenus dans la vie personnelle, soutien de l'entourage, rapport au travail).

BURN OUT : UNE MALADIE ENCORE MAL DÉFINIE



Le burn out regroupe de nombreux symptômes et l'Académie de médecine estime que cette pathologie doit être clairement définie pour ne pas confondre mal-être et pathologie émotionnelle avérée.

Fatigue, anxiété, irritabilité, troubles digestifs, insomnies, douleurs physiques, augmentation du rythme cardiaque... des symptômes très différents pour caractériser un même mal : le burn out. Ce syndrome fait l'objet d'un projet de loi visant à la reconnaissance "maladie professionnelle", examinée aujourd'hui à l'Assemblée nationale. Mais avant d'envisager une telle classification, l'Académie de médecine estime que cette pathologie doit être clairement définie. Car, pour le moment, le terme de burn out regroupe différents troubles, ce qui rend son diagnostic difficile. "L'expansion du terme burn out est une source de confusion en raison des limites imprécises de cette réalité" écrit ainsi l'Académie de médecine dans un rapport publié le 16 février 2016, dirigé par le professeur Jean-Pierre Olié et le docteur Patrick Légeron, psychiatres. Ces spécialistes soulignent dans ce rapport que les symptômes du burn out "s'inscrivent en partie dans les troubles dépressifs et dans les troubles de l'adaptation".

DISTINGUER MAL-ÊTRE ET MALADIE

L'Académie de médecine souhaite ainsi une distinction soit faite entre fatigue ou mal-être et réelle pathologie émotionnelle. Seule cette dernière peut donner lieu à un traitement médicamenteux. Mais pour bien différencier et identifier ces troubles, les médecins devraient établir une grille de critères précise. "Une priorité doit être donnée aux maladies dites de société (complications somatiques et psychiques du stress) dans les programmes de formation des étudiants en médecine et de développement professionnel continu des professionnels de santé" précise ainsi le rapport.

A l'heure actuelle, en France, l'Institue de Veille Sanitaire (InVS) estime à 480 000 le nombre de salariés souffrant de burn out.

Illustration : A. B.

ÊTRE ATTENTIF AUX SIGNES AVANT D'ATTEINDRE LE POINT DE RUPTURE

Épuisement physique, émotionnel, mental, le burn out est la conséquence d'un surinvestissement au travail. Détaillé avec Johanna Rozenblum, psychologue clinicienne à Paris.

Le burn out, syndrome d'épuisement professionnel en français, a été décrit pour la première fois en 1974 par le psychiatre américain américain Herbert Freudenberg.

Qu'est-ce que le burn out ?

Un burn-out est un épuisement physique et émotionnel et mental qui est souvent le résultat d'un surinvestissement prolongé au travail, accompagné d'une exigence qu'on s'infirme sur le plan émotionnel. Toutefois, il faut bien noter que le burn out n'est pas considéré comme une maladie mentale dans les classifications de références (Classification internationale des maladies CIM-11 de l'OMS et la 5e édition du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux DSM-5 de l'Association américaine de psychiatrie, ndlr). Il s'agit plutôt d'un trouble émotionnel, comme la souffrance au travail ou un trouble anxieux.

Quelles différences entre la dépression, le burn out ou la grosse fatigue ?

Dans le burn out, on retrouve un ensemble de symptômes à l'origine du syndrome d'épuisement mental professionnel. Les manifestations sont plus ou moins importantes et s'installent très progressivement, souvent de manière insidieuse. Ce qui est vraiment très caractéristique du burn out, c'est la rupture. C'est à dire que ces manifestations créent du jour au lendemain une rupture par rapport à l'état émotionnel d'origine de la personne.

Concrètement, quels sont les symptômes du burn out ?

Sur l'aspect émotionnel, on trouve de l'anxiété, une tension musculaire, un trouble de l'humeur - on oscille entre la colère, la tristesse, l'hypersensibilité. On retrouve des troubles de la mémoire, un manque de concentration, on est vraiment au bout de ses ressources intellectuelles. Sur le plan de la motivation, une perte de sens s'installe progressivement et se traduit par un désengagement, comme si on n'arrivait plus à comprendre ce qui nous motivait avant au travail. On observe aussi un effritement des valeurs qu'on mettait dans ce travail. On doute de ses compétences, de sa faculté à remplir une tâche, on remet en cause ses choix professionnels. Et souvent, la personne se dévalorise de plus en plus. On trouve aussi des signaux très forts au niveau du comportement : repli sur soi, isolement, agressivité et perte d'empathie à l'égard de ses proches. C'est une sensation de mise en danger, qui crée le repli sur soi, sans que la personne ne s'en rende vraiment compte.

On retrouve aussi des manifestations physiques dans le burn out ?

Toute une symptomatologie physique est, avec des difficultés à dormir, des douleurs musculo-squelettiques, des céphalées, des vertiges, des troubles du



comportement alimentaire, des maux de ventre...

Et un jour, sans l'avoir vu venir, c'est la rupture. C'est bien ça ?

Oui. Sans même qu'on s'en rende compte, un processus d'épuisement se met en place et conduit à ce point de rupture. Les patients expliquent : "je me suis réveillé un matin et je n'ai pas pu sortir de mon lit". Alors que, on le sait, le burn-out s'installait depuis plusieurs semaines voire plusieurs mois déjà. Quand on voit les patients, ils sont dans une situation de grande fragilité mais en réalité, ils ont tenu avec force et abnégation durant des mois. Ce sont des gens qui en général ne s'écourent pas et tiennent très longtemps, trop longtemps. Jusqu'à la rupture.

Pourquoi, psychologiquement, ça casse à un moment ?

Il est très important de faire un travail sur la souffrance liée à cet épuisement professionnel pour comprendre cette rupture. Mais il faut aussi porter une attention particulière aux antécédents personnels et familiaux du patient. Il faut comprendre son rapport personnel avec le travail, les exigences au sein de la famille, les exigences de ses parents. On retrouve dans l'histoire familiale du patient une reconnaissance parentale uniquement conditionnée au travail accompli, aux résultats, une concurrence au sein de la fratrie, des parents défaillants... C'est toute l'histoire du patient qui crée les conditions d'une mise en danger au travail et de burn-out.

Les conditions de travail ne suffisent donc pas à expliquer un burn out ?

Evidemment non. Les conditions de travail sont aussi en cause, comme la surcharge de travail, le manque de reconnaissance, mais l'histoire personnelle est tout autant importante. Pourquoi est-on jusqu'au bout dans les prises de ses troubles émotionnels,

physiques, psychologiques ? Dans la tête de ces patients, en général, tant qu'ils n'ont pas craqué, ils peuvent tenir. Ils sont souvent très surpris qu'on leur diagnostique un burn out. Et jusqu'au point de rupture, ils ne voient rien venir. Ce sont des gens qui tiennent les résultats, qui performant au travail et ne s'imaginent jamais pouvoir craquer.

C'est seulement après la rupture qu'on diagnostique le burn out ?

Oui. On ne diagnostique pas un burn out sans que le patient soit arrivé à la rupture. On peut l'alerter sur un risque d'épuisement mais on ne parle pas encore de burn out. Et quand le diagnostic est posé, après la rupture, il faut ensuite encore des semaines, parfois des mois pour que ces personnes l'acceptent et se sentent légitimes à être en arrêt. Avant cela, ils estiment qu'ils n'ont pas été à la hauteur de ce qu'on attend d'eux au travail. Pour eux, ils auraient dû remplir les objectifs, et se dévaloriser.

Comment sont pris en charge les patients qui souffrent du syndrome d'épuisement professionnel ?

Il faut toujours une prise en charge psychologique. Parfois, un traitement médicamenteux est nécessaire. Quand on retrouve au premier plan une profonde tristesse, de l'anxiété - perte de la capacité à ressentir le plaisir - de l'apatie, on prescrit des antidépresseurs pour traiter cette symptomatologie dépressive. Et si c'est le trouble anxieux qui est au premier plan comme des attaques de panique, un traitement d'expression, des difficultés à dormir, des pensées dysfonctionnelles, intrusives, dans ce cas, des anxiolytiques peuvent aider. On peut aussi proposer un traitement pour aider les patients qui ne trouvent pas le sommeil.

Quelle évolution pour ces patients ?

Bon nombre des patients de ne retourneront pas à leur ancien travail,

mais les mêmes conditions. Ils saisissent l'occasion pour se remettre en question, revoir leurs valeurs et la place du travail dans leur vie. C'est très perturbant pour eux de réaliser à quel point ils se sont infligés cette souffrance. Quand ils en prennent conscience, ils ont ce besoin très fort de comprendre pourquoi afin que cela ne se reproduise plus. "Quelle est ma voie ? Dois-je forcément m'épanouir dans l'abnégation et la performance au travail ?" Ils recherchent un meilleur équilibre entre la vie sociale, professionnelle, et familiale, les trois grandes sphères de la vie. Ce sont des questions existentielles qui sont au final salutaires. Ils savent que s'ils retournent dans le même environnement, les mêmes causes créent les mêmes conséquences. C'est donc une démarche très saine mais qui peut toutefois prendre du temps.

Peut-on brosser le portrait type des victimes de burn out ?

Selon la Haute autorité de santé (HAS), les femmes ont deux fois plus de risques que les hommes d'être victimes d'un burn out (3,1 % chez les femmes, 1,4 % chez les hommes selon les chiffres de la HAS de 2012, ndlr). Le ne dispose personnellement pas d'études chiffrées mais ce que je vois dans mon cabinet, ce sont des femmes qui ont besoin de prouver quelque chose, c'est le syndrome de la bonne élève. Elles ont besoin de reconnaissance et d'affection. Je constate que très tôt dans l'enfance, elles ont adhéré à la croyance que si elles performaient, elles existaient.

Avez-vous constaté une augmentation des cas de burn out depuis le début de la pandémie et la généralisation du télétravail ?

Complètement ! Deux raisons à cela. La première, c'est qu'il y a une porosité entre la vie perso et la vie pro, en plus d'une culpabilité à être à la maison, on veut prouver qu'on travaille. On répond toujours à ses mails et on ne réussit pas à former l'ordinateur à 18h30 parce qu'on n'a pas le transport alors on travaille encore plus tard. La deuxième raison c'est un surinvestissement au travail.

Le Covid a été une source d'anxiété et de stress. Pour donner du sens à tout ça et tenir malgré ce sentiment d'insécurité, certaines personnes se sont raccrochées à l'un des seuls domaines qu'elles pouvaient maîtriser. Elles ont alors surinvesti le travail pour se rassurer et pour trouver du sens à cette période d'insécurité et d'incertitude.

Peut-on faire de la prévention contre le burn out ?

Il est important d'être attentif à ses émotions, à des changements de comportements, aux messages transmis par notre corps. Le travail peut être au delà d'un certain seuil, une source de souffrance, et il faut l'avoir en tête. Il est primordial de veiller à l'équilibre entre les trois grandes sphères de notre vie, privée, sociale et professionnelle.

TUNISIE

Le G7 demande un retour «rapide» aux institutions démocratiques

Les ambassadeurs des pays membres du G7 et de l'Union européenne (UE) en Tunisie ont appelé vendredi à un retour «rapide» aux institutions démocratiques dans le pays, où le président Kais Saïed s'est arrogé les pleins pouvoirs.

«Nous réaffirmons notre attachement au respect des libertés fondamentales de l'ensemble des Tunisiens, et à un processus politique inclusif et transparent», ont indiqué les ambassadeurs de France, d'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, d'Italie, du Japon, du Royaume-Uni ainsi que celui de l'UE, dans un communiqué.

Selon eux, cela implique «une large participation des forces politiques et sociales du pays, suivant un calendrier précis, pour permettre le retour rapide au fonctionnement des institutions démocratiques, avec un Parlement élu jouant un rôle significatif».

«Cela permettra de garantir un soutien large et durable aux progrès futurs de la Tunisie», ont-ils ajouté.

Elu fin 2019, M. Saïed a invoqué en juillet dernier un article de la Constitution qui envisage des mesures exceptionnelles en cas de «péril imminent» à la sécurité nationale pour s'octroyer les pleins pouvoirs, limoger le chef du gouvernement et suspendre le Parlement pour une période initiale de 30 jours.

Sa décision a été qualifiée de «coup d'Etat» par ses adversaires politiques, en particulier le parti islamiste Ennahdha, principale force au Parlement.

RD CONGO

Libération de deux humanitaires du CICR enlevés le 30 novembre

Deux travailleurs humanitaires du Comité international de la Croix-rouge (CICR) qui avaient été enlevés le 30 novembre à la périphérie du parc des Virunga, dans l'est de la RD Congo, ont été libérés, a indiqué samedi le CICR.

«Nous sommes soulagés du retour de nos collègues et nous nous réjouissons qu'ils puissent retrouver leurs familles. C'est la fin de leur calvaire», a indiqué Rachel Bernhard, cheffe de délégation du CICR en République démocratique du Congo, sans plus de précisions sur les conditions de leur libération.

«Nous tenons à rappeler que cet enlèvement, et toute attaque à l'encontre de personnels humanitaires, peuvent mettre en péril des activités vouées à venir en aide à des communautés déjà durement touchées par le conflit», a-t-elle souligné.

Un porte-parole du CICR avait annoncé le 30 novembre que deux équipes d'un projet «adduction d'eau et habitat» se rendaient de Goma à Sake (27 km) quand, en cours de route, elles avaient été arrêtées par des hommes armés.

Dans le convoi de six personnes, deux ingénieurs du CICR - un Congolais et un étranger - avaient été kidnappés.

Les enlèvements ciblant les travailleurs humanitaires ne sont pas rares dans l'est de la RDC, où des dizaines de groupes armés sont répertoriés.

APS

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

L'AG de l'ONU adopte une décision réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, jeudi, une décision réaffirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux dispositions de la charte des Nations Unies et la résolution 1514 portant Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Lors de sa 76e session en cours, l'Assemblée générale (AG), a appuyé, dans une décision relative à la question du Sahara occidental, le processus de négociation lancé par la résolution 1754 (2007) du Conseil de sécurité et soutenu par d'autres résolutions en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable devant permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, et loue les efforts déployés à cet égard par le Secrétaire général et son envoyé personnel pour le Sahara occidental.

La décision de l'Assemblée générale vient en appui à la décision adoptée le 9 novembre par la commission chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation, et des affaires juridiques relevant de l'Assemblée générale.

L'AG souligne l'importance pour les parties de «faire preuve de volonté politique et de travailler dans une atmosphère

propice au dialogue afin d'entrer, de bonne foi et sans conditions préalables, dans une phase de négociation plus intensive, en prenant note des efforts consentis et des faits nouveaux survenus depuis 2006, assurant ainsi l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et le succès des négociations».

Ayant examiné de manière approfondie la question du Sahara occidental, l'AG réaffirme le droit inaliénable du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans sa résolution 1514 du 14 décembre 1960 portant Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Dans le sillage, elle prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colo-



niaux de continuer à suivre la situation au Sahara occidental et de lui présenter un rapport sur la question à sa soixante-dix-septième session et invite

également le Secrétaire général à lui présenter, à sa soixante-dix-septième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

Aminatou Haidar et RFKCenter appellent à la cessation des agressions marocaines contre les militants sahraouis

L'ONG américaine Robert F. Kennedy pour la justice et les droits de l'Homme (RFKCenter) et la lauréate du prix "Right Livelihood 2019", la militante sahraouie Aminatou Haidar, ont condamné la récente agression menée par les autorités d'occupation marocaines contre cette dernière, et exigé la fin des violations des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé.

Dans une déclaration conjointe rendue publique vendredi, Right Livelihood et Robert F. Kennedy "expriment leur plus vive préoccupation face à la récente agression physique menée par les forces de l'occupa-

tion marocaines contre Aminatou Haidar" qui protesta pacifiquement le 5 décembre, contre les nouvelles agressions contre sa collègue et défenseur des droits humains, Sultana Khaya.

"Nous condamnons les tentatives des forces d'occupation marocaines de réprimer violemment les voix sahraouies exigeant la fin des violations des droits humains commises par la puissance occupante", soulignent Right Livelihood et RFKCenter.

Le texte commun rappelle que des agents de police ont fait une descente au domicile de Khaya le 5 décembre à Boujdour occupée,

lui ont injecté une substance inconnue pour la deuxième fois et infecté son réservoir d'eau potable.

Khaya et sa famille sont de facto assignées à résidence depuis novembre 2020, où elles ont été soumises à diverses attaques et agressions de la part des forces de sécurité et des agents de police marocains.

Le 15 novembre 2021, Right Livelihood et RFK Human Rights ont dénoncé le pillage par les forces de sécurité marocaines du domicile familial de Khaya, les agressions sexuelles sur elle et sa sœur, et les menaces de mort proférées à leur encontre.

MALI-ASSISES NATIONALES DE LA REFONDATION

Assimi Goïta appelle à «une transformation des mentalités»

Le président de la transition au Mali, Assimi Goïta, a appelé à «une transformation fondamentale des mentalités et des comportements» dans le cadre de l'organisation des Assises nationales de la refondation (ANR), dont la phase locale débutera ce samedi, 11 décembre.

«Les Assises nationales de la refondation, qui s'engagent ce samedi et se terminent le jeudi 30 décembre 2021, sont une aubaine pour instaurer entre toutes les filles et tous les fils de ce pays un dialogue franc, direct et fécond, afin d'atténuer les querelles infécondes qui tendent à miner le processus de Transition en cours et nuire à l'espoir de renaissance du Peuple malien, pourtant épris de paix et de justice, mais particulièrement attaché à ses valeurs», a déclaré le chef de l'Etat malien.

Assimi Goïta a rappelé que «les Assises nationales de la refondation de l'Etat sont, par vocation, ouvertes au peuple malien, donc au Mali profond, le Mali des paysans, des bergers,

des artisans, des ouvriers, des ménagères, des personnes âgées, dépositaires de notre sagesse, des communicateurs traditionnels, gardiens de notre patrimoine culturel, des personnes déplacées ou réfugiées».

Pour le président de la Transition, ces assises ont pour objectif de permettre au peuple, de «s'exprimer en toute liberté, sans tabou et sans exclusive, suivant les règles sacrosaintes du dialogue et qui sous-tendent l'écoute mutuelle».

Et d'ajouter qu'«il y va de la légitimité des recommandations qui sortiront de ce débat national mais aussi de la nécessaire adhésion du peuple tout entier pour assumer, accompagner et suivre la mise en œuvre des réformes audacieuses à entreprendre par la suite pour l'avènement du nouveau visage de l'Etat malien».

Goïta a expliqué que «la réussite de cet événement hautement important pour le devenir du Mali, se mesurera à l'aune des propositions fortes et pertinentes qui en sortiront et qui

aideront à la conduite stratégique de la gouvernance globale de notre pays, en harmonie avec le voisinage immédiat et l'environnement international».

«D'où la nécessité d'une transformation fondamentale des mentalités et des comportements», a souligné le chef de l'Etat. Enfin Assimi Goïta a annoncé que «les Assises nationales de la refondation nous offrent une occasion exceptionnelle pour nous interroger sur le type de citoyens que nous voulons être, les valeurs sociétales endogènes que nous voulons accroître et promouvoir (...) le type de leaders dont nous avons besoin pour construire et conduire le Mali nouveau».

A noter que lesdites assises, devraient permettre aux Maliens de déterminer le chronogramme des futures élections, décider de se prononcer sur la durée de la transition en plus de se pencher sur les réformes de refondation.

Treize thématiques seront débattues au cours de ces assises

nationales : défense et sécurité, souveraineté nationale, lutte contre le terrorisme, justice et droits de l'homme, politique de bonne gouvernance, politique étrangère et coopération internationale, intégration africaine, réformes sociales, questions humanitaires, élections et l'accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger.

Ces assises nationales, qui seront placées sous l'égide de la présidence de la transition, concernent toutes les couches sociales et forces vives de la nation et de la diaspora.

Au total, il y aura plus de 150 participants au niveau des 19 régions, 300 au district de Bamako et 1000 pour les assises nationales.

Les échanges et communications se dérouleront en séances plénières et en groupes de travail, selon le règlement intérieur.

Les assises nationales avaient été annoncées à la mi-juin par le Premier ministre de transition malien, Choguel Maïga.

ONU Des signes d'espoir pour un avenir sans haine raciale

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les formes contemporaines de racisme et de discrimination raciale, Mme Tendayi Achiume, a déclaré vendredi qu'il y avait des signes d'espoir pour un avenir sans haine raciale, mais a reconnu que la situation du racisme aujourd'hui était «profondément complexe».

Revenant sur les 18 mois écoulés depuis que la pandémie de Covid-19 a commencé, Mme Achiume a souligné les soulèvements internationaux en faveur de la justice raciale dont le monde a été témoin en 2020, à commencer par le meurtre de l'Afro-américain George Floyd à Minneapolis (Etats-Unis), et considère qu'il s'agit d'un moment décisif dans le mouvement de rejet mondial contre le racisme systémique.

La Rapporteuse spéciale a déclaré: «Il y a des signes d'espoir pour un avenir sans haine raciale», ajoutant toutefois que la situation du racisme aujourd'hui «est profondément complexe».

Dans ce contexte, l'experte de l'ONU a décrit les vastes manifestations de cet été comme «une période d'espoir», ajoutant que les cris pour la justice raciale pourraient déclencher «une volonté politique, un élan parmi les Etats membres de l'ONU, pour vraiment prendre au sérieux certaines des plaintes dans le monde en-

tier». Malgré ces manifestations massives de solidarité, Mme Achiume s'inquiète de la persistance de formes structurelles de racisme et de xénophobie.

Elle a expliqué que dans les pays du monde entier, l'inégalité au cours de la pandémie s'est manifestée par des défis qui touchent largement les minorités raciales, ethniques et nationales ou les groupes marginalisés, avec un accès inégal aux soins.

«Au niveau transnational, ce que les gens ont décrit comme un apartheid vaccinal, c'est-à-dire la répartition de l'accès aux vaccins, est radicalement différent selon que l'on se trouve dans le Nord ou le Sud du monde», a déclaré Mme Achiume.

L'une des difficultés rencontrées dans l'accomplissement de sa mission est de faire face aux différentes expressions du racisme d'un pays à l'autre.

«La façon dont le racisme est exprimé aux Etats-Unis est très différente de la façon dont il peut être caractérisé



à Singapour, au Royaume-Uni, ou ailleurs», a déclaré Mme Achiume.

«Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de discrimination ou d'intolérance, mais la façon dont elle opère et se manifeste, est très différente».

Mme Achiume a déclaré que les événements récents ont unifié le dialogue international sur les questions connexes. «Une chose qui a changé et je l'ai mentionné après le meurtre de George Floyd, c'est qu'il y avait une façon de penser et de parler

du racisme et dans certains endroits, même de la xénophobie», a-t-elle dit, reconnaissant que les gens «de toutes les races, de toutes les ethnies, de tous les sexes dans les rues», réclamaient justice pour le meurtre de George Floyd aux Etats-Unis et bien au-delà. L'experte des Nations unies a également souligné l'ampleur des dommages causés par la discrimination, expliquant que «personne n'est à l'abri du racisme, et de la xénophobie».

PALESTINIENS Les Palestiniens de Cisjordanie votent aux municipales

Des municipales se tiennent samedi dans les villages en Cisjordanie occupée, pour des élections en deux temps qui ne sont pas organisées à Gaza où le mouvement Hamas au pouvoir refuse d'organiser un scrutin tant que des élections nationales ne sont pas convoquées.

Aucune élection législative ou présidentielle n'a été organisée dans les Territoires palestiniens depuis 15 ans

mais les dernières municipales, déjà boycottées par le Hamas, avaient eu lieu en 2017.

Organisé dans 376 villages de Cisjordanie, le scrutin de samedi ne se tient dans les faits que dans 154 localités, personne ne s'étant déclaré dans 60 bourgs et une seule liste de candidats ayant été enregistrée dans 162 autres villages.

Les bureaux de vote, qui ont ouvert

à 07H00 (05H00 GMT), fermeront à 19H00 (17H00 GMT) et quelque 405.000 électeurs palestiniens sont appelés à voter, d'après la commission électorale.

Ces élections, dont une deuxième phase se tiendra dans les villes en mars, sont largement considérées comme dépourvues d'enjeu, la plupart des candidats se présentant sous l'étiquette d'indépendants et le Hamas ayant refusé d'y participer.

UE Le chancelier allemand appelle l'UE à «emprunter une approche pacifique dans un monde multipolaire»

L'Union européenne (UE) doit coexister pacifiquement avec d'autres puissances tout en recherchant une souveraineté stratégique dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, a déclaré vendredi soir le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz.

Le monde moderne «ne sera pas autant bipolaire que certains le supposent», a-t-il confié lors d'une conférence de presse à l'issue de

sa rencontre avec le président du Conseil européen, Charles Michel.

Il sera plutôt un monde multipolaire avec «de nombreuses puissances», dont les Etats-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, l'Inde ainsi que d'autres fortes nations émergentes.

A ses yeux, travailler de façon multilatérale devrait «figurer sur la feuille de route de l'Union européenne

lorsqu'il s'agit d'interagir avec le reste du monde».

«Nous devons garantir que nous pouvons tous vivre ensemble pacifiquement et ça ne sera pas facile.

Mais c'est le défi auquel nous sommes confrontés et nous devons le relever», a ajouté M. Scholz.

Le chancelier allemand a souligné que son pays, un grand acteur au cœur de l'UE, avait un rôle important

à jouer afin de garantir des progrès et un avenir brillant pour l'Europe.

M. Scholz se trouvait à Bruxelles après s'être rendu à Paris, première étape de son premier déplacement à l'étranger en tant que chancelier allemand.

Il a également rencontré vendredi la présidente de la Commission européenne, sa compatriote Ursula von der Leyen.

AFGHANISTAN-PAKISTAN Les talibans pakistanais refusent de renouveler un cessez-le-feu

Les talibans pakistanais ont annoncé vendredi qu'ils ne renouvelleront pas un cessez-le-feu d'un mois qui s'est achevé jeudi, prenant par surprise Islamabad qui s'attendait à ce qu'ils prolongent cette trêve.

Groupe distinct des talibans afghans, mais mû par la même idéologie terroriste et une longue histoire commune, le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP)

a mené d'innombrables attentats qui ont ensanglanté le Pakistan entre sa création, en 2007, et 2014.

Affaibli ensuite par d'intenses opérations de l'armée, il est revenu en force depuis plus d'un an, obligeant Islamabad à ouvrir des négociations pour la première fois depuis 2014, avec la médiation des talibans afghans.

Dans un communiqué publié jeudi

soir, le TTP a accusé le gouvernement d'avoir violé les termes du cessez-le-feu, en ne libérant pas certains de ses militants et en tuant d'autres.

«Maintenant, le public pakistanais doit décider qui ne respecte pas l'accord, le Tehreek-e-Taliban ou l'armée pakistanaise», a justifié le TTP. «Il n'est pas possible dans ces circonstances de prolonger le cessez-le-feu».

CHINE-USA Pékin qualifie la démocratie américaine d'«arme de destruction massive»

Pékin a qualifié samedi la démocratie américaine d'«arme de destruction massive», après le sommet pour la démocratie organisé par Joe Biden pour rapprocher les pays partageant les mêmes valeurs face aux régimes autoritaires.

«La +démocratie+ est devenue depuis longtemps une +arme de destruction massive+ utilisée par les Etats-Unis pour s'ingérer dans les autres pays», a dénoncé le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères dans un communiqué publié en ligne, qui accuse aussi Washington d'avoir «fomenté des +révolutions de couleur+ à l'étranger».

La Chine avait été laissée à l'écart du sommet virtuel de deux jours, ainsi que d'autres pays comme la Russie et la Hongrie, et a vertement accusé le président américain d'attiser les divisions idéologiques héritées de la Guerre froide.

Le porte-parole de la diplomatie chinoise assure aussi que le sommet a été organisé pour «tracer des lignes de préjugés idéologiques, instrumentaliser et armer la démocratie... (et) inciter à la division et à la confrontation». La Chine s'engage de son côté à «résister et à s'opposer résolument à toutes sortes de pseudo-démocratie».

USA-GRÈCE Les Etats-Unis proposent des frégates à la Grèce

Le gouvernement américain a donné vendredi son feu vert à une possible vente à la Grèce de quatre frégates, entrant en concurrence avec Paris qui a conclu en septembre un accord préalable sur la vente de trois frégates françaises à la marine grecque.

Dans un communiqué, le département d'Etat a annoncé avoir approuvé ce projet de vente de quatre frégates de combat et leur équipement, d'une valeur de 6,9 milliards, moins de trois mois après la signature à Paris par le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis d'un accord pour un contrat similaire, qui reste à finaliser.

VENEZUELA «Pires» atteintes aux droits humains des 30 dernières années

Le Venezuela traverse actuellement «la pire» période d'atteinte aux droits humains des 30 dernières années, estime Rafael Uzcategui, sociologue et directeur de l'ONG Provea, récompensé vendredi à Caracas.

«Aujourd'hui, nous sommes face à la situation la pire en matière de droits humains des 33 années d'existence de Provea. Pas seulement en raison de l'absence de démocratie, mais aussi en raison de la crise économique qui a généré un niveau de pauvreté inconnu ces 40 dernières années», a affirmé M. Uzcategui, en recevant un prix franco-allemand de défense des droits humains à l'ambassade de France de Caracas. Le directeur de Provea (Programme vénézuélien d'éducation et d'action sur les droits humains) a aussi évoqué les risques encourus par les défenseurs des droits humains, notamment les militants locaux moins médiatisés que lui.

«Les autorités ne veulent pas que certaines choses se sachent. Nos fêtes la journée des droits de l'homme avec un compagnon en prison», a-t-il dit, évoquant le cas de Javier Tarazona, le directeur de l'ONG Fundaredes. Spécialiste de la zone frontalière avec la Colombie et critique du pouvoir, M. Tarazona a été arrêté en juillet et accusé de terrorisme. «Cette année, nous avons une triste réussite : l'ouverture d'une enquête de la Cour pénale internationale (sur la répression des manifestations anti-pouvoir de 2017 et des prisonniers politiques). Il y a des autorités qui savent que les défenseurs des droits humains ont une responsabilité dans ce succès et elles peuvent à tout moment nous le faire payer», a-t-il dit.

DÉCÈS Dernier hommage à la défunte Saloua au Palais de la Culture Moufidi Zakaria

Un dernier hommage a été rendu vendredi matin au Palais de la Culture Moufidi Zakaria à Alger à la défunte Saloua, décédée jeudi à Blida à l'âge de 86 ans, en présence d'artistes, de nombre de ses fans et des membres de sa famille.

Les présents, en tête desquels la ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal ont défilé autour de la dépouille de la défunte dont le départ a endeuillé la scène culturelle algérienne, elle qui a illuminé l'art algérien de sa présence et de créativité des années durant.

Plusieurs artistes pour ne citer que Narjess et Nadia Benyoucef ont été à l'accueil de la dépouille de la défunte et lui ont rendu un ultime hommage dans un climat chargé d'émotions.

S'exprimant à l'occasion, la ministre a fait part de sa tristesse quant à la disparition d'une sommité artistique qui a grandement contribué dans la culture algérienne en Algérie et à l'étranger.

Ambassadrice de l'art et de la culture algérienne, l'artiste a laissé derrière elle un actif riche en œuvres immortelles, a poursuivi Mme Chaalal.

Pour sa part, l'artiste Narjess a relevé que l'Algérie avait perdu en la personne de Feu Saloua une sommité de l'art algérien, une icône, une ambassadrice et une école artistique, rappelant son parcours à l'émission «Alhan wa Chabab» dans les années 70.

Pour sa part, l'artiste Nadia Benyoucef, a fait savoir que la chanteuse Seloua était comme «sa deuxième maman», qualifiant la défunte de «diva de l'art algérien authentique et une personne cultivée, que ce soit dans sa manière de parler, son style vestimentaire ou sa présence sur la scène...».

De son côté, l'artiste Sadek Djemaoui, leader de la troupe «El Bahara (les marins)», a soutenu que la défunte Seloua était «une sommité artistique algérienne, arabe et mondiale qui a dignement représenté l'Algérie à travers sa présence incroyable sur la scène, sa politesse,

sa splendeur, la beauté de sa voix et son élégance», ajoutant que «la défunte était une algérienne jusqu'à la moelle épinière et une vraie ambassadrice de l'art algérien».

Il a rappelé, dans ce sens, que la chanteuse Seloua l'avait encouragé lors de ses débuts dans les années 1970 et l'accompagné, à l'instar de nombreux autres artistes, en l'invitant à une tournée artistique en Libye après la fin du programme «Alhan wa Chabab».

Cette cérémonie s'est déroulée également en présence du directeur de la Culture de la wilaya de Blida, Meshoub Elhadj, qui a estimé que la défunte Seloua était «une grande artiste algérienne authentique et une icône de la chanson moderne», ajoutant que «la scène artistique algérienne avait perdu suite à sa disparition l'une de ses plus belles voix uniques».

Pour sa part, l'artiste et chercheur en musique, Abdelkader Bendaamache, a estimé que Seloua était «une femme exceptionnelle et une grande star».

Elle était également une personnalité artistique complète, nationaliste et une école ayant formé plusieurs artistes connus, dont Youcef Boukhantach et Nadia Benyoucef.

Concernant son absence durant deux décennies sur la scène artistique, M. Bendaamache, également directeur général de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), a fait savoir que la chanteuse Seloua était «touchée par la situation sociale et politique qu'a connu l'Algérie», ajoutant qu'elle était «très sensible aux événements qui se sont déroulés dans le pays».

Le président de l'Association «Les Amis de la Rampe Louni Arezki», Lounis Ait Aoudia a déploré le peu d'artistes présents pour rendre un dernier hommage à la défunte qui reste



«le symbole de la culture algérienne et son ambassadeur dans le monde».

La chanteuse Saloua, de son vrai nom Fetouma Lemitti, avait débuté sa carrière en 1952 à la radio-Alger pour animer une émission destinée aux enfants avant de se rendre à Paris pour devenir l'animatrice de la première émission dédiée aux femmes arabes à la radio française.

Après sa rencontre avec le compositeur Lamraoui Missoum, elle enregistre son premier titre en 1962 «Lalla Amina» qui sera classé troisième des ventes de la célèbre maison de disques «Pathé Marconi».

Sa voix d'exception et sa culture musicale lui permettront de se perfectionner et percer dans la chanson au lendemain de l'indépendance où elle a collaboré avec Mahboub Bati

et Boudjemia Merzak qui deviendra son époux. Elle est également connue pour avoir animé la première version de l'émission «Alhan oua Chabab» avec Maïti Bachir.

Son talent dans l'interprétation du hawzi l'a imposé comme la digne héritière de Fadhlila Dziria après son décès. Entre autres chansons, «Nahwak Ya Lghali», «Kif Rayi Hemelni», «Mazalni Maak» et «Chams» qu'elle a chantées avec le défunt artiste Rabah Driassa.

Elle a eu plusieurs distinctions au cours de sa carrière en reconnaissance à son apport à l'art algérien pendant plus d'un demi siècle, notamment en 2012 par le ministère de la Culture ainsi qu'en 2014 et 2019 respectivement à Alger et à Blida.

La dépouille de la défunte a été inhumée vendredi au cimetière d'El Alia à Alger.

TISSEMSILT Ouverture de la 3^{ème} édition des journées nationales du court-métrage

La troisième édition des journées nationales du court-métrage ont débuté, vendredi, au niveau de la maison de la culture Mouloud Kacem Naït Belkacem, de la ville de Tissemsilt. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a été marquée par la mise sur pied d'une exposition d'appareils photo anciens, de moyens techniques utilisés dans le domaine cinématographique, de photos et d'ouvrages consacrés à la Guerre de libération nationale. Cet événement de trois jours verra la projection de 21 œuvres en lice pour briguer les trois distinctions prévues aux meilleures d'entre-elles, ont indiqué les organisateurs,

ajoutant qu'un jury de spécialistes évaluera ces participations représentant 21 wilayas du pays. Deux ateliers dédiés au maquillage et à la réalisation de court-métrages figurent au programme de ces journées ainsi que la présentation de conférences sur ce genre filmique au profit des cinéastes amateurs participant à ces journées. L'événement coïncide avec la célébration du 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960. Il est organisé à l'initiative de la maison de la culture de Tissemsilt, en collaboration avec l'association de wilaya «Culture et arts», rappelle-t-on.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BATNA
DAÏRA DE RAS EL AÏOUN
COMMUNE DE GOSBAT
NIF/ 09 84 0539 504 93 17

Avis d'attribution provisoire + infructuosité

Conformément aux dispositions du décret présidentielle 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation de service public (Articles 40, 65, 71, 72 et 82).

- Suite à l'avis d'Appel d'offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 03/2021 pour :

Acquisition (produits alimentaires généraux, légumes et fruits, pain, viandes blanches et rouges) pour les cantines scolaires année 2022 :

- Lot n° 01 : produits alimentaires généraux

- Lot n° 02 : légumes et fruits.

- Lot n° 03 : pain.

- Lot n° 04 : viandes blanches et rouges.

- Paru dans les deux journaux nationaux : «sport دزائر» en arabe et «DKNEWS» et en français le 16/12/2021 et le bulletin officiel des marchés de l'Opérateur public «BOMOP» dans un délai de : DIX (10) JOURS.

Suite à la proposition de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres de la séance d'évaluation des offres daté le : 01/12/2021.

Le chargé de gérer les affaires de la commune GOSBAT, informe, les soumissionnaires ayant participé à cet avis d'Appel D'offres que les projets sont attribués provisoirement selon le tableau ci-dessous, et l'Infructuosité des lots n° : 03 et 04.

Intitulé de l'opération	Nom Et Prénom du Fournisseur	Numéro d'identification fiscale «NIF»	Montant DA		Note de l'offre technique	Délai de fourniture	Observation
			Seuil minimale (DA)	Seuil maximale (DA)			
Acquisition (produits alimentaires généraux, légumes et fruits, pain, viandes blanches et rouges) pour les cantines scolaires année 2022	- Lot n° 01 : produits alimentaires généraux	Bouafia Djamel	89,66,93,990,04,504	77,67,457,00	9,321,906,50	30/50	Qualifié techniquement et financièrement (la moins disant)
	- Lot n° 02 : légumes et fruits.	Bouafia Djamel	47,953,990,028,855	3,947,999,00	4,738,600,00	30/50	
	- Lot n° 03 : pain.	Infructueux : L'offre unique présentée n'était pas conforme au contenu du cahier des charges					
	- Lot n° 04 : viandes blanches et rouges.	Infructueux : conformément aux dispositions de l'article 24 du cahier des charges.					

Il est accordé aux soumissionnaires contestataires éventuels de ce choix un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public, la presse pour introduire leurs recours auprès de la commission communale des marchés publics.

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont invités à se rapprocher de service contractant, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de publication de cet avis.

DK NEWS

Anep : 2116021664 du 12/12/2021

RENCONTRE Rencontre sur la Révolution et la pensée de Frantz Fanon

Une rencontre scientifique sur le thème de «La Révolution pour l'indépendance de l'Algérie et la pensée de Frantz Fanon» a été animée, jeudi à Alger par des universitaires et écrivains, qui ont mis en valeur la pluri-dimensionnalité de la pensée du psychiatre penseur, en commémoration des manifestations du 11 décembre 1960.

Organisée et accueillie à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, la thématique de cette rencontre a été décryptée par, les professeurs d'université, Noureddine Zemam de Biskra, Wahid Benbouaziz d'Alger II, Toufik Chabou de Blida II et l'écrivain, journaliste H'Mida Layachi. Communiquant sur les aspects pouvant mieux cerner la pensée «universelle et encore d'actualité» de Fanon, les quatre intervenants ont développé autour de différents intitulés, en lien respectivement avec, «des violences révolutionnaires et le complexe de la gauche», «lectures autour de l'œuvre de Frantz Fanon» du regretté Abdelkader Djeghloul, et «la reconnaissance et l'aliénation chez Frantz Fanon».

L'ensemble des intervenants ont d'entrée mis en valeur la pluri-dimensionnalité de la pensée fanonienne, déclinée en plusieurs volets, humain, psychologique, philosophique, politique, social et anthropologique, entre autre, précisant qu'en plus de ses études sur le comportement du colonisé noir africain, Frantz Fanon n'aurait pas ainsi développée sa pensée s'il n'était pas, au contact de l'Algérie avec un regard d'analyste, de psychiatre et d'éclairer.

Passant en revue quelques étapes dans la réflexion progressiste de l'auteur de «Peau noire, masques blancs», les conférenciers ont évoqué le développement de la pensée collectiviste chez Fanon qui aboutira à des adaptations idéologiques contextuelles, à l'instar de l'idée d'un socialisme particulier à l'Afrique.

La relation dialectique entre la pensée de Frantz Fanon (1925-1961) et la révolution, dont il a fait, au-delà de son militantisme, son objet d'étude, répondait à son intention d'aboutir à l'instauration d'une «théorie sur le Tiers

monde», ce qui l'a conduit à étudier, entre autres préoccupations intellectuelles, les comportements du colonisateur et du colonisé.

«Les damnés de la terre», «An 5 de la révolution algérienne» et plusieurs autres ouvrages encore ont permis à la pensée humaniste de Frantz Fanon, d'accéder à l'universalité et, est perçue par nombre d'académiciens dans le monde comme «La pensée post-coloniale».

L'orientation morale de la «violence révolutionnaire», comme une sorte de «paix positive» a également fait l'objet de plusieurs études chez le psychiatre penseur qui se étroitement l'idée de la reconnaissance à celle de la nécessité du conflit par la violence, en vue d'imposer son existence et être reconnu comme entité libre et souveraine.

En marge de la conférence, deux expositions visibles jusqu'au 14 décembre, dédiées aux manifestations de la Journée historique du 11 décembre 1960, ont été inaugurées dans le hall de la Bibliothèque nationale d'El Hamma, dont l'une, organisée par l'association «Art et Mémoire» d'Alger.

Des titres de presse francophone et arabo-phonie, datés des années 1960 à 2015, tous frappés de unes sur les manifestations du 11 décembre 1960, ont été exposés, aux côtés d'ouvrages traitant de témoignages, de mémoire et de biographies des héros de la Révolution, ainsi que des livres d'histoire, de différents formats littéraires.

Un peu plus loin, dans un autre espace du hall de la bibliothèque, l'association «Art et Mémoire» d'Alger, présidée par Azzeddine Boumala, a placardé une dizaine de photos authentiques agrandies sur les événements du 11 décembre et exposé plusieurs objets évoquant l'ancien Alger. Un atelier réunissant une vingtaine d'enfants suivi d'un concours, a été lancé, invitant cha cun à reproduire par le dessin, ce qu'il aura retenu de la projection d'un montage documentaire sur cette journée historique et des explications pédagogiques fournies par les responsables de l'association «Art et Mémoire» d'Alger.

APS

MONDE ARABE

Deux chercheurs algériens lauréats du prix OAPEC pour la recherche scientifique 2020

Deux chercheurs algériens ont remporté le prix de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC) pour la recherche scientifique de l'année 2020, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines.



Il s'agit du Dr. Laid Gueriche et de Mohamed Boucena de l'Université de Jijel pour leurs recherches liées aux répercussions environnementales et économiques du torchage du gaz associé. Dr. Amel Tebani de l'Université d'Alger a obtenu, sur sa part, la deuxième place pour sa recherche liée à l'application des mécanismes de tarification du carbone sur les sources énergétiques.

L'annonce des résultats des travaux du comité du

prix "OAPEC" pour la recherche scientifique 2020 est faite lors de la 107ème réunion du conseil des ministres de l'OAPEC tenue jeudi par visioconférence.

Présidée par le ministre saoudien de l'Energie, l'émir Abdelaziz Ben Salmane, la réunion à laquelle a pris part le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a abordé les voies et moyens de relancer et développer l'activité de l'Organisation, dont le développement de la formation et

des stages. A cet effet, l'Institut algérien du pétrole (IAP) s'est vu confié la mission de former 30 cadres de différents pays membres dans le domaine de l'industrie pétrolière et gazière.

Le Conseil a examiné les thèmes inscrits à l'ordre du jour, notamment le projet du budget prévisionnel de l'Organisation pour 2022 et le rapport du secrétaire général sur les activités de l'OAPEC ainsi que la situation pétrolière mondiale.

CHINE

La fusée porteuse Longue Marche entame sa 400^e mission

Un nouveau groupe de satellites a été envoyé dans l'espace avec succès vendredi, marquant la 400^e mission de lancement de la série de fusées porteuses Longue Marche développée par la Chine.

Depuis le premier lancement en 1970, la série de fusées porteuses Longue Marche a réalisé 92,1 % des missions de lancement dans l'espace de la Chine, selon la China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC), concepteur de la série de fusées et principal acteur de l'industrie spatiale du pays. Au cours des 51 dernières années,

la série Longue Marche a envoyé plus de 700 vaisseaux spatiaux dans l'espace, selon la CASC, citée par l'agence Chine Nouvelle.

Sur les 400 missions de lancement effectuées par les fusées Longue Marche, la première série de 100 missions a été effectuée en 37 ans, la deuxième série de 100 missions en sept ans et demi, et la troisième série de 100 missions sur environ quatre ans. Les 100 dernières missions de lancement ont été réalisées en seulement 33 mois depuis mars 2019.

FRANCE

Snapchat annonce renforcer la lutte contre la drogue sur sa plateforme

Snapchat, une application de partage de vidéos et de photos très prisée des jeunes, a annoncé jeudi une série d'initiatives autour de la lutte contre la drogue sur sa plateforme, dont une amélioration de la détection et de la suppression des contenus liés à la drogue.

La plateforme va renforcer "l'équipe qui répond aux demandes de la police et autres autorités sur les questions liées aux contenus illicites", indique Snapchat dans un communiqué.

Pour améliorer la détection et la suppression des contenus liés à la drogue, Snapchat combine plusieurs moyens à disposition, notamment grâce à l'intelligence artificielle, la modération humaine et les signalements des utilisateurs.

Dans le cadre de la prévention, Snapchat annonce la mise en place d'un portail, baptisé "Heads Up", visant à "sensibiliser les utilisateurs sur les risques liés à la drogue et aux addictions".

Les utilisateurs pourront y trouver "des informations vérifiées de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et

les conduites addictives (MILDECA), avec notamment une série de vidéos autour des risques liés à la consommation de cannabis, de MDMA ou l'usage détourné du protoxyde d'azote", précise la plateforme.

"Les mesures annoncées aujourd'hui s'inscrivent dans une approche globale de la lutte contre le trafic de substances illicites, allant du développement d'outils proactifs pour détecter et supprimer les contenus et les comptes liés à la drogue, à une collaboration étroite avec les autorités", affirme Sarah Bouchahou, responsable des Affaires publiques pour la France chez Snap Inc., dans un communiqué.

Grâce aux réseaux sociaux comme Snapchat ou Instagram et aux messageries cryptées comme Signal ou Telegram, recevoir des stupéfiants chez soi est devenu un jeu d'enfant, et la pandémie de Covid 19 a amplifié le phénomène. Le ministre français de l'Intérieur Gérard Darmanin avait publiquement tancé Snapchat fin mai, en appelant à "prendre ses responsabilités" pour "arrêter d'être le réseau social de la drogue".

APS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE GHARDAÏA

OPÉRATION: N°: NE 5.535.1.262.147.21.01

INTITULÉE : ENTRETIEN CHEMINS COMMUNAUX (TRANCHE2021)

NIF DU SERVICE CONTRACTANT : 408015000047019

Avis l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 14/2021

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Gharadaïa lance un avis l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour

Projet : Entretien des chemins communaux en Deux (02) lots séparés

LOT N° 01 : Entretien du CC N° 102 entre Pont SNTV et carrefour Tribunal (Gharadaïa) sur 400 ml

LOT N° 02 : Entretien en emploi partiel des chemins communaux à travers la wilaya de GHARDAÏA

NB : Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Le jugement se fait par lot cela veut dire que le soumissionnaire doit présenter des moyens humains et des moyens matériels pour chaque lot à part à l'exception du poste d'enrobé

CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Ne sont éligibles au présent appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales que les entreprises ou groupement d'entreprise satisfaisant obligatoirement aux conditions minimales suivantes :

- Pour une entreprise seule :

* En matière de qualification et de classification professionnelles : Etre qualifiée en Travaux Publics (Activité Principale) et classée à la catégorie 4 ou plus. Le certificat de qualification et classification professionnelles doit porter les codes 345-4210 et 345-4252 relatifs respectivement aux travaux de terrassements et aux travaux de routes et d'aérodromes.

* En matière de références professionnelles : Avoir réalisé (attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public) au moins un projet routier en béton bitumineux d'un linéaire égal ou supérieur à 02 km ou équivalent en surface.

- Pour un groupement d'entreprises :

* En matière de qualification et de classification professionnelles : Les membres doivent être qualifiés en Travaux Publics (Activité Principale) et classés à la catégorie 4 ou plus. Les certificats de qualification et classification professionnelles doivent porter les codes 345-4210 et 345-4252 relatifs respectivement aux travaux de terrassements et aux travaux de routes et d'aérodromes.

* En matière de références professionnelles : L'un des membres doit avoir réalisé (attestation de bonne exécution délivrée par un maître d'ouvrage public) au moins un projet routier en béton bitumineux d'un linéaire égal ou supérieur à 02 km ou équivalent en surface.

Les entreprises satisfaisant à ces conditions pourront retirer le cahier des charges auprès de La Direction Des Travaux Publics De La Wilaya De Gharadaïa Rue Maamer Rouani TEM - Gharadaïa

Les soumissions constituées du dossier de candidature, de l'offre technique et de l'offre financière accompagnées des pièces exigées ci-dessous, doivent être déposées auprès de : Direction Des Travaux Publics De La Wilaya De Gharadaïa, Rue Maamer Rouani, TEM - Gharadaïa - à la date correspondante au dernier jour de la durée de préparation des offres, et l'heure limite est fixée avant 14H00.

Les pièces réglementaires exigées sont énumérées dans le cahier des charges (Règlement de l'appel d'offres) :

Le dossier de candidature contient : les documents énumérés dans article 8 du cahier de charge

L'offre technique contient :

1. Une déclaration à souscrire.

2. Un mémoire technique justificatif composé de la liste des références professionnelles et la liste des cadres prévus pour l'exécution du projet et le canevas de présentation de la liste des moyens matériels du soumissionnaire par lot ou bien un autre modèle de mémoire technique justificatif proposé par le soumissionnaire qui doit contenir les informations identiques).

Ce mémoire technique justificatif doit être obligatoirement renseigné signée et cachetée par le soumissionnaire. Faute de quoi l'offre sera rejetée.

3. Le présent cahier des charges dûment rempli, daté et signée.

L'offre financière contient :

1. La lettre de soumission.

2. Le bordereau des prix unitaires.

3. Le devis quantitatif et estimatif.

Le dossier de candidature, offre technique et l'offre financière devront être distinctes et contenues dans des plis séparés avec indication pour chaque pli «Dossier de candidature», «Offre technique» et «Offre financière».

Elles sont remises en un seul pli, sous double enveloppe dont celle de l'extérieure sera anonyme et ne doit contenir que la mention :

Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et des offres

Projet : Entretien des chemins communaux en Deux (02) lots séparés

LOT N° 01 : Entretien du CC N° 102 entre Pont SNTV et carrefour Tribunal (Gharadaïa) sur 400 ml

LOT N° 02 : Entretien en emploi partiel des chemins communaux à travers la wilaya de GHARDAÏA

La durée de préparation des offres 10 jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse. Si le dernier jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La durée de validité des offres sera égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois, à compter de la date de dépôt des offres.

L'ouverture des plis se fera, le jour de dépôt des offres à 14h30, en séance publique en présence des soumissionnaires ou leurs représentants qui souhaitent y assister, au Siège de la Direction Des Travaux Publics De La Wilaya De Gharadaïa - T.E.M - Rue Maamar Rouani.

Programme de la soirée

TF1 21:05

Star Wars : l'ascension de Skywalker



Une rumeur de plus en plus persistante indique que l'empereur Palpatine, alias Dark Sidious, serait toujours vivant et plus puissant que jamais. Leia envoie des agents sur ses traces tandis que Kylo Ren, pour d'autres raisons, est également à la recherche du terrible seigneur Sith. Pendant ce temps, Rey, dernier espoir des Jedi, parfait son entraînement afin de combattre le Premier Ordre. De leur côté, Poe Dameron, Finn et Chewbacca, pourchassés par des vaisseaux ennemis, découvrent qu'un espion travail pour eux au sein du Premier Ordre.

France 2 21:05

Docteur ?



C'est le réveillon de Noël et Serge Mamou-Mani parcourt les rues de Paris. Désabusé et porté sur la boisson, ce médecin sur le point d'être radié pour de nombreux manquements, est le seul urgentiste disponible. Quand Rose Malaparte, une de ses jeunes patientes, l'appelle après avoir pris trop de calmants, Serge parvient à rentrer dans son appartement grâce à l'aide de Malek Aknoun, un livreur. Le jeune homme, enthousiaste et serviable, accepte ensuite de livrer une ordonnance à un autre de ses patients pendant que Serge surveille Rose, inconsciente.

France 3 21:05

Les enquêtes de Vera



Sur une petite île au large de la Grande-Bretagne, Gemma, une guide travaillant dans une réserve ornithologique, est retrouvée morte. Vera se rend sur place pour mener l'enquête. Le corps a été jeté sur le rivage par la mer, avant d'être découvert par le jeune Ryan, le fiancé de Gemma. Sophia, la responsable d'équipe des gardes forestiers, constate qu'un bateau a disparu. Vera découvre que Gemma ne s'entendait pas avec sa sœur, Alice. Tony, le nouveau médecin légiste, constate que le cadavre porte des traces d'algues d'eau douce.

CANAL+ 21:05

Dans la tête des hommes en noir



Ces hommes et ces femmes qui officient sous le maillot noir en championnat, en coupe d'Europe ou dans les tournois internationaux doivent gérer une pression forte pour faire respecter les règles et lois du jeu. Ancien arbitre international français, Tony Chapron a parcouru le monde afin d'interroger des arbitres de renom, des entraîneurs et des footballeurs. Ils évoquent le plaisir, mais également le doute et les souffrances liées à cette fonction souvent décrite par le public.

6 21:05

Capital



Jouets, cadeaux : la grande bataille pour éviter la pénurie. Pour les fêtes de fin d'année, faute d'être livrés, des milliers de produits, jouets, électroménager, articles de bricolage ou de décoration ne sont pas en rayon. Le neuf vous manque ? Sautez sur l'occasion ! Face à la pénurie de semi-conducteurs, le marché de l'occasion pour les voitures est en train d'exploser. Pour les vélos, beaucoup de marques sont en rupture de stock face à une très forte demande. Côté chaussures et vêtements, les friperies tirent leur épingle du jeu.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2480

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

1	9	5																		
4										9	5									
3										6	4									
			7	2	5															
	2	1	3																	
4	8	6																		
5	7					2				5			8	3						
8	6					1				3			5	8						
					5	3	6		2	1	8	9			5	7				
									3	2										
									7											
									1	9										
9	5			7	1	4		3	9	5	6									
7		5				9			2								9	8		
	1		9			5			7							3	4			
		4	7							7	9	4								
			6							7	4	1								
		2	5							8	1	3								
5			2	8					5	2								6		
2				9	4				8	4								9		
1	6	9			2	5												8	3	2

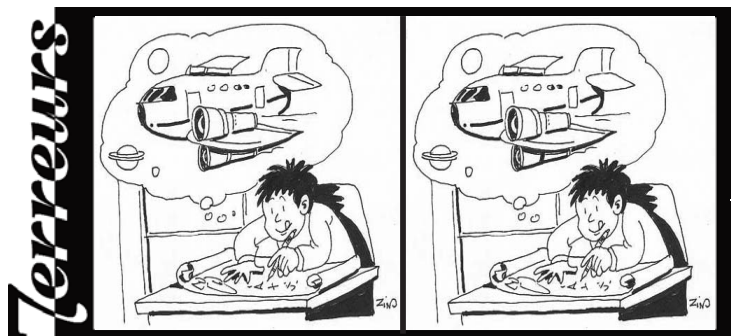
«Les jaloux détruisent ce qu'ils sont incapables de créer.»

Paul Guth

Mots croisés n°2460

- Horizontalement :**
- Couleur d'automne
 - Torcheraie
 - Dit lettre à lettre - Abri de chiens de meute
 - Exceptionnel - Ota les aspérités
 - Collera - Hachis de viande - Oiseau voleur
 - Mollusques en forme de coeur -
 - Virage sur les pistes - Il vaut bien l'argent - Métal de pépite
 - Qui ne peut être cédé
 - Unités de distance - Surveillai
 - Quatre saisons - Pronom familier - Esquisse
- Verticalement :**
- Merveilleux spectacles - Possessif
 - Pièce de mature - A toi
 - Abimeraient
 - Mille-pattes - Très élégant
 - Fond de cuve - Eau de Turin - Loup d'antan
 - Chemin de halage - Nouais
 - Lieu écarté
 - Fusil de guerre - Appareil
 - Grasses volailles - Linges de literie
 - Remis en état - Encore !
 - Puissant explosif - Séparai de tout
 - Guillotiné - Rognon

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



GOLF

"On planifie pour la création d'une académie de jeunes talents afin de redynamiser la discipline" (Président)

La Fédération algérienne de golf (FAG), dernière instance à avoir renouveler ses structures, s'emploie à créer académie fédérale de jeunes talents, sine qua non, pour la "redynamisation" de la discipline et former une élite nationale en mesure de représenter dignement, dans l'avenir, le pays dans les différentes échéances internationales auxquelles l'Algérie était absente pour diverses raisons", a révélé le président de l'instance fédérale, Abderrahmane Bouzid.

" Nous envisageons, si les conditions le permettent, la réalisation d'une académie fédérale pour jeunes talents, propre à nous, afin de développer la discipline et former une élite nationale capable d'honorer les couleurs nationales en compétitions internationales desquelles, l'Algérie était absente depuis une décennie", a déclaré à l'APS, le président de la FAG, en marge de clôture du stage d'entraînement organisé la semaine dernière à l'Unité du Golf de Dely-Brahim (Alger).



La parcelle de terrain, sur laquelle envisage l'instance fédérale de bâtir cette académie dénommée "pôle de développement de la discipline", compte 2.000 m², appartient à l'Unité du Golf, gérée par l'Office du Complexe olympique Mohamed Boudiaf (OCO). "C'est un acte incontournable pour créer une activité sportive de base, visant à redynamiser cette discipline dans notre pays", a précisé le président de l'instance.

Le premier responsable de la FAG a expliqué que le projet de création d'une académie fédérale a été "discuté longuement avec le directeur de l'OCO Mohamed Boudiaf, l'actuel gestionnaire de l'Unité du Golf de Dely-Brahim qui a adhéré à l'idée et nous a promis de nous apporter toute l'aide voulue et il est à remercier pour sa disponibilité. Les travaux de

construction seront confiés à un sponsor et l'académie commencera bientôt à attirer les sportifs (toutes catégories d'âge confondues)", ajoutant que la tutelle sera informée du projet.

L'initiative de réaliser cette infrastructure sportive est une chose incontournable, s'il y a une réelle volonté de sortir cette discipline au grand jour après plus de 12 ans d'absence sur la scène internationale (africaine et arabe) et dans tous les domaines", a encore souligné amèrement le président de la FAG.

Elu le mois dernier à la tête du bureau fédéral de la FAG, pour quatre années, après que l'Assemblée Générale électorale (AGE) eut connu une série de reports, Bouzid a souligné qu'il a élaboré, conjointement avec son équipe, "un programme d'action devant être exécuté

dans un délai ne dépassant pas les premiers six mois du mandat olympique, et leur présenter avant la fin décembre au Ministère de la Jeunesse et des sports, avant d'arrêter le calendrier des activités annuelles étalé sur trois ans", a-t-il précisé.

Commencer par le Sport scolaire

La fédération algérienne de golf, compte inscrire sur le moyen terme, 200 enfants âgés entre 6 et 12 ans, qui seront placés sous, la responsabilité d'encadrants et initiateurs locaux formés par la fédération algérienne de golf (FAG).

La stratégie de l'instance fédérale sera donc basée sur la formation de "jeunes talents", pour le premier responsable de l'instance qui a révélé l'existence de nombreux contacts avec les prési-

dents des APC proches de l'Unité du Golf, dont Dely-Brahim, El-Biar et Chéraga, pour "encourager les enfants des écoles de leurs communes respectives à pratiquer cette discipline".

Selon M. Bouzid, le plan d'activités de l'instance fédérale prévu lors de six prochains mois consiste "à programmer au niveau de l'Unité de Golf, des activités mensuelles dans toutes les spécialités sportives, telles que l'hommage d'illustres figures nationales, dans le but d'assurer à titre gratuit, la massification de cette discipline". Interrogé sur les ressources financières qui permettront à la fédération de financer ses activités sportives, dont les entraînements des petites catégories et la préparation des sélections nationales, le responsable a confirmé "des contacts noués avec des sponsors qui ont promis de venir en aide à la fédération dans sa démarche, afin de redynamiser la discipline et contribuer à son épanouissement".

La dernière participation de la sélection nationale de Golf (12 joueurs), remonte à 2012 à l'occasion des championnats arabes, alors que la première action de la nouvelle instance fédérale a été ponctuée par l'organisation d'un stage à l'intention de 22 entraîneurs chargés de former les joueurs des différentes sections de clubs régulièrement affiliés".

SÉMINAIRE SUR LE JM-2022

Tout est mis en œuvre pour qu'Oran abrite dans les meilleures conditions la 19^e édition (CIJM)

Le deuxième vice-président du Comité international des jeux méditerranéens (CIJM), Bernard Amsalam, a indiqué samedi à Oran que tout a été mis en œuvre pour que cette ville abrite dans les meilleures conditions la 19^e édition des jeux méditerranéens (JM), prévue du 25 juin au 5 juillet 2022. M. Amsalam, qui s'exprimait en ouverture du séminaire des chefs de missions et délégués techniques dans le cadre des préparatifs des JM, a mis en exergue «le travail de longues années effectué par le comité d'organisation local et les importants investissements de l'Etat algérien». Le représentant du CIJM, également président de la commission de coordination et de suivi des préparatifs des JM, s'est réjoui, en outre, du fait que «les responsables algériens travaillent sans relâche pour offrir les meilleures conditions permettant aux athlètes de réaliser les meilleures performances lors du rendez-vous méditerranéen». A ce propos, il a cité les ouvrages réalisés à l'occasion des JM d'Oran, à l'image d'un village méditerranéen «moderne et confortable», vantant, au passage, «les autres installations sportives de meilleur niveau, qui seront un héritage de taille aux habitants d'Oran après les JM». Il a, en outre, estimé que ce séminaire de deux jours, en marge duquel des visites aux différentes installations sont organisées, sera une occasion pour les chefs de mission et délégués techniques des fédérations internationales concernées par les disciplines retenues lors des JM, «de découvrir et évaluer les préparatifs de la manifestation sportive». Pour sa part, le commissaire aux JM, Mohamed Aziz Derouaz, a mis en relief «l'engagement sans limite des pouvoirs publics pour réussir l'événement et combler le retard accusé pour des circonstances politiques et à cause de la crise sanitaire mondiale liée au Covid-19». M. Derouaz a ajouté que l'occasion est aussi de «promouvoir tout le potentiel culturel et touristique de la ville d'Oran et de l'Algérie». Au passage, le commissaire aux JM a invité les hôtes de l'Algérie à «constater concrètement, au cours de ce séminaire, l'évolution des préparatifs, afin de repartir d'Oran rassurés de la tenue de la fête sportive méditerranéenne du 25 juin au 5 juillet, dont la cérémonie de clôture coïncide avec le 60^e anniversaire du recouvrement de l'indépendance de l'Algérie». Le premier jour du séminaire a été rehaussé par la présence du conseiller du président de la République, Abdelhafid Allahoum, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderezak Sebtag, le wali d'Oran, Saïd Sayoud, ainsi que des membres de la commission de sécurité nationale et de wilaya.

HAND-CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS (SENIORS)

Arrivée d'une délégation de l'UAH pour inspecter les infrastructures d'Oran et d'Arzew

Une délégation de l'Union arabe de handball (UAH), conduite par le secrétaire général, le Saoudien Abdellah Al Aliane, est à pied d'œuvre à Alger avant de se rendre à Oran et Arzew pour inspecter les installations sportives et hôtelières en prévision de la tenue, en mars prochain, dans les deux villes du Championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes (messieurs et dames), a-t-on appris samedi des organisateurs. Le président de l'ES Arzew, club organisateur de l'épreuve, Amine Benmoussa, a indiqué à l'APS, que la délégation en question devra être reçue d'abord dans la

capitale par les responsables du ministère de la Jeunesse et des Sports avant de s'envoler à Oran pour entamer sa visite d'inspection technique. Au menu de cette visite, figure entre autres, l'inspection des quatre salles omnisports retenues pour ce Championnat, à savoir les salles 24-février à Arzew et le Palais des sports à Oran, deux infrastructures concernées par les matchs officiels, ainsi que les salles de Bir El Djir et Gdyl, qui seront dédiées pour les entraînements des clubs participants. Cette visite des représentants de l'UAH intervient après près de six mois de la signature, à Oran,

de la convention liant cette instance à la fédération algérienne de la discipline et portant sur l'organisation par l'ESA, du prochain Championnat arabe des clubs vainqueurs de coupes, rappelle-t-on.

Le secrétaire général de l'UAH devrait tenir, lundi, une conférence de presse à Oran pour évaluer les préparatifs algériens en perspective de l'épreuve en question qui s'inscrit aussi dans le cadre des compétitions expérimentales (test-Events) de la 19^e édition des jeux méditerranéens prévus du 25 juin au 5 juillet 2022 à Oran, a encore indiqué le patron de l'ESA.

CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE DE VOLLEYBALL

La 5^e RM et le commandement de la Gendarmerie nationale sacrées

Les équipes de la 5^e région militaire (RM) et du commandement de la Gendarmerie nationale ont remporté ex aequo la première place du classement du premier tour du Championnat national militaire de volley-ball pour la saison 2021-2022, qui s'est déroulé, sur quatre jours, au complexe régional de sport militaire "Zighoud Youcef" de la 5^e RM de Constantine.

Lors de la cérémonie de clôture de ce premier tournoi, entamé lundi dernier, les trois vainqueurs de cette compétition ont été annoncés. Ainsi, les équipes de la 5^e région militaire et du commandement de la Gendarmerie nationale se sont adjugées la première place, en remportant trois victoires consécutives tandis que la deuxième place a été remportée par l'équipe de la 2^e RM avec deux victoires.

La troisième place a été décrochée par l'équipe de la

1^{ère} région militaire, au set average avec une victoire et deux défaites. Pour rappel, l'équipe de la 3^e région militaire s'est distinguée, lors de la première journée d'ouverture des compétitions de ce premier tournoi, déroulé sous le slogan "Éthique sportive" dans le cadre de la concrétisation du programme annuel des activités sportives nationales militaires dans l'objectif d'élever le niveau des sports militaires et favoriser l'esprit de compétition entre les différentes équipes participantes".

Cette compétition a réuni près de 100 sportifs militaires représentant huit (8) équipes de différents régions militaires et établissements militaires, a indiqué la Direction régionale des sports militaires de la 5^e RM, organisatrice de ce tournoi.

APS

JUDO - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DES CLUBS

L'Algérie candidate à l'organisation de la première édition

L'Algérie sera candidate à l'organisation de la première édition du Championnat d'Afrique (seniors) des clubs, la toute nouvelle compétition que compte lancer la Confédération africaine de la discipline au mois de novembre 2022, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne (FAJ).

«La confédération africaine de judo a décidé d'organiser au mois de novembre 2022 un Championnat d'Afrique des clubs (messieurs et dames) et l'Algérie sera candidate pour abriter cet important événement continental» a indiqué l'instance nationale dans un communiqué.

«Le président de la FAJ, Yacine Sillini, au nom de tous les membres du Bureau Fédéral exhorte les clubs à commencer à travailler dès maintenant, pour honorer comme il se doit les couleurs nationales lors de cette compétition» souligne la même source. Pour rappel, l'Algérie abritera la 43^e édition des Championnats d'Afrique (messieurs et dames) du Judo, prévue en mai 2022, dans la capitale de l'Ouest, Oran.

CAN-2021 (PRÉPARATION) La Gambie et le Ghana, sparring-partners des «Verts» à Doha

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, a déclaré jeudi que l'équipe nationale disputera deux matchs amicaux : le samedi 1er janvier face à la Gambie et le mercredi 5 janvier devant le Ghana, lors du stage précompétitif prévu à Doha (Qatar), en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février).

«Nous avons finalisé le programme de préparation de l'équipe nationale pour la CAN-2021, avec au menu deux matchs amicaux à Doha : le 1er janvier face à la Gambie et le 5 janvier devant le Ghana.

Le stage se poursuivra jusqu'au 6 janvier, alors que le départ pour Douala est prévu le 7 janvier», a indiqué le premier responsable de la FAF, dans un entretien accordé à la télévision nationale depuis Doha, où il se trouve pour assister à la Coupe arabe de la Fifa-2021.

Amara Charaf-Eddine confirme ainsi l'information rapportée mercredi par l'APS, à propos des deux adversaires en amical des «Verts», dans le cadre de la préparation pour la CAN-2021.

Qualifiés pour la prochaine CAN -2021, la Gambie, évoluera dans le groupe F, en compagnie de la Tunisie, du Mali, et de la Mauritanie, tandis que les «Black Stars» ghanéens sont logés dans le groupe C, avec le Maroc, les Comores, et le Gabon.

La première étape de



préparation des «Verts», sera entamée durant la troisième semaine du mois de décembre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

L'effectif retenu pour prendre part à la CAN-2021, sera au grand complet à partir du 27 décembre, jour du départ pour Doha.

Le choix de se préparer à Doha avait été déjà adopté avant la dernière CAN-2019 en Egypte, remportée par l'Algérie.

Les «Verts» avaient disputés deux tests amicaux avant leur départ au Caire : face au Burundi (1-1) et au Mali (3-2). L'Algérie, tenante du trophée, évoluera dans

le groupe E, en compagnie de la Sierra Leone, la Guinée équatoriale, et la Côte d'Ivoire.

Les «Verts» entameront la défense de leur titre, le mardi 11 janvier 2022, contre la Sierra Leone, au stade de Ja-

poma à Douala (14h00, algériennes), avant de défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

LIGUE 1 ALGÉRIENNE (7E JOURNÉE) Biskra reprend les commandes

L'US Biskra a provisoirement repris les commandes de la Ligue 1 algérienne de football, après sa victoire (2-1) contre l'ASO Chlef, remportée vendredi pour le compte de la septième journée, ayant vu le CR Belouizdad s'emparer de la place de Dauphin, grâce à son précieux succès chez le RC Arbaâ (1-2). En effet, malgré leur modeste 15e place au classement général, les Chéliéfiens ont réussi à poser de très gros problèmes aux Zibans, qui ont d'ailleurs dû attendre l'obtention d'un pénalty à la 52' pour débloquer enfin la situation (1-0).

Un coup de pied de réparation transformé par Hicham Mokhtar, qui est revenu à la charge peu après l'heure de jeu, pour s'offrir un doublé (2-0) et sceller par la même occasion le succès de son équipe.

Un deuxième but O combien important pour les Zibans, car les Chéliéfiens n'ont rien lâché dans ce match et ont même réussi à réduire le score par Arab à la 90'+2.

Malheureusement pour eux, la fin de match a été sifflée quelques instants plus tard, sans leur laisser le temps d'espérer mieux.

Même scénario pour le champion sortant, le CR Belouizdad, qui a souffert le martyre contre le malclassé RC Arbaâ, pour arracher les trois points de la victoire.

Certes, les Rouge et Blanc ont été les premiers

à trouver le chemin filets, par Belkheiter (5'), mais la réaction des locaux a été limpide, puisque moins de dix minutes plus tard, Kessili avait réussi à niveler la marque pour les locaux (1-1). Tout était donc à refaire pour le Chabab, qui au terme d'efforts colossaux avait obtenu un pénalty à la 86', mais l'attaquant Merzougui avait échoué dans sa transformation. Il a fallu attendre les dernières secondes du temps addition-

nel, pour voir l'ancien buteur du MC Alger et de la JSM Skikda se racheter de son ratage, en marquant ce fameux deuxième but pour le club de «Laâqiba», et qui a suffi à lui offrir une victoire sur le fil (1-2).

Un précieux succès en déplacement qui permet au CRB de remonter provisoirement à la deuxième place du classement, avec 14 points, alors que le RCA reste scotché à la 14e place, avec quatre unités au

compteur. Autre bonne affaire ce vendredi, celle de la JS Saoura qui s'est provisoirement hissée à la septième place du classement général, avec 10 points, après sa précieuse victoire contre le MC Oran (2-0). Les buts Bécharois ont été signés Lahemri (55') et Belatrèche (86'), maintenant par la même occasion le club d'El Hamri à la douzième place, avec seulement cinq unités au compteur.

LIGUE 2 ALGÉRIENNE Modalités d'accession et de rétrogradation pour la saison 2022- 2023 (LNFA)

La Ligue Nationale de Football Amateur (LNFA), gestionnaire du Championnat d'Algérie de deuxième division, a publié jeudi soir le nouveau système de compétition, relatif à la saison 2022-2023, comportant entre autres une formule à 32 clubs, répartis en deux Groupes, et dont seuls les Champions accéderont en Ligue 1.

En effet, il n'y aura que deux clubs qui accéderont en Ligue 1, l'an prochain (ndlr : le champion de chaque groupe), alors que huit clubs de Ligue 2 (ndlr : quatre de chaque groupe) rétrograderont en Championnat Inter-régions (LIRF).

Le Championnat de Ligue 2 accueillera par ailleurs un total de dix nouveaux clubs, à savoir : les quatre qui rétrograderont de la Ligue 1 et les six qui accéderont de l'inter-régions.

«La formule de compétition se présentera donc comme suit : 32 clubs - 2 + 4 + 6 - 8 = 32. Ces derniers seront à répartir en deux Groupes de 16 clubs chacun» a encore détaillé la LNFA dans un communiqué.

Cette décision a été prise suite à l'adoption du nouveau système de compétition applicable pour la saison 2022/2023 par l'Assemblée Générale Extraordinaire (AGE x) de la Fédération Algérienne de Football (FAF) en date du 21/11/2021, et l'adoption par le Bureau Fédéral des modalités d'accession et de rétrogradation lors de sa séance statutaire du 31/10/2021.

SUPER COUPE D'AFRIQUE Al Ahly- Raja Casablanca le 22 décembre à 18h00 à Doha

Le coup d'envoi de la rencontre de la Super Coupe d'Afrique entre les Egyptiens d'Al Ahly et les Marocains de Raja Casablanca prévue le 22 décembre, sera donné à 20h00 heure locale (18h00 heures algériennes) au stade Ahmad Bin Ali de Doha, au Qatar, a annoncé vendredi la Confédération africaine de football (CAF). «La CAF et le Comité d'Organisation Local du Qatar ont confirmé le lieu et l'heure du coup d'envoi de la Super Coupe de la CAF qui se jouera le mercredi 22 décembre 2021 au stade Ahmad Bin Ali de Doha, au Qatar» indique un communiqué de l'instance. Le match unique opposera Al Ahly (Egypte), vainqueur de la Ligue des Champions de la CAF 2020-21 au Raja Casablanca (Maroc), vainqueur de la Coupe de la Confédération de la CAF 2020-21. Al Ahly est le tenant du titre de la Super Coupe de la CAF, après avoir battu les Marocains de RS Berkane 2-0 à Doha le 28 mai 2021 pour le compte de l'édition précédente.

COUPE ARABE DE LA FIFA-2021 La Tunisie bat Oman (2-1) et passe en demi-finale

La sélection tunisienne de football s'est qualifiée pour les demi-finales de la Coupe arabe de la Fifa (Qatar-2021), en battant son homologue omanaise (2-1), en quart de finale disputé vendredi au stade de la Cité de l'Education à Doha.

Les buts tunisiens ont été inscrits par Seifeddine Jaziri (16e) et Youssef Msakni (69e), alors que Archad Al Alaoui (66e) avait égalisé sur penalty pour Oman.

En demi-finale, la Tunisie affrontera le vainqueur de l'autre quart de finale opposant l'Egypte à la Jordanie, prévu samedi à 16h00.

LIGUE 2 - AFFAIRE SC AÏN DEFLA - USM EL HARRACH Gain du match pour les Jaune et Noir (LNFA)

La commission de l'organisation sportive de la Ligue nationale de football amateur a infligé un «match perdu par pénalité au SC Aïn Defla», qui ne s'était pas présenté sur le terrain samedi dernier, pour affronter l'USM El Harrach, dans le cadre de la 7e journée de Ligue 2, a-t-on appris vendredi auprès de cette instance.

«Le dossier a été traité jeudi et la DOS a décidé d'infliger au SCAD un match perdu par pénalité, en attribuant la victoire à l'USMH, qui marque donc trois buts, en plus des trois points» a-t-on détaillé de même source.

Outre ce match perdu par pénalité, la DOS a décidé d'infliger au SCAD «une défalcation de trois points, rehaussée d'une amende de 50.000 DA» comme stipulé dans les règlements en vigueur.

Une décision synonyme de grand ouf de soulagement pour les Jaune et Noir, qui grâce à ces trois points sur tapis vert quittent la zone rouge, et se retrouvent à la neuvième place du classement général, avec désormais un total de huit unités.

Un classement qu'ils partagent avec trois autres clubs: WA Boufarik, ES Ben

Aknoun et le MCB Oued Sly. De son côté, et pénalisé es sentiellement par la défalcation de trois points, le SCAD se retrouve lanterne-rouge du Groupe Centre-Ouest, avec zéro point au compteur.

Classement actualisé de la Ligue 2 (Gr. Centre-Ouest), après le verdict de la DOS/LNFA :

Clubs :	Pts	J
1). RC Kouba	19	7
--). MC El Bayadh	19	7
3). GC Mascara	11	7
--). MC Saïda	11	7
5). CR Témouchent	10	7
--). CRB Aïn Ouassara	10	7
--). USMM Hadjout	10	7
8). JSM Tiaret	9	7
9). WA Boufarik	8	7
--). ES Ben Aknoun	8	7
--). MCB Oued Sly	8	7
--). USM El Harrach	8	7
13). USM Bel-Abbès	7	7
14). ASM Oran	6	7
15). SKAF El Khemis	3	7
16). SC Aïn Defla	0	7

LIGUE 1 (JS KABYLIE) Les Tunisiens Moalla et Trabelsi renforcent le staff technique

Les deux techniciens Wassim Moalla et Mohamed Trabelsi ont renforcé le staff technique de la JS Kabylie, dirigé par leur compatriote Ammar Souayah, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, jeudi soir sur son site officiel.

«L'équipe première sera renforcée par deux adjoints à l'entraîneur en chef.

Ainsi, Wassim Moalla sera chargé de la préparation physique et Mohamed Trabelsi sera chargé de l'analyse vidéo.

Les deux techniciens entameront leur mission samedi», a précisé la JSK dans un communiqué.

Par ailleurs, et dans le cadre d'une «meilleure prise en charge des jeunes catégories», la JSK a annoncé la nomination de Younsi Mohamed en qualité de directeur technique sportif (DTS), secondé par Tismouka Arezki, en tant que coordinateur.

Une académie de la JSK (6-12 ans) sera mise en place dès le premier trimestre 2022, précise la même source.

Dans un autre registre purement administratif, l'actuelle direction de la JSK, présidée par Yazid Iarichene,



a déploré le retard accusé dans «la passation de consignes entre l'ancienne et la nouvelle direction, malgré la décision de justice sommant l'ancien président (Chérif Mellal, ndr) de remettre les documents du

club». Enfin, le club kabyle a précisé que ces décisions entrent dans le cadre de l'application «des orientations du Conseil d'Administration, permettant la restructuration et la réhabilitation de la JSK».

CLASSEMENT DE LA FIFA (DAMES) L'Algérie termine l'année à la 79^e place

L'équipe nationale féminine de football a terminé à la 79^e place, au dernier classement mondial de l'année, dévoilée par la Fédération internationale de football (Fifa), vendredi sur son site officiel.

Les joueuses de la sélectionneuse nationale, Radia Fertoul progressent ainsi de sept places, par rapport au précédent classement publié le 20 août dernier.

Sur le plan continental, l'Algérie progresse d'une place et se pointe à la 9^e position, derrière la Nigeria (41^e mondial), le Cameroun (53^e), l'Afrique du Sud (56^e), le Ghana (57^e), la Côte d'Ivoire (61^e), la Guinée équatoriale (72^e), la Tunisie (74^e), et le Maroc (78^e).

L'équipe nationale reste sur une double victoire en amical face à la Tunisie (1-0 puis 4-2), à l'occasion

d'un stage effectué à Tunis en novembre dernier. L'Algérie défit l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique en titre, lors du 2^e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévu entre les 14 et 23 février 2022.

Les coéquipières de Naïma Bouheni avaient dominé au 1^{er} tour des éliminatoires le Soudan, en s'imposant lors du match aller disputé à Alger sur le score fleuve de 14 à 0, alors que la match retour prévu à Khartoum avait été annulé à cause de la situation politique au Soudan.

Dans le haut du classement, les Etats-Unis (1^{rs}) préservent leur leadership qu'ils occupent depuis 2017.

Le Top 3 est lui aussi identique à celui du mois d'août dernier, avec la Suède (2^e) et l'Allemagne (3^e) en embuscade, aux deuxième et troisième

places. La France (4^e, +1) a dépassé les Pays-Bas (5^e, -1), qui payent au prix fort, leurs récents matches nuls face à la République tchèque et au Japon. L'Espagne (9^e, +1) grimpe, elle, d'une place et s'installe à une inédite neuvième place.

La Suisse (17^e, +3) réalise la meilleure opération du Top 20 en remontant de trois places. La plus forte progression vient d'ailleurs.

En termes de points, elle est réalisée par le Liban (140^e, +5) vainqueur des Emirats Arabes Unis et de Guam ces dernières semaines.

En termes de places, le Monténégro (85^e, +13) signe la remontée la plus spectaculaire en grimpant de 13 rangs, «boosté» par un succès en Bosnie-et-Herzégovine. La prochaine édition du Classement mondial Féminin sera publiée le 25 mars 2022.

ACADÉMIE ATHLÉTIC MANSOURAH (TLEMCEM) Un mini-stage de formation supervisé par des techniciens du FC Cologne

Une délégation du FC Cologne, club pensionnaire de la Bundesliga allemande, composée du directeur technique de son centre de formation ainsi que de deux entraîneurs des catégories jeunes, vient de séjourner à Tlemcen où elle a supervisé un mini-stage de formation au profit des entraîneurs et des joueurs de «l'Académie athlétique Mansourah», a-t-on appris jeudi auprès de son président, Kazi Tani Sidi Mohamed.

«Nos hôtes allemands ont passé six jours avec nous au cours desquels ils ont dispensé plusieurs cours théoriques et pratiques au profit de nos entraîneurs et joueurs.

Ce fut une expérience très enrichissante qui en appellera à d'autres», a déclaré à l'APS, Kazi Tani Sidi Mohamed.

L'initiative émane des dirigeants de l'Académie qui ont noué, depuis déjà près de deux années, des contacts avec leurs homologues du club allemand, «pour éventuellement une relation de collaboration à même d'aider nos jeunes dans leur processus de formation», a fait savoir le même dirigeant.

«Nous sommes également parvenus avec le directeur technique du centre de formation du FC Cologne pour éventuellement accueillir, à l'avenir, au sein de son centre, les meilleurs joueurs de notre académie pour y poursuivre leur formation.

Si cela venait à se réaliser, ce serait évidemment une très bonne chose pour le football algérien», a encore souligné le président de l'académie tlemceniennne.

Fondée en 2015 par ce même responsable, l'Académie athlétique Mansourah compte dans ses rangs quatre catégories, représentant les moins de 7, 9, 11 et 13 ans.

Ces équipes sont dirigées par des entraîneurs diplômés des différents instituts sportifs algériens, a fait savoir le président de l'académie.

La bonne volonté des responsables de l'athlétique Mansourah est confrontée néanmoins à un sérieux problème d'indisponibilité de l'outil de travail, a regretté Kazi Tani Sidi Mohamed.

«On fait face à un manque d'infrastructures sportives à Tlemcen ce qui nous empêche d'appliquer à 100% notre programme de formation, sa-

chant que nos joueurs s'entraînent à raison de quatre fois par semaines sur le terrain, en plus des cours théoriques qu'on leur dispense», a-t-il expliqué.

Outre cet aléa, l'académie ne bénéficie que de 300.000 DA en guise de subvention de la part de la direction locale de la jeunesse et des sports, une somme jugée «insuffisante» par le président de l'académie contraint de recourir aux services des «mécènes» pour subvenir aux besoins de ses jeunes, a-t-il souligné.

Malgré cela, l'académie a réussi, jusque-là, à placer deux de ses purs produits de sa première promotion de 2015 en équipe fanion du club phare de la ville, à savoir, le WA Tlemcen, pensionnaire de la Ligue 1.

Il s'agit de Nassim Cherif et Sid Lakhdar, deux éléments qui font toujours partie de la catégorie espoirs, mais qui ont été promus en équipe première du WAT cette saison.

Notre objectif étant d'alimenter le club par des joueurs bien formés, même si sa situation actuelle laisse à désirer a fait savoir le patron de l'Académie athlétique Mansourah.

CAN-2021 (CAMEROUN) Antonio Conceição dévoile une liste élargie de 40 joueurs

Le sélectionneur portugais de l'équipe camerounaise de football Antonio Conceição, a dévoilé vendredi une liste élargie de 40 joueurs, en vue de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février), rapporte la Fédération camerounaise (Fécafoot) sur sa page officielle Facebook.

Parmi les joueurs retenus par Conceição, il y a plusieurs revenants, il s'agit notamment des attaquants Paul-Georges Ntep (Boavista Porto/Portugal) et Clinton Njé (Dinamo Moscou/Russie), du défenseur Joyskim Dawa (Botosani/Roumanie), et du milieu de terrain Arnaud Djoum (Apollon/Chypre).

A la CAN-2021, le Cameroun évoluera dans le groupe A, en compagnie du Burkina Faso, de l'Éthiopie, et du Cap-Vert. Les «Lions indomptables» disputeront le match d'ouverture de la 33^e édition le dimanche 9 janvier face au Burkina Faso, au stade Olembe à Yaoundé (17h00).

La liste élargie des 40 joueurs :

Gardiens : Omossola Simon (Vita Club/ RD Congo), Epassy Devis (OFI Crète/ Grèce), Jean Eflala Konguep (Akwa United/ Nigeria), André Onana (Ajax Amsterdam/ Pays-Bas), Narcisse Nlend (Coton Sport/).

Défenseurs : Ambroise Oyongo (Montpellier/ France), Mbaizo Olivier (Philadelphia Union/ Etats-Unis), Ngadeu Michael (La Gantoise/ Belgique), Jean-Charles Castelletto (FC Nantes/ France), Fai Collins (Standard de Liège/ Belgique), Billong Jean-Claude (Clermont Foot/ France), Joyskim Dawa (Botosani/ Roumanie), Nouhou Tolo (Seattle/ Etats-Unis), Tchamba Duplexe (Sønderjyske/ Danemark), Harold Moukoudi (AS Saint-Etienne/ France), Jérôme Onguéné (RB Salzbourg/ Autriche), Sacha Boey (Galatasaray/ Turquie), Samuel Kotto (Apejes/ Cameroun), Enzo Obosse (Angers SC/ France).

Milieux : Pierre Kunde Malong (Olympiakos/ Grèce), André Zambo Anguissa (Naples/ Italie), Oum Gouet (Malines/ Belgique), Martin Hongla (Hellas Verona/ Italie), James Léa Siliki (Stade Rennais/ France), Jean Onana (Bordeaux/ France), Arnaud Djoum (Apollon/ Chypre), Yvan Neyou (AS Saint-Etienne/ France).

Attaquants : Christian Bassogog (Shanghai Shenhua/ Chine), Maxim Choupo-Moting (Bayern Munich/ Allemagne), Stéphane Bahoken (Angers/ France), Karl Toko Ekambi (O. Lyon/ France), Moumi Ngamaleu (Young Boys/ Suisse), Léandre Tawamba (Al-Taawoun/ Arabie saoudite), Vincent Aboubakar (Al-Nasr/ Arabie saoudite), Ignatius Ganago (RC Lens/ France), Jeremy Ebobisse (San José/ Etats-Unis), Clinton Njé (Dinamo Moscou/ Russie), Paul-Georges Ntep (Boavista Porto/ Portugal), Kévin Soni (Asteras/ Grèce), John Mary (Avispa Fukuoka/ Japon).

LIGUE 1 (NC MAGRA) Aziz Abbès quitte la barre technique

Le technicien Aziz Abbès, a décidé de démissionner de son poste d'entraîneur du NC Magra, lanterne rouge de la Ligue 1 algérienne de football, a appris l'APS vendredi auprès du club de l'Est. Avec un seul point récolté en six journées de championnat, le NCM a complètement raté son début de saison, poussant Aziz Abbès à se retirer de l'encadrement technique, lui qui a dirigé la formation de Magra à deux reprises.

Aziz Abbès avait mené le NCM à une accession historique en Ligue 1, au terme de la saison 2018-2019, avant de quitter le navire pour rejoindre le WA Tlemcen puis le CABB Arreridj.

Il est revenu à Magra la saison dernière, permettant d'abord au club d'atteindre la finale de la Ligue professionnelle, perdue face à la JS Kabylie (2-2, aux t.a.b : 1-4), avant d'assurer le maintien lors des dernières journées de la compétition.

Le NCM effectuera un déplacement périlleux samedi à Alger, pour défier le NA Hussein-Dey, au stade du 20-août 1955 (14h30), dans le cadre de la 7^e journée du championnat.

ARSENAL A FAIT UNE OFFRE POUR DEJAN KULUSEVSKI

Les Gunners veulent s'offrir l'international suédois cet hiver. La formation d'Arsenal compterait sur le mercato d'hiver pour renforcer son effectif avec notamment la venue d'un joueur offensif. Selon les informations de Tuttosport, les Gunners auraient jeté leur dévolu sur Dejan Kulusevski (21 ans) lié à la Juventus Turin jusqu'en juin 2025, l'international suédois disposerait d'un bon de sortie. Si Tottenham lorgne également sur le Turinois, Arsenal serait passé à l'action avec une première offre de transfert. Une proposition de 30 millions d'euros aurait été transmise. Une somme refusée pour le moment par les Bianconeri qui ont fixé la barre à 40 millions d'euros.



KIMMICH ÉLOIGNÉ DES TERRAINS JUSQU'EN 2022

Joshua Kimmich a décidé de souffler jusqu'à janvier 2022. Le Bayern Munich le laisse en repos pour qu'il puisse se remettre de sa contamination au coronavirus. La star allemande souffre de problèmes cardiaques. Pause forcée pour Joshua Kimmich. Le milieu récupérateur du Bayern Munich a pris une décision importante avec le staff du club bavarois. La star allemande a annoncé dans un communiqué du club qu'il ne rejouerait pas avec l'équipe première d'ici la fin d'année. L'infection au coronavirus l'a affaibli au niveau de sa respiration.

Des problèmes cardiaques l'empêchent de tenir sa place durant l'intégralité d'une séance d'entraînement. La sentinelle allemande annonce en revanche son retour pour le mois de janvier. "Je suis heureux que ma quarantaine liée au coronavirus soit terminée. Je vais très bien, mais en raison d'une légère infiltration dans mes poumons, je suis actuellement incapable de m'entraîner complètement. Je vais donc suivre une formation de perfectionnement et j'ai hâte d'être pleinement de retour en janvier", a déclaré Kimmich dans le communiqué publié par le Bayern.

Depuis son infection au Covid, le joueur a beaucoup de mal à retrouver une condition physique digne de ce nom. Le joueur se plaint de douleurs au niveau des poumons. Corentin Tolisso et Marc Roca s'avancent comme les profils les plus adéquats de le remplacer. Heureusement, plus aucune échéance d'envieure n'attend les Bavarois avant février et le retour de la Ligue des Champions.

GREENWOOD RANGNICK VEUT LE FAIRE PROGRESSER

Ralf Rangnick, le manager de Manchester United, a estimé que les qualités de Mason Greenwood étaient différentes de celles d'Erling Haaland, un joueur que convoite son club. Mais il compte sur le jeune attaquant anglais à l'avenir.

S'exprimant en marge du match nul concédé par son équipe à domicile face aux Young Boys de Berne en Ligue des Champions (1-1), Ralf Rangnick a osé une comparaison entre Erling Haaland et son attaquant Mason Greenwood. Il a notamment entraîné le premier au RB Salzburg : « Erling est un type d'attaquant différent. Pour moi, est un attaquant cible, qui peut jouer comme un seul attaquant comme un homme cible ou avec un autre attaquant dans un 4-4-2. « Je pense que Mason est plus un neuf et demi » explique-t-il dans des propos rapportés par Sky Sports. Concernant Mason Greenwood, le manager de Manchester United loue ses qualités : « Il peut jouer comme attaquant, il peut aussi venir de l'aile, il peut jouer avec un autre attaquant et il est très technique. Pied gauche, pied droit. Et comme je l'ai dit, parfois, il n'a pas l'air d'un niveau athlétique. Je pense que nous devons le développer là-bas physiquement, mais techniquement, toutes les choses qu'il peut faire avec le ballon sont exceptionnelles » a-t-il ajouté. Enfin, Ralf Rangnick précise qu'il compte aider son jeune attaquant à progresser : « Donc, je ne le suis pas tellement, inquiet pour son niveau technique. Nous devons le développer physiquement et mentalement pour devenir la version la plus forte de lui-même. « Et si nous y parvenons, il pourra devenir un joueur régulier et un joueur précieux pour notre club à l'avenir. » a-t-il conclu.



MARCELO VA RETOURNER AU BRÉSIL

L'histoire d'amour entre Marcelo (33 ans, 5 apparitions toutes compétitions cette saison) et le Real Madrid va prendre fin à l'issue de la saison. En effet, le média Olé confirme le départ à venir du latéral gauche brésilien, dont le contrat expire en juin prochain. Très peu utilisé par son entraîneur Carlo Ancelotti, celui qui a porté les couleurs de la Maison Blanche lors de 533 matchs depuis son arrivée en 2006 va retourner au sein de son club formateur, Fluminense.

MARCELO VA RETOURNER AU BRÉSIL

Victime d'une blessure aux ischio-jambiers face à la Real Sociedad (2-0) samedi en Liga, l'attaquant du Real Madrid, Karim Benzema (33 ans, 15 matchs et 12 buts en Liga cette saison), a manqué le choc contre l'Inter Milan (2-0) ce mardi en Ligue des Champions. A l'issue de la partie, l'entraîneur merengue Carlo Ancelotti a tout de même donné des nouvelles rassurantes de l'international français, qu'il a toujours espoir de récupérer pour le derby contre l'Atletico Madrid dimanche en Liga.

"Je pense qu'il sera disponible pour le prochain match contre l'Atletico. On a plusieurs jours devant nous pour voir s'il peut récupérer à temps", a relativisé le technicien en conférence de presse. Dans le cas contraire, Luka Jovic aura à nouveau sa chance. "Il a superbement joué et a aidé l'équipe à sortir le ballon sous pression. Si Benzema n'est pas prêt pour le derby, il sera la clé", a estimé l'Italien.

Joao Felix bientôt transféré ?

Sous contrat avec l'Atletico Madrid jusqu'en juin 2026, l'attaquant portugais Joao Felix (22 ans) ne semble pas s'épanouir dans la capitale ibérique.

En effet, si l'on en croit le quotidien espagnol AS, l'international lusitanien ne serait pas complètement heureux chez les Colchones et envisagerait de faire ses valises. Celui qui est arrivé à l'été de 2019 en échange de 127 millions d'euros se sentirait bridé et son entourage tenterait également de convaincre la direction du club de le laisser partir.

Cette saison, il n'a inscrit qu'un seul but et délivré deux passes décisives en douze rencontres toutes compétitions confondues.



DANS UN MESSAGE À L'OCCASION DU 61^E ANNIVERSAIRE DES MANIFESTATIONS DU 11 DÉCEMBRE 1960

Président Tebboune : «Les manifestations du 11 décembre 1960, un indice inéluctable de la fin du colonialisme»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué samedi que les manifestations du 11 décembre 1960 ont été une preuve édifiante de la force de la glorieuse Révolution et un indice inéluctable de la fin du colonialisme.

Dans son message à l'occasion du 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, le Président Tebboune a souligné que ces événements "ont été, du point de vue organisationnel, une preuve édifiante de la force de notre glorieuse Révolution et un indice inéluctable de la fin du colonialisme". Sur le plan diplomatique et médiatique, ces manifestations ont conforté les positions du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et donné de l'espoir aux peuples opprimés, après l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies, lors de sa 15^e session, d'une résolution appelant à la décolonisation et déclarant que la sujétion des peuples à une domination et à une exploitation étrangère constitue un déni des droits fondamentaux de l'homme, et est contraire à la Charte des Nations unies et compromet la cause de la paix et de la coopération mondiales", a-t-il ajouté. "Ce même jour de l'année 1960, les enfants (filles et garçons) du peuple algérien ont participé à des manifestations massives à travers la plupart des régions du pays, à l'appel du Front de libération nationale, scandant tel un seul homme que le peuple algérien a atteint dans sa marche vers la liberté et l'indépendance un point de non retour", a rappelé le président de la République.

A cette occasion, le Président Tebboune a mis en avant "la symbolique de l'organisation, dans la wilaya de Naâma, des célébrations officielles de ce mémorable anniversaire dans la mesure où elles coïncident avec la tenue du colloque national sur «le symbole de la résistance populaire dans le sud ouest cheikh Bouamama», qui a dirigé une résistance populaire et levé haut l'étendard de la lutte pour défendre l'honneur de sa patrie et de sa nation dans notre grand sud ouest". Il a en outre souligné que ce colloque était "l'occasion de s'incliner à la mémoire



d'un homme unique et singulier au regard de son savoir, de ses oeuvres, de sa foi et de sa résistance", le qualifiant de "chef charismatique et clairvoyant, d'homme politique chevronné et visionnaire, doué de capacités exceptionnelles dans l'organisation stratégique et la planification militaire".

Le Président Tebboune a également affirmé que "le message sacré que nous ont légué notre héros Cheikh Bouamama et tous les héros de notre résistance populaire ainsi que nos martyrs, est lourd de sens. Il exige d'unifier les rangs et de se tourner vers l'avenir, et de faire de la cohésion des enfants d'Algérie avec l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), une force unifiée capable de relever les défis et de consacrer les nobles valeurs et les idéaux de notre peuple à travers

les époques et les siècles". Et d'ajouter qu'en ce jour où "notre vaillant peuple commémore cette glorieuse épopée du 11 décembre 1960, alors qu'il s'apprête à célébrer le 60^e anniversaire de la fête de l'indépendance, nous devons nous préparer à fêter cet événement mémorable qui consacre le recouvrement de la souveraineté nationale".

Le président de la République a appelé à ce propos "tous les secteurs, les institutions, et tous les acteurs de la société civile à l'élaboration de programmes à la hauteur de cet événement, par fidélité à notre mémoire et en reconnaissance des sacrifices des martyrs", relevant la nécessité de "saisir cette occasion pour mettre l'accent sur la nécessité de sensibiliser les nouvelles générations à notre glorieuse histoire et de consacrer notre attachement à la mémoire de notre nation".

Tebboune s'incline devant les sacrifices des Algériens

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi à l'occasion du 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1960, "s'incliner avec respect devant les sacrifices des Algériennes et Algériens" lors de ces événements, les qualifiant d'"épopée parmi les plus glorieuses". "A l'occasion du 61^e anniversaire des Manifestations du 11 décembre 1960, je m'incline avec respect devant les sacrifices des Algériennes et Algériens lors de cette épopée parmi les plus glorieuses", a écrit M. Tebboune sur son compte Twitter. "A cette occasion commémorative d'un anniversaire qui marque parmi tant d'autres la résolution et la détermination pour le recouvrement de la souveraineté nationale, je m'incline à la mémoire de nos glorieux martyrs", a ajouté M. Tebboune.

ARMÉE

Le siège de la Direction du service social du MDN baptisé du nom du moudjahid Belkhir Bekhouche

Le général-major, Mohamed Salah Benbicha, secrétaire général du ministère de la Défense nationale, a présidé, samedi à Alger, la cérémonie de baptisation du siège de la Direction du service social du MDN du nom du défunt moudjahid Belkhir Bekhouche, dans le cadre des festivités commémorant le 61^e anniversaire des manifestations du 11 décembre 1961, indique le MDN dans un communiqué. "Dans le cadre des festivités commémorant le 61^e anniversaire

des manifestations du 11 décembre 1961, et en exécution de la décision du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) de baptiser les structures et les unités de l'Armée nationale populaire aux noms des chouhada et moudjahidine de la glorieuse Guerre de libération, le général-major Mohamed Salah Benbicha, secrétaire général du MDN, a supervisé, aujourd'hui, samedi 11 décembre 2021, la cérémonie de baptisation du siège de la Direc-

tion du service social/MDN, à Alger, du nom du défunt moudjahid Belkhir Bekhouche, en présence de directeurs centraux et de cadres supérieurs du MDN", précise la même source. Après la cérémonie d'accueil, le Secrétaire général du MDN, accompagné du Directeur du service social du MDN, a procédé à l'inauguration de la plaque commémorative de ladite direction portant le nom du défunt moudjahid Belkhir Bekhouche en présence des membres de la fa-

mille du défunt. Il a visité, par la suite, une exposition de photographies historiques commémorant les manifestations du 11 décembre 1960 ainsi que des images relatives aux différentes installations et structures du Service social dont s'est doté l'ANP.

Au terme de cette cérémonie, le général-major, Secrétaire Général du MDN a honoré les membres de la famille du défunt moudjahid et leur a remis des cadeaux symboliques, ajoute le communiqué.

ALGÉRIE-FRANCE

La Grande mosquée de Paris œuvre à diffuser des valeurs pour la prévention de la radicalisation

Le recteur de la Grande mosquée de Paris, Chems Eddine Hafiz, a affirmé jeudi à Alger que l'institution qu'il préside œuvrait à la lutte contre la radicalisation religieuse, rappelant la publication d'un fascicule qui reprend des principes permettant d'éliminer ce phénomène. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Hafiz a indiqué "avoir mis en place, depuis sa nomination à la tête de la mosquée de Paris en janvier 2020, des mesures pour la prévention de la radicalisation, dont la publication d'un fascicule qui reprendrait tous les documents qui avaient été élaborés à l'époque par le ministère des Affaires religieuses, un document devenu aujourd'hui une référence importante". "L'Algérie adopte un islam de juste milieu, un islam de tolérance et de fraternité qui doit être amplifié en France, et c'est la



mission que m'a confiée le Président de la République de porter haut ce message de fraternité, éclairé et modéré", a-t-il déclaré. Selon le recteur de la Grande mosquée de Paris, le "Président Tebboune a insisté pour que nos jeunes notamment musulmans d'Algérie ou d'autres soient extrêmement vigilants sur cette radicalisation qui a dévié le message religieux".

A cette occasion, M. Hafiz a offert une nouvelle édition de la traduction des sens du Saint Coran faite par Hamza Boubakeur, révisée par un groupe d'imams détachés du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et rééditée sous la direction de la Grande mosquée de Paris.

ALGÉRIE-CROATIE

Signature d'un mémorandum d'entente de collaboration diplomatique entre les 2 pays

Un mémorandum d'entente de collaboration diplomatique a été signé, samedi à Alger, entre l'Institut de la diplomatie et des relations internationales (IDRI) relevant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de Croatie. L'accord a été signé, du côté algérien, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, et du côté croate par le ministre des Affaires étrangères et européennes, Gordan Grlic Radman. Dans une déclaration à la presse, M. Lamamra a indiqué que le mémorandum d'entente de collaboration signé entre l'Algérie et la Croatie "tend à soutenir la coopération entre les diplomates des deux pays à travers l'organisation de sessions de formation et le rapprochement des actions entre les deux instituts diplomatiques des deux pays". Plus tôt dans la journée, M. Lamamra a tenu une séance de travail avec son homologue croate qui effectue une visite de deux jours en Algérie. Les discussions entre les deux parties se sont élargies aux délégations des deux pays pour examiner les voies et moyens de renforcer les relations bilatérales dans tous les domaines, ainsi que les questions d'intérêt commun. Les opportunités de développement du partenariat économique et commercial entre l'Algérie et la Croatie seront aussi évoquées lors d'un forum d'affaires prévu en marge de cette visite.

16^E CONFÉRENCE DE L'UNION PARLEMENTAIRE DE L'OCI

Boughali s'entretient avec des homologues à Istanbul

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu avec nombre de ses homologues, en marge de sa participation vendredi à Istanbul (Turquie) à la 16^e Conférence de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), a indiqué samedi un communiqué de l'institution parlementaire. M. Boughali, qui conduit une délégation des deux chambres du Parlement aux travaux de cette conférence, a eu des entretiens avec le président du Parlement turc, Mustafa Sentop, au cours desquels les deux parties ont abordé "l'état et les perspectives des relations bilatérales, notamment au niveau parlementaire". Les deux responsables ont également passé en revue "les développements sur la scène internationale, notamment la question palestinienne", a précisé la même source. Le président de l'APN a également eu des entretiens avec son homologue du Niger, Seïni Oumarou. A cette occasion, les deux parties ont souligné "la convergence des vues entre les deux pays frères" et examiné "les moyens de renforcer la coopération et la coordination sécuritaire et d'intensifier les échanges d'expertise et de formation, notamment dans le domaine parlementaire". M. Boughali a en outre rencontré le prési-

dent du Parlement iranien, Mohammad Baqer Qalibaf, avec qui il a abordé "les développements sur la scène internationale et les moyens de renforcer les relations bilatérales dans différents domaines, notamment parlementaire". Dans une allocution prononcée, vendredi, à l'ouverture des travaux de cette conférence, en présence du président turc, Recep Tayyip Erdogan, et du secrétaire général de l'Union parlementaire de l'OCI, M. Boughali a affirmé que "l'Algérie appelle les peuples musulmans à se solidariser davantage avec le peuple palestinien en vue de préserver leurs droits, leurs acquis, leur patrimoine et leur identité, ainsi qu'à condamner les politiques visant à donner à l'entité sioniste le contrôle sur la région par le biais de la normalisation ou de la collusion". "Nous soutenons la lutte sacrée du peuple palestinien pour la liberté, la dignité et l'établissement de son Etat indépendant et souverain avec El-Qods comme capitale", a ajouté le président de l'APN. "L'Algérie continuera à soutenir l'Etat et le peuple palestiniens et à plaider pour la réconciliation nationale palestinienne afin de renforcer le front interne palestinien et d'accroître la mobilisation en faveur de cette cause", a souligné M. Boughali.